

Pawel Sekowski

*Les Polonais en France au lendemain
de la seconde guerre mondiale
(1944-1949)*

Histoire d'une intégration



Contenu de ce PDF :

Chapitre 4

Quelle intégration à la société d'accueil, au lendemain de la seconde guerre mondiale, pour les Polonais immigrés et fixés en France dans l'entre-deux-guerres ? Pawel Sekowski examine divers aspects de ce processus progressif concernant, dans sa grande majorité, des hommes et des femmes relevant du statut des « travailleurs étrangers » dans les années 1944-1949, processus qui fut accéléré par les années d'hostilités et le contexte particulier de l'après-guerre.

La situation de la communauté immigrée des Polonais en France, son statut et les évolutions survenues en son sein sont étudiés dans leurs dimensions à la fois sociales, politiques et culturelles. Une place prépondérante est accordée à l'analyse de trois phénomènes caractéristiques de la vie des Polonais en France, « facteurs du maintien de la polonité » : l'enseignement polonais, l'aumônerie polonaise et surtout la vie associative des Polonais en France. Ces éléments sont présentés dans la perspective du rapatriement (*reemigracja*) organisé par les autorités polonaises de Varsovie et du conflit politique profond qui surgit entre les partisans du nouveau gouvernement de la Pologne populaire (dominé par les communistes) et les militants anticommunistes polonais en France.

La période étudiée constitue un véritable tournant dans le processus de l'intégration sociale des Polonais en France, notamment pour la « deuxième génération » des immigrés, ceux-ci devenant, de plus en plus, Français d'origine polonaise.

Illustration de couverture :
Rapatriés polonais en 1947 © Pirotte Julia : Droits réservés – Succession Julia Pirotte

ISBN :

979-10-231-3487-2

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

LES POLONAIS EN FRANCE

Mondes Contemporains

collection dirigée par Éric Bussièrre et Olivier Forcade

Dernières parutions

Valéry Giscard d'Estaing et le Royaume-Uni.

Le rendez-vous manqué avec l'Europe ou le Brexit annoncé

Laurence Baratier-Negri

Les Batailles de 1916

Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale

Musique et politique en Allemagne, du III^e Reich à l'aube de la guerre froide

Élise Petit

Exils intérieurs. Les évacuations à la frontière franco-allemande (1939-1940)

Olivier Forcade, Mathieu Dubois, Johannes Großmann,

Fabian Lemmes, Rainer Hudemann (dir.)

Moralité du pouvoir et corruption en France et en Roumanie (XVIII^e-XX^e siècle)

Silvia Marton, Frédéric Monier & Olivier Dard (dir.)

Jacques Foccart : archives ouvertes (1958-1974). La politique, l'Afrique et le monde

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade & Sylvain Mary (dir.)

La Grande Guerre des assiettes

Jean-Pierre Chaline (dir.)

Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine.

Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationales

Olivier Zajec

Les Gendarmeries dans le monde, de la Révolution française à nos jours

Jean-Noël Luc & Arnaud-Dominique Houte (dir.)

De Munich à Dantzig. Journal (30 août 1938-18 août 1939)

Paul de Villelume ; édition établie par Simon Catros

Génération politique. Les « années 68 » dans les jeunesses

des partis politiques en France et en RFA

Mathieu Dubois

Émile Guillaumin, paysan-écrivain bourbonnais,

soldat de la Grande Guerre

Nadine-Josette Chaline

Pawel Sekowski

Les Polonais en France
au lendemain de la
seconde guerre mondiale
(1944-1949)

Histoire d'une intégration

Ouvrage publié avec le concours de Sorbonne Université

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

© Sorbonne Université Presses, 2019

ISBN : 979-10-231-0631-2

Mise en page 3d2s/Emmanuel Marc Dubois (Paris/Issigeac)
d'après le graphisme de Patrick Van Dieren

SUP

Maison de la Recherche
Sorbonne Université
28, rue Serpente
75006 Paris

sup@sorbonne-universite.fr

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

tél. : (33)(0)1 53 10 57 60

*En hommage à Janine Ponty,
une tentative de poursuivre ses recherches*

Pawel Sekowski est docteur en histoire moderne et contemporaine de Sorbonne Université et docteur en sciences humaines (histoire) de l'université Jagellonne de Cracovie (Pologne). Il est maître de conférences à l'Institut d'histoire de l'université Jagellonne. Il est également l'auteur et l'éditeur scientifique de deux ouvrages et l'auteur de plus de vingt articles scientifiques. Sa recherche se concentre essentiellement sur l'histoire et la sociologie de l'immigration, l'histoire des réfugiés en Europe, l'histoire politique et sociale de la Pologne et de la France pendant et après la seconde guerre mondiale.

Mondes Contemporains

collection dirigée par
Éric Bussière et Olivier Forcade

Consacrée aux questions internationales, aux pays étrangers, aux grands problèmes de notre temps, **Mondes contemporains** est une collection fondée sur une approche historique qui veut unir la recherche dans les archives à la réflexion sur les enjeux, les conflits et les systèmes internationaux depuis le XIX^e siècle.

REMERCIEMENTS

Ce livre n'aurait pu voir le jour sans l'aide de nombreuses personnes. C'est ici l'occasion de leur exprimer ma gratitude. J'aimerais particulièrement remercier M. le professeur Olivier Forcade, qui a été non seulement mon directeur de recherche français pendant la préparation de la thèse de doctorat qui est à l'origine de ce livre, mais aussi un véritable parrain sur les sentiers de ma vie scientifique depuis 2009. Mes remerciements vont aussi à M. le professeur Wojciech Rojek, de l'université Jagellonne de Cracovie, mon directeur de recherche polonais, dont les conseils et les remarques ont été très précieux. M. Rojek, auquel je suis particulièrement reconnaissant de son appui, est décédé en 2015, quelques semaines à peine après la soutenance de ma thèse de doctorat. Je remercie M. le professeur Józef Łaptos, de l'Université Pédagogique de Cracovie, et M. le professeur Didier Musiedlak, de l'Université de Paris-Nanterre, qui étaient prérapporteurs de ma thèse, tout comme Mme le professeur Janine Ponty, la plus grande spécialiste de l'histoire des Polonais en France, décédée en 2017, qui fut membre du jury de soutenance et une relectrice attentive de ma thèse. Grâce à leurs conseils et à leurs remarques bienveillantes, le travail de remaniement de cette thèse de doctorat à des fins de publication a été considérablement facilité. Je remercie M. le professeur Krzysztof Zamorski, président du jury de soutenance, qui m'a encouragé dans toutes les démarches consécutives à la soutenance de ma thèse, tout en affrontant une situation délicate après le décès prématuré du professeur Rojek.

Les recherches systématiques dans les archives et les bibliothèques de trois pays exigent certains moyens financiers; je remercie par conséquent tous ceux qui ont contribué à les financer avec moi, aux diverses étapes de ce processus, et sans qui ce livre n'aurait certainement pas abouti. L'ambassade de France à Varsovie m'a attribué la bourse du gouvernement français pour effectuer mes recherches en France pendant dix mois. La Société historique et littéraire polonaise à Paris a financé, dans le cadre des bourses du fonds Jean et Suzanne Brzękowski, mes deux séjours d'un mois à Paris. La bourse du fonds Florentyna Kogutowska, attribuée par M. le recteur de l'université Jagellonne pour un séjour d'un mois à l'étranger, a quant à elle rendu possibles mes recherches à Londres. Mes trois séjours scientifiques hors de la Pologne ont été financés par la faculté d'Histoire de l'université Jagellonne, dans le cadre des concours pour le soutien aux jeunes chercheurs. Un soutien financier non négligeable m'a également été

attribué à deux reprises par la Société des doctorants de l'université Jagellonne (Towarzystwo Doktorantów UJ), par la voie des concours pour l'aide financière organisés par cette société.

Je remercie M. Maciej Morawski, fils du dernier ambassadeur à Paris du gouvernement polonais en exil, qui a bien voulu accepter de me confier ses souvenirs et ses observations, contribuant ainsi à l'enrichissement de ce travail.

Parmi tous les membres du personnel des institutions où j'ai conduit mes recherches, je voudrais remercier particulièrement Mme Ewa Rutkowska, responsable des manuscrits à la Bibliothèque polonaise de Paris, et M. le docteur Witold Zahorski, secrétaire de la Société historique et littéraire polonaise.

Mes remerciements vont à mes parents, Jadwiga et Tomasz, qui m'ont fortement encouragé pendant toute la période de la préparation de ma thèse de doctorat. Je remercie ma compagne Karolina de son soutien pendant le temps du remaniement de la thèse en vue de la présente publication.

10 Enfin, je remercie mes enfants Zofia et Jerzy qui ont patiemment subi les années de mon travail, d'abord sur la thèse de doctorat et ensuite sur ce livre, et qui ont fait preuve d'une grande indulgence pendant tout le temps nécessaire pour les mener à bien. Étant nés pendant la préparation de ma thèse, ils ne connaissaient jusqu'à présent pas d'autre temps.

NOTE DE L'AUTEUR

Ce livre étant rédigé en français, il a souvent bien évidemment fallu décider soit de l'emploi des expressions en langue polonaise, soit de leur traduction. Nous avons fait le choix de traduire les phrases issues des sources examinées, en n'y adjoignant les expressions originales que dans les cas où cela semblait indispensable.

Nous avons décidé d'écrire les patronymes et les prénoms des Polonais dans leurs versions originales, si c'était là l'usage voulu par les intéressés. Ainsi, dans ce travail sont par exemple mentionnés le recteur Franciszek Cegiełka ou les ambassadeurs Kajetan Morawski et Stanisław Skrzyszewski. Certaines personnalités se servaient de la forme française de leur prénom ou utilisaient les deux formes – polonaise et française – en fonction de la situation. Nous avons pris la décision de n'utiliser les formes françaises que dans le cas de Français d'origine polonaise qui en faisaient l'usage eux-mêmes, comme André Poniatowski ou François Pułaski (Pułaski).

Les signes diacritiques des patronymes et toponymes polonais sont conservés – Wrocław et Gdańsk, par exemple. En revanche, nous avons préféré utiliser les versions françaises des toponymes ayant une traduction usuelle – comme Varsovie et Cracovie (respectivement Warszawa et Kraków en polonais).

Concernant les sigles utilisés dans ce livre pour désigner les organisations polonaises les plus importantes en France, nous avons choisi leur version française, puisque des traductions usuelles et souvent même officielles ont déjà cours. Il s'agit surtout des principales organisations centrales des associations d'immigrés polonais en France de l'époque. C'est pourquoi la Centralny Związek Polaków we Francji (l'Union centrale des Polonais en France) est devenue l'UCPF, le Polski Komitet Wyzwolenia Narodowego we Francji (le Comité polonais de libération nationale en France), devenu par la suite le Rada Narodowa Polaków we Francji (le Conseil national des Polonais de France), s'est mué en CPLN, puis en CNPF, et la Polskie Zjednoczenie Katolickie (l'Union des associations catholiques polonaises) est mentionnée par le sigle UACP.

La majorité des noms des associations polonaises dont il est question dans ce livre sont cependant abrégés selon les sigles polonais dans les cas où une version française du sigle n'était pas d'usage – l'Organizacja Pomocy Ojczyźnie (l'Organisation d'aide à la patrie), par exemple, est mentionnée par le sigle OPO et la Federacja Emigrantów i Robotników Polskich (la Fédération des

ouvriers et émigrés polonais en France) par le sigle FREP. D'autres associations ou institutions polonaises ne sont évoquées que dans leurs formes complètes françaises, sauf lors de la première citation qui en est faite dans cet ouvrage, où leur nom polonais est mentionné entre parenthèses.

12 Les ministères des différents gouvernements auxquels il est fait allusion dans le livre sont d'habitude mentionnés sans qu'il soit précisé de quel gouvernement il s'agit. Dans l'hypothèse où l'appellation d'un ministère particulier serait identique pour plusieurs gouvernements ou dans le cas où la situation pourrait prêter à confusion, une précision sera apportée. Pour le portefeuille de l'Enseignement, par exemple, le gouvernement français comptait dans sa structure le ministère de l'Éducation nationale, le gouvernement polonais de Varsovie avait son ministère de l'Instruction (Ministerstwo Oświaty) et le gouvernement polonais en exil à Londres son ministère de l'Instruction publique et des Cultes (Ministerstwo Wyznań Religijnych i Oświecenia Publicznego). Ainsi, il n'est pas nécessaire d'apporter des précisions supplémentaires, sauf dans le cas de la première occurrence. De même, le gouvernement français comptait un ministère du Travail et les gouvernements polonais en concurrence avaient leurs ministères du Travail et de la Protection sociale (Ministerstwo Pracy i Opieki Społecznej), c'est pourquoi il n'a pas semblé nécessaire d'explicitier l'expression « ministre du Travail » ; mais il fallait préciser à quel gouvernement se réfère l'appellation « ministère du Travail et de la Protection sociale ». C'est aussi le cas des ministères de l'Intérieur (en polonais : Ministerstwo Spraw Wewnętrznych), car les trois gouvernements comptaient dans leurs institutions des portefeuilles nommés de cette façon.

Dans le cas particulier des ministères des Affaires étrangères des deux pays, nous avons pris la décision d'utiliser le sigle MAE pour le portefeuille français et le sigle polonais MSZ (Ministerstwo Spraw Zagranicznych) pour ceux des gouvernements polonais en concurrence. Ce sont les seuls ministères dont les noms sont abrégés dans ce livre.

DEUXIÈME PARTIE

**L'enjeu du « contrôle »
de la communauté polonaise
en France par les autorités polonaises
en exil et au pays**

LE FONCTIONNEMENT DES RÉSEAUX DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES DE L'ÉTAT POLONAIS EN FRANCE

La question des conflits entre les représentants en France des deux gouvernements de Pologne en concurrence a toute sa place dans l'histoire de la communauté polonaise en France dans l'immédiat après-guerre. La poser nous permet de comprendre la nature des divisions profondes qui existaient à cette période entre les travailleurs polonais. Il est vrai que les réfugiés de guerre restèrent en majorité fidèles au gouvernement polonais de Londres, ou du moins à l'orientation anticommuniste prétendument réaliste du mouvement paysan indépendant qui dans les années 1945-1947 faisait partie du système politique installé sur la Vistule, et ce jusqu'aux élections à la Diète constituante polonaise du mois de janvier 1947, et participèrent même au gouvernement provisoire d'unité nationale. Les opinions politiques des ouvriers polonais arrivés dans l'entre-deux-guerre étaient bien différentes, ce qui s'était visiblement manifesté au sein de la Résistance polonaise au cours des hostilités. Les idées communistes, très minoritaires au sein de la classe ouvrière en Pologne, étaient bien plus répandues parmi les travailleurs polonais en France. Mais ce furent la politique internationale et ses exigences qui déterminèrent la solution apportée par les Français au problème de la représentation de l'État polonais sur le territoire français.

La question des relations franco-polonaises dans l'après-guerre a déjà été étudiée en profondeur, notamment par deux historiens polonais, Maria Pasztor et Dariusz Jarosz, dans leur livre *Conflits brûlants de la guerre froide*, qui nous offre beaucoup d'informations importantes, sur la base des archives polonaises et françaises¹. Nous ne prétendons pas reconstruire dans ce chapitre la totalité des relations bilatérales franco-polonaises, notre objectif, plus modeste, étant ici d'examiner la question des relations entre le gouvernement français et les représentants de la république de Pologne en France.

1 Dariusz Jarosz et Maria Pasztor, *Conflits brûlants de la guerre froide. Les relations franco-polonaises de 1945 à 1954*, Panazol, Lavauzelle, 2005, 384 p.

QUAND LA FRANCE RECONNAISSAIT LE GOUVERNEMENT POLONAIS DE LONDRES
(SEPTEMBRE 1944 - JUIN 1945)

Le 27 août 1944, peu après que la capitale française eut été libérée, l'ambassade de Pologne et le consulat général de Pologne à Paris reprirent leur activité. De même, à la fin du mois d'août 1944, les consulats polonais dans les autres villes libérées (Lille, Lyon et Toulouse) furent réouverts, animés par les partisans du gouvernement polonais de Londres – le seul pouvoir polonais légitime aux yeux du gouvernement provisoire de la République française (GPRF). Les consuls polonais rouvrirent les consulats sans autorisation des autorités françaises, présentant cette reprise de service comme la poursuite d'une mission dont la continuité avait été interrompue du fait de l'Occupation². À Marseille, où cette argumentation n'avait pas rencontré la compréhension des autorités locales, le consulat général de Pologne ne reprit son activité qu'au mois d'octobre³.

168

Avant les hostilités, le réseau des circonscriptions consulaires polonaises en France était composé de deux consulats généraux, à Paris et à Lille, de quatre consulats à Lyon, Toulouse, Strasbourg et Marseille et de plusieurs agences consulaires. En 1939, le consulat général de Pologne à Marseille fut créé sur la base du consulat existant. Les villes de Nice, Bordeaux, Boulogne-sur-Mer, Dunkerque, Le Havre et Nantes comptaient des consulats honoraires⁴. Après la tourmente de la seconde guerre mondiale, les Bureaux d'administration des Polonais (BAP), créés par le gouvernement de Vichy à la fin de 1941 pour remplacer le réseau consulaire polonais à Lyon et à Toulouse, s'étaient transformés en consulats de Pologne. Le BAP marseillais était devenu le consulat général de Pologne à Marseille⁵. Le BAP de Nice devint vice-consulat polonais. La POWN, en s'infiltrant par les caves du bâtiment du consulat général de Pologne à Lille, en prit possession dès le 21 août, soit une journée avant l'entrée des soldats britanniques dans la capitale des Flandres. Le consulat de Pologne à Strasbourg fut le premier service consulaire étranger à reprendre son activité

2 Ces réouvertures des consulats polonais furent suggérées par l'ambassadeur Morawski. BPP, fonds Kajetan Morawski, art. prov. 6/1, lettre : K. Morawski, ambassadeur de Pologne près le GPRF à Alger à Feliks Frankowski, secrétaire général du MSZ, Alger, le 18 août 1944.

3 CAD, Pologne, art. 4, lettre : commissaire régional de la République à Marseille au ministre des Affaires étrangères, Marseille, le 20 octobre 1944, fol. 4.

4 CAD, Pologne, art. 6, liste des consulats polonais en France avant la guerre de 1939, annexée à la lettre du délégué du GPRF à Londres à Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères, Londres, le 30 septembre 1944, fol. 27 ; A MSZ, base de données électronique des postes diplomatiques et consulaires de Pologne pour les années 1918-1945, faite par Janusz Deszczka. Voir aussi la carte dans Janine Ponty, *Polonais méconnus. Histoire des travailleurs immigrés en France dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2^e éd., 1990, p. 424.

5 Entre-temps, en 1941, les réseaux diplomatique et consulaire polonais avaient continué leur activité sous la couverture des « Offices polonais ».

après la libération de l'Est de la France, activité qui ne put démarrer qu'à la libération de l'Alsace et de la Lorraine⁶.

Concentrons-nous sur la situation intérieure des institutions polonaises de Londres. Jusqu'au mois de novembre 1944, le dirigeant du Parti paysan (Stronnictwo Ludowe), Stanisław Mikołajczyk, avait assumé la fonction de Premier ministre du gouvernement de la république de Pologne de Londres. Celui-ci, se prononçant pour la poursuite des négociations polono-soviétiques – et cela même au prix du renoncement de la Pologne à ses territoires orientaux au profit de l'Union soviétique –, dut démissionner. L'attitude de Mikołajczyk paraissait pourtant réaliste aux yeux des Alliés occidentaux, dans la mesure où le Comité polonais de libération nationale de Lublin, fort du soutien soviétique, administrait déjà une grande partie du territoire polonais jusque-là occupé par les Allemands et où les territoires orientaux de Pologne étaient déjà incorporés au sein de l'Union soviétique. Mais pour la majorité de la classe politique polonaise installée à Londres – de la droite nationale jusqu'à la gauche socialiste –, l'abandon des anciens confins orientaux polonais et un accord conduisant à la création d'un nouveau gouvernement polonais intégrant à la fois des membres du Comité de Lublin et du gouvernement exilé à Londres étaient synonymes de trahison de la cause polonaise.

Le 29 novembre 1944, le président de Pologne en exil, Władysław Raczkiewicz, nomma à la tête du gouvernement le socialiste Tomasz Arciszewski. Le fait d'avoir choisi d'un partisan de la gauche aurait pu faciliter la défense du gouvernement polonais en exil contre les accusations soviétiques reprochant aux autorités polonaises leur caractère réactionnaire, mais il se trouva qu'Arciszewski était particulièrement intransigeant sur les questions susmentionnées. Le gouvernement polonais en exil, toujours légitime aux yeux de tous les Alliés, excepté ceux de l'Union soviétique, était dorénavant de plus en plus isolé, voire marginalisé, sur la scène internationale. Le Premier ministre britannique, Winston Churchill, commença à soutenir la ligne de Stanisław Mikołajczyk, qui désirait mettre en place un gouvernement polonais sur la Vistule constitué de personnalités communistes et communistes, avec la bénédiction du maréchal Staline et d'une partie des éléments anticommunistes de Londres,

6 « Wiadomości miejscowe » [Des nouvelles locales], *Sztandar*, n° 3, septembre 1944, p. 4; BPP, BPP 1165, Aleksander Kawałkowski, *Czem była Polska Organizacja Walki o Niepodległość: POWN we Francji* [Qu'était l'Organisation polonaise de lutte pour l'indépendance ? La POWN en France], Paris, juillet 1945, fol. 50; *ibid.*, conférence d'Aleksander Kawałkowski sur Radio Paris le 19 février 1945, fol. 113; BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 22, histoire de la délégation de la CRP à Toulouse, [s.l., juin 1945] p. 26, 28. Voir aussi : Paweł Sękowski, « Attitude des autorités françaises envers les représentants du gouvernement polonais en exil à la veille de la guerre froide (1944-1949) », *Annales. Centre scientifique de l'Académie polonaise des sciences à Paris*, n° 14, 2012, p. 393-394.

concentrés autour de la personne de l'ancien Premier ministre polonais. La situation des autorités en exil devint encore plus difficile lorsque le Comité de Lublin se proclama « gouvernement provisoire de la république de Pologne », l'appellation étant reprise dès le début de 1945.

L'organisation du réseau consulaire polonais en France avait été pensée par la direction de la POWN dès le mois d'octobre 1943. Il avait été prévu que le personnel des consulats dans le Sud de la France serait constitué sur la base des employés des anciens BAP, tandis que les postes à Paris et à Lille seraient occupés par des partisans de la POWN, puis par des agents de carrière du MSZ résidant dans des centres d'accueil sur le territoire français⁷. Après la Libération, une autre organisation fut cependant décidée : les postes clés dans les consulats du Nord de la France furent occupés exclusivement par des anciens de la POWN, tandis qu'on installa d'anciens agents de la BAP et d'autres agents de carrière du MSZ d'avant-guerre dans les consulats du Sud de la France. Le personnel de l'ambassade de Pologne à Paris était composé d'anciens agents des BAP et de membres du Groupement d'assistance aux Polonais en France (Towarzystwo Opieki nad Polakami we Francji, GAPF)⁸.

Kajetan Morawski, arrivé à Paris *via* Londres le 25 novembre 1944, fut nommé ambassadeur en France⁹. Il représentait déjà les autorités polonaises depuis le 10 septembre 1943 auprès du Comité français de libération nationale (CFLN) à Alger¹⁰. Avant les hostilités, il avait été, entre autres, ministre des Affaires étrangères en 1926 au sein du gouvernement de Wincenty Witos et vice-ministre du Trésor dans les années 1938-1939. Le gouvernement polonais avait été jusque-là représenté en France par Aleksander Kawałkowski, chef suprême de la POWN, ministre plénipotentiaire devenu après la Libération

7 BPP, BPP 1165, Aleksander Kawałkowski, *Czem była Polska Organizacja Walki o Niepodległość*, op. cit., fol. 42 ; *ibid.*, conférence d'Aleksander Kawałkowski sur Radio Paris le 19 février 1945, fol. 111-112.

8 Le GAPF, créé le 12 juin 1941, était formellement une société privée d'utilité publique qui remplissait quasiment les mêmes missions que l'ancienne CRP. Le GAPF fut forcé à se dissoudre en avril 1944. Voir : Anna Pachowicz, *Towarzystwo Opieki nad Polakami we Francji, 1941-1944* [Groupement d'assistance aux Polonais en France, 1941-1944], Toruń, Oficyna Wydawnicza Kucharski, 2013, 493 p.

9 CAD, Pologne, art. 6, note : direction du protocole du MAE pour la direction politique du MAE, Paris, le 28 novembre 1944, fol. 34 ; Kajetan Morawski, *Tamten brzeg* [L'Autre Bord], éd. Jerzy Marek Nowakowski, Warszawa, Spotkania, 1996, p. 194. Notice biographique de Kajetan Morawski, voir : Alina Szklarska-Lohmannowa, s. v. « Morawski Kajetan (1892-1973) », dans *Polski Słownik Biograficzny* [Dictionnaire biographique polonais], Kraków, PAN, 1976, t. XXI, p. 727-729 ; Agata Judycka et Zbigniew Judycki, *Les Polonais en France. Dictionnaire biographique*, Paris, Concorde, 1996, p. 136.

10 Jerzy Marek Nowakowski, « O Kajetanie Morawskim » [À propos de Kajetan Morawski], dans Kajetan Morawski, *Tamten brzeg*, éd. cit., p. 8.

chargé d'affaires par intérim¹¹. Kajetan Morawski jouissait d'un grand respect de la part du Quai d'Orsay et avait l'estime du général de Gaulle. Kawalkowski garda pour autant sa fonction de ministre plénipotentiaire et devint également conseiller à l'ambassade¹².

La structure et le personnel du réseau consulaire polonais en France furent entérinés par le décret du ministre polonais des Affaires étrangères en date du 10 février 1945 et réaffirmés par les nominations intervenues le 27 février suivant. C'est ainsi que Czesław Bitner et Bohdan Samborski, d'anciens responsables de la POWN, exercèrent la fonction de consul général, respectivement à Lille (dès la Libération) et à Paris (dès le mois de novembre, après plusieurs semaines à la tête du consulat de Pologne à Lyon). Le consulat général de Pologne à Marseille était dirigé par son chef d'avant-guerre, Witold Obrębski. L'ancien directeur de l'Office polonais à Lyon, Stefan Domański, devint dès novembre 1944 consul de Pologne dans cette ville. De même, l'ancien consul polonais à Strasbourg, Tadeusz Nagórny, dirigea le consulat provisoirement établi en Lorraine, à Bar-le-Duc (Meuse). L'ancien consul polonais à Stettin (Szczecin depuis son rattachement à la Pologne en 1945) et ancien chef de la POWN à Toulouse, Roman Wodzicki, devint quant à lui consul polonais à Toulouse.

Bien que le délégué polonais pour la France Aleksander Kawalkowski eût informé le 11 septembre 1944 les autorités françaises de la réouverture du consulat de Pologne à Nice, ce service consulaire devint une agence consulaire. Elle fut placée sous la direction de Leon Koppens, ancien directeur de l'Office polonais à Lyon. Le champ d'action de l'agence niçoise s'étendait au département des Alpes-Maritimes. Elle dépendait du consulat général de Pologne de Marseille. Les sources nous assurent que l'agence de Nice avait le statut de vice-consulat au mois de février 1945 (quand les autorités polonaises de Londres nommèrent officiellement tous les chefs des consulats généraux et ordinaires en France) et au mois de mai 1945 (lorsque l'ambassade de Pologne à Paris fit référence à ces nominations, dans une lettre au Quai d'Orsay). De même, le représentant du gouvernement varsovien qui prit la gestion du consulat de Pologne à Nice au début du mois de juillet 1945 était initialement plénipotentiaire de l'ambassade

- 11 Protocole de la réunion du Conseil des ministres du 15 septembre 1944, dans *Protokoły posiedzeń Rady Ministrów Rzeczypospolitej Polskiej* [Protocoles des réunions du Conseil des ministres de la république de Pologne], t. VII, *Maj-listopad 1944* [Mai-novembre 1944], éd. Wojciech Rojek, Kraków, Secesja, 2006, p. 389 ; CAD, Pologne, art. 6, dépêche : délégué du GPRF à Londres au MAE, Londres, le 10 septembre 1944, fol. 8 ; *ibid.*, direction du protocole du MAE pour la direction politique du MAE, Paris, 24 novembre 1944, fol. 32.
- 12 Motion du ministre des Affaires étrangères pour la réunion du Conseil des ministres portant les modifications dans la liste des postes et des revenus dans le budget pour 1944, annexée au protocole de la réunion du Conseil des ministres du 12 décembre 1944, dans *Protokoły posiedzeń Rady Ministrów Rzeczypospolitej Polskiej*, éd. cit., t. VIII, *Grudzień 1944-sierpień 1945* [Décembre 1944-août 1945], 2008, p. 33.

Tableau 12. Le réseau consulaire polonais en France au 19 mai 1945

Service consulaire	Consul général / consul	Circonscription
Consulat général à Paris*	Bohdan Samborski	Aisne, Ardennes, Aube, Calvados, Cher, Côtes-du-Nord, Eure, Finistère, Eure-et-Loir, Ile-et-Vilaine, Indre-et-Loire, Manche, Loir-et-Cher, Loire-Inférieure, Loiret, Maine-et-Loire, Marne, Mayenne, Morbihan, Haute-Marne, Oise, Orne, Sarthe, Seine, Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Somme, Yonne
Consulat général à Lille	Czesław Bitner	Nord, Pas-de-Calais
Consulat général à Marseille**	Witold Obrębski	Ardèche, Basses-Alpes, Bouches-du-Rhône, Corse, Drôme, Gard, Hérault, Hautes-Alpes, Lozère, Var, Vaucluse, Alpes-Maritimes
Consulat à Lyon***	Stefan Domański	Ain, Allier, Cantal, Côte-d'Or, Haute-Loire, Haute-Savoie, Isère, Jura, Loire, Nièvre, Puy-de-Dôme, Rhône, Saône-et-Loire, Savoie
Consulat à Toulouse****	Roman Wodzicki	Haute-Garonne, Tarn-et-Garonne, Lot, Lot-et-Garonne, Tarn, Dordogne, Aveyron, Aude, Pyrénées-Orientales, Ariège, Gers, Hautes-Pyrénées, Haute-Vienne, Indre, Charente, Charente-Maritime, Basses-Pyrénées, Gironde, Vienne, Corrèze, Creuse, Deux-Sèvres, Landes, Vendée
Consulat à Strasbourg*****	Tadeusz Nagórny	Bas-Rhin, Doubs, Haut-Rhin, Haute-Saône, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Vosges, Territoire de Belfort

172

Tableau établi par l'auteur. Sources : archives du ministère des Affaires étrangères (désormais CAD), Pologne, art. 4, lettre : ambassade de Pologne à Paris au MAE, Paris, le 19 mai 1945, fol. 77 ; *ibid.*, nominations consulaires de B. Samborski, C. Bitner, W. Obrębski, S. Domański, R. Wodzicki et T. Nagórny, Londres, le 27 février 1945, fol. 78-83 ; AAN, ambassade de Pologne à Paris, art. 331, liste des services de la république de Pologne à l'étranger pour l'année 1945, fol. 14-16 ; *ibid.*, information sur le réseau consulaire de Pologne en France et en Afrique du Nord entre octobre 1944 et juin 1945 [s.l.n.d.], fol. 70-74 ; AN, F 1^a 3303, lettre : ambassade de Pologne à Paris au MAE, Paris, le 7 juillet 1945 (ce document se trouve aussi dans : CAD, Pologne, art. 6, lettre : ambassade de Pologne à Paris au MAE, Paris, le 7 juillet 1945, fol. 62).

* Dans la circonscription du consulat général de Pologne à Paris, on comptait deux agences consulaires : à Charleville-Mézières pour les Ardennes et à Rennes pour l'Ille-et-Vilaine.

** Dans la circonscription du consulat général de Pologne à Marseille, on comptait deux agences consulaires : à Alès pour le Gard et à Nice pour les Alpes-Maritimes.

*** Dans la circonscription du consulat de Pologne à Lyon, on comptait une agence consulaire : à Montluçon pour l'Allier.

**** Dans la circonscription du consulat de Pologne à Toulouse, on comptait trois agences consulaires : à Périgueux pour la Dordogne, à Limoges pour la Haute-Vienne, la Vienne, l'Indre et à Bordeaux pour la Charente, la Charente-Maritime, les Basses-Pyrénées, la Gironde et les Landes.

***** Dans la circonscription du consulat de Pologne à Strasbourg, on comptait deux agences consulaires : à Metz pour la Moselle et à Nancy pour la Meurthe-et-Moselle et la Meuse.

de Pologne dans l'agence consulaire à Nice. En conséquence, le poste niçois n'est pas devenu consulat ordinaire avant la reconnaissance par la France du gouvernement varsovien¹³.

Parmi les organismes représentant l'État polonais sur le territoire français, on peut citer : la Mission militaire polonaise de recrutement et d'évacuation, par la suite transformée en Mission militaire polonaise de liquidation (PWML), la Croix-Rouge polonaise (CRP) en France, la délégation du ministère du Travail et de la Protection sociale, la délégation du ministère de l'Instruction publique et des Cultes, et l'inspecteur principal de l'Éducation. Ces institutions étaient priées de consulter le MSZ quant aux questions liées à la politique extérieure de la Pologne¹⁴.

L'ambassade et les consulats polonais apportaient leur soutien aux associations d'anciens immigrés qui reconnaissent les autorités polonaises de Londres. Cette intrusion des représentants de l'État polonais dans le domaine de la vie associative s'inscrivait dans le contexte du conflit opposant les deux gouvernements polonais.

Du fait de la suspension des avances financières françaises pourtant prévues par l'accord franco-polonais du 7 septembre 1939, la marge de manœuvre des agents du gouvernement polonais se trouva limitée¹⁵. La France exigea en effet que ces moyens financiers ne soient utilisés que dans le cadre d'actions sociales destinées aux ressortissants polonais en France et menées par l'appareil

- 13 CAD, Pologne, art. 6, lettre : A. Kawałkowski, délégué du gouvernement polonais pour la France, la Belgique et les Pays-Bas au MAE, Lyon, le 11 septembre 1944, fol. 16 ; *ibid.*, lettre : ambassade de Pologne à Paris au MAE, Paris, le 20 septembre 1944, fol. 19 ; CAD, Pologne, art. 4, lettre : ambassade de Pologne à Paris au MAE, Paris, le 19 mai 1945, fol. 77 ; *ibid.*, nominations consulaires de B. Samborski, C. Bitner, W. Obrębski, S. Domański, R. Wodzicki et T. Nagórny, Londres, le 27 février 1945, fol. 78-83 ; *ibid.*, liste des fonctionnaires du « consulat de Pologne » à Nice, le 1 juillet 1945, fol. 111 ; AN, F 1^a 3303, lettre : ambassade de Pologne à Paris au MAE, Paris, le 7 juillet 1945 (ce document se trouve aussi dans : CAD, Pologne, art. 6, fol. 62.) D'après une motion du ministre polonais des Affaires étrangères du mois de décembre 1944, le poste consulaire à Lyon serait consulat général mais placé sous la direction du consul ordinaire. Il doit sûrement s'agir d'une erreur dans le document. Voir : motion du ministre des Affaires étrangères pour la réunion du Conseil des ministres portant les modifications dans la liste des postes et des revenus dans le budget pour 1944, annexée au protocole de la réunion du Conseil des ministres du 12 décembre 1944, dans *Protokoły posiedzeń Rady Ministrów Rzeczypospolitej Polskiej*, éd. cit., t. VIII, p. 35. De toute façon, la nomination du mois de février 1945 portait sur le poste de consul ordinaire à Lyon.
- 14 BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 25, lettre : ambassadeur de Pologne à Paris aux dirigeants des institutions d'État polonaises en France, Paris, le 10 janvier 1945. Voir aussi Paweł Sękowski, « Attitude des autorités françaises envers les représentants du gouvernement polonais en exil à la veille de la guerre froide (1944-1949) », art. cit., p. 395-396.
- 15 Wojciech Rojek, « Schylek misji ambasadora Kajetana Dzierżykraj-Morawskiego we Francji, grudzień 1944-lipiec 1945 » [Le Déclin de la mission de l'ambassadeur Kajetan Morawski en France, décembre 1944-juillet 1945], *Teki Historyczne* (Londres), n° 20, 1993, p. 394.



Carte 3. Le réseau consulaire de Pologne au mois de mai 1945

Carte établie par l'auteur. Sources : CAD, Pologne, art. 4, lettre : ambassade de Pologne à Paris au MAE, Paris, le 19 mai 1945, fol. 77 ; *ibid.*, nominations consulaires de B. Samborski, C. Bitner, W. Obrębski, S. Domański, R. Wodzicki et T. Nagórny, Londres, le 27 février 1945, fol. 78-83 ; AAN, ambassade de Pologne à Paris, art. 331, information sur le réseau consulaire de Pologne en France et en Afrique du Nord d'octobre 1944 et juin 1945, [s.l.n.d.], fol. 70-74.

gouvernemental polonais sous la couverture de la Croix-Rouge polonaise en France¹⁶.

L'activité officielle de ce réseau diplomatique et consulaire polonais en France fut interrompue le 29 juin 1945, date à laquelle les autorités françaises ne reconnurent plus le gouvernement polonais en exil. La France devint le premier Allié occidental à prendre cette décision, qui n'était d'ailleurs guère surprenante pour les agents du gouvernement polonais de Londres. En effet, depuis plusieurs mois déjà, la position des représentants des autorités polonaises en exil était affaiblie, alors que celle de la délégation semi-officielle des autorités polonaises de Lublin (ensuite de Varsovie) s'en voyait renforcée.

La poursuite de l'activité des représentants du gouvernement polonais de Londres en France s'inscrivait dans la logique de la vie politique des exilés polonais dont nous parlerons dans un sous-chapitre de ce livre.

QUAND LA FRANCE RECONNAISSAIT LE GOUVERNEMENT POLONAIS DE VARSOVIE (À PARTIR DU 29 JUIN 1945)

Les autorités polonaises de Lublin cherchèrent à établir le contact avec le gouvernement provisoire de la République française (GPRF) dès la prise de pouvoir de ce dernier¹⁷. Le gouvernement français garda au début ses distances avec le Comité de Lublin (CPLN), le représentant français à Moscou de l'époque, Roger Garreau, refusant même de recevoir la note informant de la création du Comité¹⁸.

L'envoi en Pologne d'un représentant français chargé de recueillir des informations sur le sort des ressortissants français demeurant après la fin des hostilités en Pologne rapprocha la France du CPLN, seule force exerçant un pouvoir réel sur le territoire polonais. C'est ainsi qu'à la fin de l'année 1944, le capitaine Christian Fouchet fut envoyé en Pologne, placé sous l'autorité de l'ambassade de France à Moscou¹⁹. En récompense – et à la suite d'un accord

16 Pour plus de précisions sur cette question, voir ci-dessous le chap. vi, « L'action sociale envers les ressortissants polonais nécessiteux en France ».

17 Sur les premières tentatives du CPLN de Pologne de nouer le contact avec le gouvernement français, voir : Paweł Sękowski, « Działalność przedstawicieli dyplomatycznych i konsularnych władz warszawskich Rzeczypospolitej Polskiej we Francji w latach 1944-1947 » [L'activité des représentants diplomatiques et consulaires des autorités varsoviennes de la république de Pologne en France dans les années 1944-1947], *Dzieje Najnowsze*, vol. 44, n° 3, 2012, p. 94-95. Voir aussi : Zofia Zaks, « Rząd francuski wobec Polskiego Komitetu Wyzwolenia Narodowego i Rządu Tymczasowego RP (lipiec 1944-sierpień 1945) » [L'attitude du gouvernement français envers le Comité polonais de libération nationale et le gouvernement provisoire de la république de Pologne, juillet 1944-août 1945], *Polska 1944/45-1989. Studia i materiały*, n° 1, 1995, p. 65, 69-70.

18 Dariusz Jarosz et Maria Pasztor, *Conflicts brûlants de la guerre froide, op. cit.*, p. 35.

19 *Ibid.*

tacite avec le GPRF –, les autorités polonaises de Lublin envoyèrent en France un délégué du CPLN, Stefan Jędrychowski, membre du PPR²⁰. Il arriva en France à la mi-janvier 1945, et se servit dès le début de sa mission du titre de « délégué du gouvernement provisoire de la république de Pologne », même si, dans la mesure où la France reconnaissait toujours le gouvernement polonais en exil à Londres, le Quai d'Orsay continuait à le considérer comme délégué du CPLN²¹.

Au mois de mars 1945, la délégation du gouvernement varsovien reçut l'autorisation de la part des autorités françaises de mobiliser des soldats polonais volontaires, un succès qui priva le gouvernement polonais de Londres du monopole de la mobilisation des ressortissants polonais résidant en France²². En outre, les représentants de Varsovie se trouvèrent autorisés, au mois d'avril 1945, à visiter des camps de rapatriement où étaient regroupés des Polonais déportés par les Allemands dans l'Est de la France²³. Au mois de mai 1945, la délégation du gouvernement provisoire polonais de Varsovie se vit autorisée à demander aux autorités françaises des informations concrètes concernant par exemple l'arrestation de ressortissants polonais. La préfecture de police de Paris se devait dès lors de lui fournir une réponse complète. Bien avant la reconnaissance formelle du gouvernement provisoire d'unité nationale (GPUN), la France considérait en effet que les représentants du gouvernement varsovien étaient munis des mêmes prérogatives que les membres du gouvernement polonais de Londres²⁴.

20 CAD, Pologne, art. 4, lettre : délégation pour la France du CPLN à Georges Bidault, ministre français des Affaires étrangères, Paris, le 29 décembre 1944, fol. 23.

21 *Ibid.*, note : direction d'Europe du MAE pour la direction du protocole du MAE, Paris, le 31 mai 1945, fol. 84 ; « Odezwa przedstawiciela Rządu Tymczasowego RP, dr Stefana Jędrychowskiego » [Appel du délégué du gouvernement provisoire de Pologne, Dr Stefan Jędrychowski], *Niepodległość*, n° 11, mars 1945, p. 1 ; Stefan Jędrychowski, *Przedstawicielstwo PKWN i Rządu Tymczasowego RP we Francji* [La Représentation du CPLN et du gouvernement provisoire de la Pologne en France], Warszawa, MSZ, coll. « Materiały i Studia Historyczne », 1987, p. 8. Sur l'activité de la délégation pour la France du CPLN (puis du gouvernement provisoire polonais), voir aussi Paweł Sękowski, « Działalność przedstawicieli dyplomatycznych i konsularnych władz warszawskich Rzeczypospolitej Polskiej we Francji w latach 1944-1947 », art. cit., p. 96-97.

22 Sur l'engagement en France dans des unités militaires polonaises relevant des autorités varsoviennes, voir ci-dessous le chap. v, « Les anciens immigrés polonais toujours en uniforme militaire après la libération de la France : les deux nouvelles mobilisations et la démobilisation des ressortissants polonais de France ».

23 Stefan Jędrychowski, *Przedstawicielstwo PKWN i Rządu Tymczasowego RP we Francji*, op. cit., p. 46-47 ; Leon Turajczyk, *Społeczno-polityczne organizacje polskie we Francji, 1944-1948* [Les Associations sociales et politiques polonaises en France, 1944-1948], Warszawa, Książka i Wiedza, 1978, p. 91.

24 A PPP, BA 2186, lettre : délégué pour la France du gouvernement provisoire polonais de Varsovie à la préfecture de police de Paris, le 7 mai 1945 ; *ibid.*, lettre : préfet de police de Paris au délégué pour la France du gouvernement provisoire polonais de Varsovie, Paris, [mai 1945].

La reconnaissance par la France du GPUN de Varsovie le 29 juin 1945 changea profondément la situation des institutions d'État polonaises dans l'Hexagone. Sur le plan international, cela prouvait que la France – premier Allié occidental à reconnaître les autorités de Varsovie – s'était décidée à jouer la « carte de l'Est » contre les Anglo-Saxons²⁵, ou plutôt à montrer l'indépendance de sa politique extérieure. Au début du mois de juillet, l'ambassade et les consulats passèrent aux mains de personnalités désignées par Jędrychowski, devenu le premier ambassadeur de la Pologne populaire en France.

La classe politique française se prononça dans son ensemble pour le rapprochement avec la nouvelle Pologne populaire. Cet état d'esprit est bien expliqué par l'historien Georges-Henri Soutou : beaucoup de Français pensaient en effet que la France d'après-guerre, nouvelle et progressiste, s'entendrait bien avec la nouvelle Pologne populaire²⁶. La perspective d'une nouvelle alliance franco-polonaise, dont le but serait le contrôle de l'Allemagne, était également un enjeu de taille. La reconnaissance du gouvernement de Varsovie permettait aux autorités françaises d'exercer une influence réelle sur la Pologne et sur sa politique extérieure, alors que le gouvernement polonais de Londres ne disposait d'aucun pouvoir réel en Pologne et d'aucune influence sur les événements de la scène internationale.

Au mois de juillet 1945, lorsque Stefan Jędrychowski entra au gouvernement polonais de Varsovie, la fonction d'ambassadeur de Pologne à Paris fut attribuée à Stanisław Skrzyszewski, membre du PPR et jusque-là ministre de l'Instruction à Varsovie²⁷. Le nouvel ambassadeur poursuivit les purges au sein des institutions d'État polonaises en France, qui épargnèrent toutefois certains anciens fonctionnaires du MSZ résidant sur le territoire français et qui avaient pris soin de déclarer leur loyauté envers les autorités varsoviennes. L'ex-ambassadeur Kajetan Morawski eut lui aussi la possibilité de poursuivre sa carrière diplomatique au sein du MSZ à Varsovie, mais il y renonça²⁸. À l'inverse, certains se virent refuser

25 Dariusz Jarosz et Maria Pasztor, *Conflits brûlants de la guerre froide*, op. cit., p. 36.

26 Georges-Henri Soutou, « La place de la Pologne dans la politique extérieure française pendant la guerre froide », dans Isabelle Davion, Jerzy Kłoczowski et Georges-Henri Soutou (dir.), *La Pologne et l'Europe. Du partage à l'élargissement (XVII^e-XX^e siècles)*, Paris, PUPS, 2007, p. 254-255 ; Georges-Henri Soutou, « Préface », dans Dariusz Jarosz et Maria Pasztor, *Conflits brûlants de la guerre froide*, op. cit., p. 8.

27 CAD, Pologne, art. 4, lettre : ambassade de Pologne à Paris à la direction d'Europe du MAE, Paris, le 9 juillet 1945, fol. 119 ; *ibid.*, lettre : MSZ au MAE, Varsovie, le 24 juillet 1945, fol. 143. Sur les circonstances de cette nomination, voir : Paweł Sękowski, « Działalność przedstawicieli dyplomatycznych i konsularnych władz warszawskich Rzeczypospolitej Polskiej we Francji w latach 1944-1947 », art. cit., p. 98.

28 Relation de Maciej Morawski à l'auteur, Paris, le 28 février 2012. Notice biographique de Maciej Morawski, fils de l'ambassadeur Kajetan Morawski, arrivé en France en 1946 pour rejoindre son père, voir : Agata Judycka et Zbigniew Judycki, *Les Polonais en France*, op. cit., p. 236-237.

leur reconversion dans les nouvelles institutions polonaises, comme Kazimierz Czerny-Szwarcenberg, ancien consul polonais à Schneidemühl (Piła en Pologne à partir de 1945), qui essaya en vain de trouver un poste dans un consulat en France, avant d'être contraint de rentrer en Pologne²⁹. Parmi ceux qui conservèrent leurs fonctions dans les réseaux diplomatique et consulaire polonais en France malgré le changement de gouvernement, on peut mentionner Tadeusz Dalbor, ancien démocrate national qui resta conseiller aux affaires de l'émigration et aux affaires économiques auprès de l'ambassade de Paris³⁰, ou encore Feliks Chiczewski, ancien consul à Leipzig, qui exerçait la fonction de premier président de la Croix-Rouge polonaise en zone libre française en 1940. En novembre 1945, Chiczewski devint consul général à Lille, puis, en octobre 1947, conseiller aux affaires de l'émigration à l'ambassade de Pologne à Paris³¹. Andrzej Kuśniewicz, qui fut prisonnier de Mauthausen, secrétaire du consulat de Pologne à Toulouse, ancien fonctionnaire des BAP et qui allait devenir écrivain, obtint, après le 1^{er} juillet, le poste de gérant du consulat de Pologne à Strasbourg, pour devenir en octobre 1947 consul général de Pologne à Lille³². Romuald Putryński, ancien consul à Lyck (Ełk à partir de 1945), à Vienne et à Riga, au mois de mai 1946, devint gérant du consulat de Pologne à Lyon³³. Cette attitude libérale du gouvernement polonais de Varsovie envers les anciens agents de carrière des institutions polonaises de Londres ne dura que jusqu'en 1947, année où les communistes durcirent leur ligne politique en Pologne³⁴.

- 29 BPP, fonds Kazimierz Czerny-Szwarcenberg, art. prov. 1, lettre privée : K. Czerny-Szwarcenberg à Leon Babiński, La Monta (Isère), le 5 novembre 1945 ; *ibid.*, lettre privée : K. Czerny-Szwarcenberg à Jeanne Deray, La Monta, le 18 avril 1946. Voir aussi Paweł Sękowski, « Działalność przedstawicieli dyplomatycznych i konsularnych władz warszawskich Rzeczypospolitej Polskiej we Francji w latach 1944-1947 », art. cit., p. 99.
- 30 BPP, fonds K. Czerny-Szwarcenberg, art. prov. 1, lettre privée : Jeanne Deray à K. Czerny-Szwarcenberg, Baume-les-Dames (Doubs), le 7 novembre 1945. Voir aussi Paweł Sękowski, « Działalność przedstawicieli dyplomatycznych i konsularnych władz warszawskich Rzeczypospolitej Polskiej we Francji w latach 1944-1947 », art. cit., p. 99.
- 31 CAD, Pologne, art. 86, direction générale de la Sûreté nationale et direction des renseignements généraux : note sur l'activité des Polonais en France entre le 25 novembre et le 10 décembre 1945, Paris, le 12 décembre 1945, fol. 117 ; A MSZ, série 20, art. 122, consulat général de Pologne à Lille : rapport d'activité au 4^e trimestre de 1947, Lille, le 14 janvier 1948, fol. 97 ; BPP, J. Jakubowski, art. prov. 17, lettre : J. Jakubowski au président de la CRP à Londres, Paris, le 15 septembre 1945, p. 1 ; BPP, fonds K. Czerny-Szwarcenberg, art. prov. 1, lettre privée : F. Chiczewski à K. Czerny-Szwarcenberg, Paris, le 11 octobre 1945 ; *ibid.*, lettre privée : F. Chiczewski à K. Czerny-Szwarcenberg, Paris, le 5 novembre 1945.
- 32 CAD, Pologne, art. 5, notices biographiques de consuls de Pologne en France récemment nommés : Jean Baelen, ambassadeur de France à Varsovie au MAE, [Varsovie], le 7 janvier 1948, fol. 75, 77.
- 33 BPP, BPP 1171, rapport sur la situation des Polonais dans la région lyonnaise entre le 15 avril et le 31 mai 1946, fol. 143 (ce document se trouve aussi dans : PISM, A.46/29, fiche non paginée).
- 34 Janusz Wróbel, « Działania Ministerstwa Bezpieczeństwa Publicznego przeciwko repatriantom z Zachodu w latach 1945-1953 » [Les activités du ministère de la Sécurité publique contre les personnes rapatriées de l'Ouest dans les années 1945-1953], dans Ryszard Terlecki (dir.),

Le personnel des consulats de la Pologne populaire fut recruté progressivement. On modifia la structure du réseau consulaire polonais en France, l'agence consulaire à Nice devenant par exemple consulat (ordinaire) de Pologne, placé sous la direction de Leon Stachiewicz, jusque-là vice-consul dans la même ville. La circonscription consulaire niçoise ne couvrait que les Alpes-Maritimes. Le consul Stachiewicz géra, à titre provisoire, simultanément le consulat général de Pologne à Marseille. Dans la première moitié de 1946, lorsqu'un autre agent prit la fonction de consul général à Marseille, le bureau niçois devint consulat honoraire, faisant dorénavant partie, comme autrefois, de la circonscription marseillaise³⁵. En plus de sa circonscription en France métropolitaine, le consulat général de Pologne à Marseille était responsable de la protection des Polonais résidant à Madagascar³⁶. Le Cher changea de circonscription consulaire, passant de celle de Paris (comme avant la guerre et au lendemain de la Libération) à celle de Lyon. Après le 1^{er} juillet 1945, les agences consulaires de Bordeaux, Limoges, Montluçon, Nancy et Rennes furent supprimées. Seules trois agences furent maintenues : à Alès, Charleville-Mézières et Metz. L'agence consulaire de Périgueux fut également supprimée en juillet 1945, pour être ensuite rouverte dans la seconde moitié de 1946 de façon à accélérer l'enregistrement des citoyens polonais de Dordogne, mesure dont nous parlerons ci-dessous. Une nouvelle agence consulaire fut créée à Saint-Étienne pour la Saône-et-Loire. L'agence de Charleville-Mézières fut supprimée en 1946, quand le rapatriement des déportés polonais des Ardennes désirant leur retour en Pologne eut touché à sa fin. Les agences consulaires d'Alès et de Périgueux ne furent maintenues que jusqu'en 1947.

En 1949, la structure du réseau consulaire polonais en France était la suivante :

- trois consulats généraux de Pologne : Paris, Lille, Marseille ;
- trois consulats de Pologne ordinaires : Lyon, Toulouse, Strasbourg ;
- un consulat honoraire de Pologne : Nice ;
- deux agences consulaires polonaises : Metz, Saint-Étienne³⁷.

Aparat bezpieczeństwa wobec emigracji politycznej i Polonii [L'Appareil de sécurité envers l'émigration politique et la Polonia], Warszawa, IPN, 2005, p. 226-227.

35 A MSZ, série 6, art. 984, rapport sur la mise en place des postes consulaires polonais en France, [juillet 1945], fol. 3 ; A MSZ, série 15, art. 169, protocole de la conférence des consuls polonais en France, tenue entre le 24 et le 25 juin 1946 à Paris, fol. 24 ; A MSZ, base de données électroniques des postes diplomatiques et consulaires de Pologne pour les années 1946-2012, établie par Janusz Deszczka.

36 A MSZ, série 20, art. 120, lettre : MSZ - bureau consulaire au consulat général de Pologne à Marseille, Varsovie, le 12 novembre 1946, fol. 64.

37 A MSZ, base de données électroniques des postes diplomatiques et consulaires de Pologne pour les années 1946-2012, établie par Janusz Deszczka ; CAD, Pologne, art. 4, lettre : ambassade de Pologne à Paris au MAE, Paris, le 19 mai 1945, fol. 77 ; AAN, ambassade de Pologne à Paris, art. 331, information sur le réseau consulaire de Pologne en France

Parmi les premiers chefs des consulats de la Pologne populaire en France on peut citer :

- Tomasz Piętka, ancien mineur, président du CPLN en France, gérant du consulat général de Pologne à Paris depuis juillet 1945 et consul général depuis janvier 1946, jusqu'à son retour en Pologne en novembre 1947. Ses fonctions furent ensuite exercées par Leon Rembiszewski (à la fin de 1947), puis par Jan Sukiennik (entre janvier 1948 et février 1949), puis à partir de février 1949 par Eustachy Czwartacki, ancien attaché consulaire à Trieste, adjoint du consul général à Paris et consul à Lyon ;
- Henryk Arasimowicz, ancien délégué du CPLN pour le Nord de la France en tant que gérant provisoire du consulat général de Pologne à Lille, remplacé en novembre 1945 par Feliks Chiczewski (jusqu'à fin septembre 1947), à qui succéda, le 1^{er} octobre 1947, Andrzej Kuśniewicz. À la fin de 1949 le consulat général fut géré par le vice-consul Józef Szczerbiński, ancien membre de la Résistance polonaise en France et ancien déporté à Mauthausen ;
- Ignacy Henner au consulat général de Pologne à Marseille, puis Leon Stachiewicz, simultanément consul à Nice, en tant que gérants provisoires. Ensuite, depuis 1946, le consul général Witold Ptaszyński, puis Tadeusz Łempicki (à partir de novembre 1947), et enfin, à partir d'avril 1949, le vice-consul Józef Skrzyaniarz en tant que gérant du consulat général ;
- Ryszard Deperasiński, puis Rudolf Larysz, ancien militant du « groupe de langue » polonais de la Main-d'œuvre immigrée (MOI, la structure réunissant les communistes étrangers au sein du PCF) en tant que gérants provisoires du consulat de Pologne à Lyon. Ensuite le consul Łukasz Głuszczak, remplacé en mai 1946 par Romuald Putryński qui géra le consulat jusqu'en août 1947, à qui succéda, dès le mois d'octobre 1947, Eustachy Czwartacki. Enfin, en février 1949, le consulat de Pologne à Lyon fut géré par Marian Noga ;
- Stanisław Heresztyn, en tant que gérant provisoire du consulat de Pologne à Strasbourg, puis le consul Rudolf Simek (jusqu'à la fin de 1946), remplacé par Andrzej Kuśniewicz (jusqu'à fin septembre 1947) et ensuite Rudolf Larysz ;
- Lucjan Chmielewski en tant que gérant provisoire du consulat de Pologne à Toulouse, puis le consul Henryk Arasimowicz (entre novembre 1945 et septembre 1947), ensuite Roman Nowek. Puis, entre avril et novembre 1948, Aleksander Bodak, jusque-là consul à Alger, remplacé par le vice-consul

et en Afrique du Nord entre octobre 1944 et 1945, [s.l.n.d.], fol. 70-74 ; A MSZ, série 6, art. 1001, rapport : consulat général de Pologne à Marseille au MSZ, département politique, Marseille, le 30 décembre 1946, fol. 51 ; PISM, A.46/29, rapport : Roman Wodzicki, « consul » du gouvernement polonais de Londres à Toulouse à Kajetan Morawski, ambassadeur de Pologne [du gouvernement de Londres] à Paris, [Toulouse, novembre 1946], p. 4.

de Marseille, Józef Skrzyniarz en tant que gérant du consulat (jusqu'en avril 1949) ;

- Leon Stachiewicz, au consulat de Pologne à Nice, qui y était aussi consul honoraire après que le bureau niçois eut été transformé en consulat honoraire en 1946³⁸.

Selon des renseignements fournis par d'anciens fonctionnaires du gouvernement polonais de Londres en France, le personnel de l'ambassade de Pologne et de tous les consulats aurait été composé de personnes choisies par l'ambassadeur Skrzyszewski, leur nomination n'étant pas encore approuvée par le MSZ à Varsovie à la fin du mois de juillet 1946³⁹.

38 A MSZ, série 6, art. 984, rapport sur la mise en place des postes consulaires polonais en France, [juillet 1945], fol. 3 ; AN, F 1^{er} 3303, lettre : ambassade de Pologne à Paris au MAE, Paris, le 7 juillet 1945 (ce document se trouve aussi dans : CAD, Pologne, art. 6, lettre : ambassade de Pologne à Paris au MAE, Paris, le 7 juillet 1945, fol. 62) ; A MSZ, série 20, art. 456, rapport : ambassade de Pologne à Paris au MSZ, Paris, le 31 juillet 1945, fol. 21-22 ; CAD, Pologne, art. 5, lettre : MAE à l'ambassade de Pologne à Paris, Paris, [après le 5 juillet 1946], fol. 6 ; CAD, Pologne, art. 86, direction générale de la Sûreté nationale et direction des renseignements généraux : note sur l'activité des Polonais en France entre le 25 novembre et le 10 décembre 1945, Paris, le 12 décembre 1945, fol. 117 ; A MSZ, série 6, art. 1001, compte-rendu de la conférence des consuls polonais de France à Lille, tenue entre le 22 et le 24 février 1946, fol. 24 ; CAD, Pologne, art. 5, notices biographiques de consuls de Pologne en France récemment nommés : Jean Baelen, ambassadeur de France à Varsovie au MAE, [Varsovie], le 7 janvier 1948, fol. 75, 77-78 ; A MSZ, série 20, art. 116, consulat général de Pologne à Paris : rapport d'activité, entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre 1946, [Paris, 1947], fol. 5 ; *ibid.*, consulat général de Pologne à Paris : rapport d'activité entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre 1947, [Paris, 1948], fol. 140 ; A MSZ, série 20, art. 117, consulat général de Pologne à Paris : rapport d'activité pour le 1^{er} trimestre de l'année 1948, Paris, le 8 juin 1948, fol. 4 ; A MSZ, série 20, art. 118, consulat général de Pologne à Paris : rapport d'activité entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 1949, Paris, le 30 mai 1949, fol. 4 ; A MSZ, série 20, art. 127, consulat de Pologne à Lyon : rapport d'activité pour le 1^{er} trimestre de 1949, [Lyon, 1949], fol. 7 ; A PPP, BA 2388, préfecture de police de Paris : renseignements concernant la colonie polonaise en France, Paris, le 8 avril 1948, p. 117 ; AD Nord, 27 W 38474/6, lettre : préfet du Nord au commissaire régional de la République à Lille, Lille, le 12 décembre 1945 ; A MSZ, série 20, art. 122, consulat général de Pologne à Lille : rapport d'activité pour le 4^e trimestre de 1947, Lille, le 14 janvier 1948, fol. 97 ; A MSZ, série 20, art. 124, consulat général de Pologne à Lille : rapport d'activité pour le 3^e trimestre de 1949, Lille, le 26 octobre 1949, fol. 47 ; A MSZ, série 20, art. 121, consulat général de Pologne à Marseille : rapport d'activité pour le 2^e trimestre de 1949, [Marseille, 1949], fol. 19 ; A MSZ, série 20, art. 125, consulat de Pologne à Lyon : rapport d'activité entre le 1^{er} juillet et le 30 septembre 1947, Lyon, le 10 octobre 1947, fol. 85 ; *ibid.*, consulat de Pologne à Lyon : rapport d'activité pour le 4^e trimestre de 1947, Lyon, le 14 janvier 1948, fol. 101 ; A MSZ, série 20, art. 49, consulat de Pologne à Lyon : rapport sur la situation des Polonais, au 1^{er} avril 1949, [Lyon, avril 1949], fol. 177 ; A MSZ, série 20, art. 128, rapport trimestriel sur l'activité du consulat de Pologne à Toulouse entre le mois de juillet et de septembre 1947, Toulouse, le 14 octobre 1947, fol. 11 ; A MSZ, série 20, art. 129, consulat de Pologne à Toulouse : rapport d'activité pour le 2^e trimestre de 1948, [Toulouse, 1948], fol. 35 ; *ibid.*, consulat de Pologne à Toulouse : rapport d'activité pour le 4^e trimestre de 1948, [Toulouse, 1949], fol. 60 ; A MSZ, série 20, art. 131, consulat de Pologne à Strasbourg : rapport sur l'activité entre le 1^{er} octobre 1947 et le 1^{er} janvier 1948, Strasbourg, le 12 janvier 1948, fol. 15.

39 BPP, BPP 1171, rapport de l'ancien consul de Pologne à Toulouse, R. Wodzicki, sur la situation des Polonais dans le Sud-Ouest de la France entre le 1^{er} avril et le 25 juillet 1946, fol. 127.

L'objectif principal de tout le réseau diplomatique et consulaire de la Pologne populaire en France entre 1946 et 1948 était l'organisation du rapatriement⁴⁰.

L'ambassade de Pologne à Paris essaya d'avoir de nouveau le contrôle de la Bibliothèque polonaise de Paris et de la Maison polonaise du 7, rue Crillon (IV^e arrondissement de Paris). Cette dernière fut reprise avec succès par le consulat général de Pologne à Paris au mois de janvier 1946. La Bibliothèque polonaise ne passa quant à elle pas aux mains des autorités varsoviennes.

La direction de cette institution installée sur l'île Saint-Louis depuis 1838 était assumée depuis 1926 par François Pulaski (Franciszek Pułaski) qui, dès 1945, avait fait reconstruire le bâtiment détruit par l'occupant. Il avait également procédé, jusqu'en 1947, à la récupération d'objets volés par les Allemands pendant les hostilités⁴¹. Dans le but de rendre la Bibliothèque indépendante de l'Académie polonaise des arts et sciences (Polska Akademia Umiejętności, PAU), son ancienne gestionnaire soumise depuis 1945 aux autorités varsoviennes, François Pulaski donna au mois de juin 1945 la Bibliothèque à bail à l'Union catholique romaine polonaise d'Amérique (Polish Roman Catholic Union of America), dont le siège était situé à Chicago, pour neuf ans, avec la possibilité de le prolonger pour neuf années supplémentaires. L'Union était représentée par un proche du cercle de la Bibliothèque polonaise, le père Augustyn Jakubisiak, délégué pour la France du ministère de l'Instruction publique et des Cultes du gouvernement de Londres. Pendant le temps de ce bail, la Bibliothèque fut gérée par un conseil d'administration composé de hautes personnalités de la vie polonaise en France. Après la mort du père Jakubisiak, en novembre 1945, l'Union fut brièvement présidée/représentée par Witold Kozłowski, ancien consul polonais à Milan. Elle passa ensuite aux mains du professeur de philosophie Zygmunt Lubicz Zaleski⁴². Au mois

40 Voir le chap. II, « Le rapatriement des anciens immigrés polonais : l'action de *reemigracja* ».

41 BPP, fonds K. Morawski, art. prov. 19/l, lettre : F. Pulaski à Karol Rozmarek, président du Congrès de la Polonia américaine (Polish American Congress), Paris, le 30 juillet 1947 ; Waldemar Rolbiecki, « Polska Stacja Naukowa w Paryżu w latach 1939-1978 » [Le Centre scientifique polonais de Paris dans les années 1939-1978], dans Danuta Rederowa, Bohdan Jaczewski et Waldemar Rolbiecki, *Polska Stacja Naukowa w Paryżu w latach 1893-1978* [Le Centre scientifique polonais de Paris dans les années 1893-1978], Wrocław, Ossolineum, 1982, p. 210. Notice biographique de François Pulaski (Franciszek Pułaski), voir : Agata Judycka et Zbigniew Judycki, *Les Polonais en France*, op. cit., p. 152.

42 PISM, A.46/23, lettre : K. Morawski, ambassadeur de Pologne [du gouvernement de Londres] à Paris à Władysław Folkierski, ministre de l'Instruction publique et des Cultes, Paris, le 23 mai 1946 ; BPP, fonds K. Morawski, art. prov. 19/l, protocole de la réunion du conseil d'administration de la Bibliothèque polonaise du 27 mai 1947 ; Waldemar Rolbiecki, « Polska Stacja Naukowa w Paryżu w latach 1939-1978 », art. cit., p. 212, 225. Pour une notice biographique de Zygmunt Lubicz Zaleski, voir : Agata Judycka et Zbigniew Judycki, *Les Polonais en France*, op. cit., p. 175. Pour une notice biographique de Augustyn Jakubisiak, voir : Izydora Dąmbska, s. v. « Jakubisiak Augustyn (1884-1945) », dans *Polski Słownik Biograficzny*, op. cit., t. X, 1962-1964, p. 374-375 ; Agata Judycka et Zbigniew

de juillet 1946, les administrateurs de la Bibliothèque firent renaître avec succès la Société historique et littéraire polonaise (Towarzystwo Historyczno-Literackie, SHLP), dissoute en 1893. Son premier conseil d'administration fut notamment composé de Camille Gronkowski (président), André Poniatowski (vice-président) et Zygmunt Lubicz Zaleski (secrétaire)⁴³. La SHLP, munie du statut précieux d'association d'utilité publique, commença la bataille juridique en France contre les autorités polonaises de Varsovie, pour son indépendance. La Bibliothèque fut fermée au public jusqu'à la fin de l'année 1956⁴⁴.

Au mois de juin 1946, la PAU, dont le siège était situé à Cracovie, créa une autre institution à Paris qui, contrairement à la Bibliothèque polonaise, était dépendante des autorités polonaises de Varsovie : le Centre scientifique de la PAU à Paris, que Stanisław Wędkiewicz, professeur renommé de linguistique et d'histoire de la littérature, fut le premier à diriger⁴⁵. À liquidation de la PAU en 1951, les autorités polonaises créèrent l'Académie polonaise des sciences (Polska Akademia Nauk, PAN). L'institution prit alors le nom de Centre scientifique de la PAN à Paris. Depuis le mois de juin 1949, le Centre scientifique de la PAU/PAN à Paris était sis rue Lauriston, dans le XVI^e arrondissement⁴⁶.

L'antenne parisienne de la banque PKO fut quant à elle automatiquement soumise au gouvernement varsovien dès que la France eut reconnu le GPUN. En effet, en tant que filiale de la banque PKO, dont le siège social se trouvait à Varsovie, la banque parisienne reçut, dès le mois de juin 1945, l'ordre de reconnaître le gouvernement provisoire varsovien. L'ambassade de Pologne à Paris, alors toujours aux mains des représentants de Londres, chercha la meilleure manière de se sortir de cette situation. On voulut changer la filiale française de la PKO en société anonyme privée de droit français, mais ces tentatives échouèrent⁴⁷.

Judycki, *Les Polonais en France*, op. cit., p. 78 ; Jerzy Skowronek (dir.), *Cmentarz polski w Montmorency* [Le Cimetière polonais de Montmorency], Warszawa, PIW, 1986, p. 155-156.

43 PISM, A.46/23, lettre : K. Morawski, ambassadeur de Pologne [du gouvernement de Londres] à Paris à Władysław Folkierski, ministre de l'Instruction publique et des Cultes, Paris, le 13 juillet 1946.

44 La bataille devant le tribunal civil de la Seine démarra en février 1951. Au mois de janvier 1952, le tribunal décida que la PAU « avait perdu son caractère national d'institution autonome ». Le gouvernement varsovien déposa un recours, dans lequel il avança que la PAU avait été reconnue comme établissement public polonais par la convention culturelle franco-polonaise du 19 février 1947. En 1953, la Bibliothèque se trouva sous tutelle judiciaire française. En septembre 1955, le tribunal de la Seine ne reconnut pas de continuité entre la SHLP créée en 1946 et celle dissoute en 1893. La bataille ne fut gagnée par la SHLP et la Bibliothèque polonaise qu'à la fin de 1956, à la suite de la décision du cour d'appel. BPP, fonds K. Morawski, art. prov. 19/1, mémorandum sur la Bibliothèque polonaise de Paris, [Paris, 1955].

45 Waldemar Rolbiecki, « Polska Stacja Naukowa w Paryżu w latach 1939-1978 », art. cit., p. 230.

46 *Ibid.*, p. 242.

47 Wojciech Rojek, « Schyłek misji ambasadora Kajetana Dzierżykraj-Morawskiego we Francji », art. cit., p. 390.

Quant au lycée polonais Cyprian-Norwid de Villard-de-Lans (Isère), le premier établissement polonais d'enseignement secondaire créé en France après le début du grand afflux de travailleurs de l'entre-deux-guerres⁴⁸, il s'était également trouvé sous la surveillance de Varsovie, dans la mesure où la section française de la Croix-Rouge polonaise (son gestionnaire légal) était subordonnée au nouveau gouvernement polonais. Le comité directeur de la Croix-Rouge polonaise en France annula son ancienne résolution portant la transmission de la gestion de l'école aux mains du professeur Zygmunt Lubicz Zaleski⁴⁹.

La Pologne populaire permit à ses ressortissants en France de s'enregistrer en tant que citoyens polonais résidant de façon stable sur le territoire français. Cette procédure concernait uniquement les ressortissants polonais d'origine ethnique polonaise et juive. Les Ukrainiens, les Biélorusses et les Lithuaniens qui avaient la nationalité polonaise avant les hostilités étaient considérés après guerre par les autorités polonaises comme citoyens soviétiques, sauf dans des cas individuels soumis à la discrétion de Varsovie. En ce qui concerne les anciens *Volksdeutsche* de nationalité polonaise, n'étaient enregistrés que ceux désirant leur réhabilitation par le biais d'une procédure effectuée auprès du service gouvernemental concerné à Varsovie⁵⁰. Commencée le 1^{er} juillet 1946, cette opération aurait dû être achevée à la fin de la même année mais dura jusqu'en 1949.

Les militants polonais reconnaissant l'autorité du gouvernement exilé à Londres et même les partisans du Parti paysan polonais (nommé aussi Parti populaire polonais : *Polskie Stronnictwo Ludowe*, PSL) du vice-Premier ministre du GPUN varsovien Stanisław Mikołajczyk, critiquèrent cette initiative, la considérant comme illégale et lui prêtant des desseins cachés – à savoir l'infiltration de la communauté polonaise en France par le biais du PPR. Les

48 Il y en eut toutefois un avant celui-ci, l'école des Batignolles, créée en 1842 au moment de la « Grande Émigration » polonaise. L'établissement ferma ses portes en 1922. Tadeusz Łepkowski, l'historien de l'établissement polonais d'enseignement secondaire des années 1939-1946 et lui-même ancien élève de cette école, avance – à raison, d'après nous – qu'il n'existait aucun lien entre l'école des Batignolles et l'établissement créé à Paris en 1939, fermé en juin 1940 puis délocalisé, à l'automne 1940, à Villard-de-Lans, en zone non occupée (Tadeusz Łepkowski, *Wolna szkoła polska w okupowanej Francji. Historia Gimnazjum i Liceum im. Cypriana Norwida w Villard-de-Lans, 1940-1946* [Une école libre polonaise en France occupée. L'histoire du gymnase et lycée polonais Cyprien-Norwid à Villard-de-Lans, 1940-1946], Warszawa, PWN, 1990, p. 35, 50-51).

49 PISM, A.46/1, note relative à la situation des institutions polonaises en France, [Paris, août 1945]; BPP, BPP 1171, rapport n° 3 sur la situation dans le domaine du travail et de la protection sociale en France entre le 15 janvier et le 31 mars 1946, Paris, le 1^{er} avril 1946, p. 1 (ce document se trouve aussi dans : BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 4/l, fiches non paginées).

50 A MSZ, série 15, art. 169, instruction de l'ambassade de Pologne à Paris relative au déroulement de l'enregistrement extraordinaire des ressortissants polonais à l'étranger, [Paris, juin 1945], fol. 28-29.

soutiens du gouvernement polonais de Londres, les responsables d'associations et les anciens fonctionnaires appelèrent au boycott de l'enregistrement proposé par les consulats de la Pologne populaire, puisqu'ils ne reconnaissaient pas l'autorité du GPUN. Le comité directeur de l'Union centrale des Polonais en France (UCPF) informa ses comités régionaux que le droit consulaire n'imposait pas aux citoyens polonais de l'étranger de s'enregistrer et qu'aucune sanction en cas de manquement à cet enregistrement ne pouvait être prise. L'UCPF informa aussi que tous les documents qui avaient jusque-là donné le droit aux citoyens polonais de résider en France seraient toujours valides. L'Union des associations catholiques polonaises (UACP) appela aussi les immigrés polonais en France à ne pas se faire enregistrer dans les consulats de la Pologne populaire ni par des militants des associations « varsoviennes ».

L'enregistrement se basait en effet, selon l'ambassade de Pologne à Paris, sur l'article 16 de la loi du 11 novembre 1924 relative à l'organisation des consulats et aux activités consulaires qui dispose que « les consuls doivent tenir un registre des ressortissants polonais, demeurant dans la circonscription consulaire⁵¹ ». Les agences consulaires et les consulats polonais en France délivraient des certificats d'enregistrement qui devaient être ensuite obligatoirement présentés par les citoyens polonais en vue de leur régularisation auprès des institutions polonaises en France. Or, ces certificats, fournis par des consulats, n'étaient pas considérés comme légaux par les autorités françaises, l'ambassade de Pologne à Paris (et non les consulats) étant la seule institution qualifiée pour délivrer des passeports aux ressortissants polonais résidant en France⁵². L'Union des associations catholiques polonaises (UACP) se prononça également contre l'enregistrement, estimant qu'il était réalisé hors du cadre légal⁵³. Les protestations des associations anticommunistes ne se firent pas trop virulentes car leurs dirigeants ne voulaient pas être tenus pour responsables des situations fâcheuses que les Polonais non enregistrés auraient éventuellement pu subir⁵⁴.

Bien qu'en général l'enregistrement eût été perçu par de nombreux immigrés polonais comme une mesure à caractère purement politique et mise en place par des communistes, beaucoup d'entre eux s'y plièrent, notamment dans le dernier

51 *Ibid.*, lettre : ambassade de Pologne à Paris au MAE, Paris, le 24 juin 1946, fol. 31 ; loi du 11 novembre 1924 relative à l'organisation des consulats et aux activités consulaires, trad. Pawel Sekowski.

52 BPP, vers. 4087, circulaire : comité directeur de l'UCPF aux comités régionaux de l'UCPF, comités locaux et comités directeurs des associations polonaises en France, Paris, le 29 juin 1945 ; « Obowiązek czy partyjne oszustwo? » [Un devoir ou une tromperie politique ?], *Gazeta Ludowa*, n° 33, 27 décembre 1946, p. 7.

53 Leon Turajczyk, *Spoleczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 326.

54 AN, F 1^a 3364, direction générale de la Sûreté nationale et direction des renseignements généraux : note de renseignement sur le recensement des Polonais en France, Paris, le 5 août 1946, p. 2.

trimestre de 1946, craignant d'éventuels désagréments. Certains redoutaient que le fait de ne pas s'enregistrer pût les empêcher de retourner en Pologne ou même entraîner la perte de leur nationalité polonaise, ce qui était suggéré par des communistes, notamment dans la circonscription consulaire strasbourgeoise. Le MSZ à Varsovie envisageait en effet initialement de priver les Polonais en France qui ne s'enregistreraient pas de leur nationalité polonaise, mais cette idée ne fut pas suivie d'effets⁵⁵. D'autres craignaient de perdre des prestations versées par l'État polonais, ou avaient besoin des documents délivrés par les consulats pour régulariser leur situation administrative en France ou arranger leurs affaires financières. D'autres encore s'étaient enregistrés, préoccupés par le sort de leurs familles restées en Pologne.

Le représentant du gouvernement polonais de Londres en France, Kajetan Morawski, écrivit dans une lettre au Premier ministre, le général Tadeusz Komorowski, qu'il y avait « bien des cas où des personnes étant ennemies déclarées du régime varsovien, s'étaient enregistrées, en le traitant comme autrefois un contact inévitable avec des autorités d'occupation ». Parmi les Polonais enregistrés se trouvait Józef Jakubowski, ancien président de la section française de la CRP et militant anticommuniste, qui avait informé de sa démarche ses chefs à Londres. Il ne voulait pas que son fils rencontre des problèmes au moment de retourner légalement en Pologne lorsque sa femme, ayant déjà perdu un fils dans le soulèvement de Varsovie de 1944, s'opposa à son retour clandestin. Les motifs de l'enregistrement étaient donc parfois complexes. Les autorités polonaises de Londres en eurent d'ailleurs conscience et adoptèrent une attitude compréhensive dans de tels cas⁵⁶.

Le fait que les fichiers d'enregistrement comportent un cadre réservé pour la photo constituait aux yeux des militants anticommunistes une preuve de la volonté du contrôle total de la population polonaise en France⁵⁷.

Il semble que la campagne d'enregistrement dirigée par les consulats polonais en France ait pu contribuer au recueil de renseignements sur la répartition

55 A MSZ, série 15, art. 169, note du MSZ pour Wincenty Rzymowski, ministre des Affaires étrangères, et pour le bureau consulaire du MSZ, Varsovie, le 4 juillet 1946, fol. 21; PISM, A.46/29, rapport : Bohdan Samborski, « consul général » du gouvernement polonais de Londres à Paris à Kajetan Morawski, l'ambassadeur de Pologne [du gouvernement de Londres] à Paris, Paris, le 12 novembre 1946, p. 2.

56 PISM, A.46/15, lettre : K. Morawski, ambassadeur de Pologne [du gouvernement de Londres] à Paris au Premier ministre de Pologne [du gouvernement de Londres], Paris, le 20 octobre 1948, trad. Pawel Sekowski ; *ibid.*, lettre : T. Komorowski, Premier ministre du gouvernement polonais de Londres, à K. Morawski, ambassadeur de Pologne [du gouvernement de Londres] à Paris, Londres, le 29 octobre 1948.

57 BPP, BPP 1171, rapport de l'ancien consul de Pologne à Toulouse, R. Wodzicki, sur la situation des Polonais dans Sud-Ouest de la France entre le mois d'avril et de mai 1946, fol. 133 ; BPP, fonds T. Parczewski, art. prov. 1/1, Tadeusz Parczewski, *Émigration polonaise en France*, *op. cit.*, p. 6.

des opinions politiques au sein de la communauté polonaise en France. Cette campagne était réalisée par le biais des associations polonaises provarsoviennes comme le Conseil national des Polonais de France (CNPF) et l'Organisation d'aide à la patrie (OPO) ainsi que leurs délégations locales. Il est vrai que ceux qui ne s'étaient pas enregistrés pouvaient être perçus comme hostiles au nouveau régime installé sur la Vistule, même si certains immigrés, notamment des ouvriers agricoles habitant dans des campagnes isolées, pouvaient ne pas être concernés par l'enregistrement pour des raisons bien plus prosaïques. Tirer des conclusions de la participation à l'enregistrement paraît encore plus difficile. Si certains immigrés qui avaient fait le choix de s'enregistrer étaient effectivement des partisans du nouveau régime de la Pologne populaire, d'autres le faisaient – comme on l'a dit plus haut – pour des raisons pratiques, ou ne s'intéressaient pas à la politique, se contentant simplement de suivre les recommandations des autorités légales du pays dont ils étaient les ressortissants. Enfin, les partisans de la ligne de Stanisław Mikołajczyk, assez populaire parmi les ouvriers agricoles et métayers polonais en France, ne se prononcèrent explicitement ni pour, ni contre l'enregistrement (même si l'idée de cette initiative elle-même fut critiquée).

Dans un rapport du mois d'août 1946, l'ancien consul polonais à Strasbourg, Tadeusz Nagórny, affirma à Aleksander Kawałkowski qu'« on prétend[ait] en général que la majorité des Polonais s'enregistr[aient] de peur de perdre leur citoyenneté⁵⁸ ». En revanche, dans toute la circonscription strasbourgeoise, seuls deux départements sur sept établirent des listes de Polonais enregistrés. Certaines préfectures françaises s'opposèrent à l'enregistrement, en se référant à une prétendue opinion négative du ministère de l'Intérieur⁵⁹. En ce qui concerne la circonscription toulousaine, l'ancien consul du gouvernement londonien, Roman Wodzicki, informa que le consulat de Pologne à Toulouse avait subi des critiques de la part de l'ambassade lui reprochant de faibles résultats⁶⁰. Dans la circonscription marseillaise, la plupart des immigrés polonais enregistrés étaient des Juifs, désirant recevoir des documents indispensables pour émigrer outre-mer⁶¹.

58 BPP, BPP 1171, rapport de l'ancien consul de Pologne à Strasbourg, T. Nagórny, sur la situation des Polonais dans l'Est de la France, Bar-le-Duc, le 10 août 1946, fol. 70-71, trad. Paweł Sekowski.

59 *Ibid.*

60 *Ibid.*, rapport de l'ancien consul polonais à Toulouse, R. Wodzicki, sur la situation des Polonais dans le Sud-Ouest de la France, [Toulouse], le 11 juin 1946, fol. 128.

61 *Ibid.*, rapport de L. T. Mazur sur la situation des Polonais dans la région marseillaise, Marseille, le 7 septembre 1946, fol. 141. Même si l'explication fournie par Mazur paraît bien logique et objective, il faut savoir que ce militant anticommuniste était particulièrement focalisé sur la question juive, ayant développé une théorie du « judéo-communisme ». Voici par exemple ce qu'il écrit à propos du personnel du consulat de Pologne à Marseille : « Le

À la fin du mois de mars 1949, on comptait dans les deux départements septentrionaux 103 790 ressortissants polonais enregistrés, soit presque 98 % de la communauté polonaise du Nord de la France. En effet, sur les 145 715 Polonais recensés dans le Nord-Pas-de-Calais en mars 1946, des dizaines de milliers travailleurs avaient entre-temps été rapatriés avec leurs familles en Pologne, de nombreux immigrés avaient été naturalisés. Ajoutons à cela que les anciens *Volksdeutsche* polonais, les Ukrainiens et les Biélorusses désirant s'enregistrer en tant que citoyens polonais qui avaient la nationalité polonaise au déclenchement des hostilités n'étaient pas enregistrés sur les mêmes listes que les Polonais mais faisaient l'objet d'une liste distincte qui fut ensuite transmise aux autorités polonaises de Varsovie et leur nationalité polonaise fut soumise à des décisions rendues au cas par cas par les autorités varsoviennes⁶².

188

La circonscription consulaire de Paris comptait, jusqu'en avril 1949, environ 100 000 enregistrés (52 351 fiches d'enregistrement, souvent remplies pour toute une famille)⁶³. En 1946, contrairement aux dispositions officielles, des Ukrainiens, des Biélorusses et des Lithuaniens munis de nationalité polonaise avant guerre furent souvent enregistrés sur les mêmes listes que les Polonais s'ils se déclaraient Polonais et présentaient une pièce d'identité prouvant leurs dires. D'après le consulat général de Pologne à Paris, cela résultait de la méconnaissance de la procédure des militants du CNPF qui avaient procédé à l'enregistrement. À partir de 1947, l'enregistrement des retardataires fut effectué directement par le consulat général⁶⁴.

Jusqu'à la fin août 1948, 38 612 Polonais furent enregistrés au consulat de Pologne à Strasbourg⁶⁵. À Lyon, jusqu'à la fin de 1949, 27 938 Polonais s'enregistrèrent ; parmi eux, environ 27 000 étaient arrivés en France avant la guerre⁶⁶. Dans la circonscription de Toulouse, jusqu'à la fin de 1949,

caractère juif homogène avec l'addition de deux goys pour des buts de représentation : le consul général Ptaszyński et le vice-consul Nowek ». *Ibid.*, trad. Pawel Sekowski.

62 Jusqu'à fin septembre 1947, 411 *Volksdeutsche* et 78 Ukrainiens s'étaient enregistrés au consulat général de Pologne à Lille. A MSZ, série 20, art. 122, consulat général de Pologne à Lille : rapport d'activité pour le 3^e trimestre de 1947, Lille, le 7 octobre 1947, fol. 86 ; A MSZ, série 20, art. 48, rapport : consulat général de Pologne à Lille au MSZ, département des Polonais de l'étranger, Lille, le 8 avril 1949, fol. 5.

63 A MSZ, série 20, art. 77, rapport : consulat général de Pologne à Paris au MSZ, département des Polonais de l'étranger, Paris, le 26 avril 1949, fol. 60.

64 A MSZ, série 20, art. 118, consulat général de Pologne à Paris : rapport d'activité pour le 3^e trimestre de 1949, [Paris], le 23 novembre 1949, fol. 89.

65 A MSZ, série 20, art. 131, consulat de Pologne à Strasbourg : rapport sur l'activité entre le mois d'août et de septembre 1948, Strasbourg, le 20 octobre 1948, fol. 96 ; A MSZ, série 20, art. 32, consulat de Pologne à Strasbourg : rapport sur l'activité en 1948, Strasbourg, le 8 janvier 1949, fol. 31.

66 A MSZ, série 20, art. 1074, résultat de l'enregistrement des ressortissants polonais : M. Noga, consul de Pologne à Lyon, au MSZ, bureau consulaire, Lyon, le 2 janvier 1950, fol. 1. Jusqu'à

on n'enregistra que 12 958 ressortissants polonais, dont 11 770 immigrés d'avant-guerre⁶⁷. À Marseille, jusqu'à fin septembre 1949, 4910 Polonais s'enregistrèrent, soit presque 90 % de tous les Polonais dans la circonscription⁶⁸. Ces chiffres comprenaient aussi des immigrés qui retournèrent par la suite en Pologne dans le cadre des rapatriements des années 1946-1948.

Les institutions polonaises en France n'étaient pas neutres politiquement ; elles favorisaient les adhérents des associations appartenant au CNPF, qui relevait du gouvernement varsovien. Cela n'a jamais été mis en doute par les chercheurs, y compris dans des publications parues dans la Pologne populaire⁶⁹. Outre la campagne d'enregistrement, c'était par-dessus tout dans le cadre du rapatriement que la discrimination était particulièrement visible. En effet, ceux qui se prononçaient contre le retour en Pologne reçurent diverses menaces, parmi lesquelles notamment la perte de la nationalité polonaise ou du droit aux prestations fournies par la CRP. Les associations polonaises anticomunistes, notamment l'UCPF et ses cellules, prirent souvent des résolutions protestant contre l'utilisation de l'ambassade de Pologne, du réseau consulaire polonais, des moniteurs polonais et de la CRP pour des buts politiques⁷⁰.

Même si certains employés des consulats polonais souhaitaient garder leur indépendance, ils étaient surveillés par des « adjoints » – en réalité des militants communistes. C'était par exemple le cas au consulat de Pologne à Strasbourg, où le consul Rudolf Simek était contrôlé par son adjoint, Józef Pacholczyk. Ce dernier détenait les archives secrètes et des documents du personnel, et

fin mars 1949, sur 27 516 Polonais enregistrés, 26 453 étaient arrivés en France avant les hostilités : A MSZ, série 20, art. 49, consulat de Pologne à Lyon : rapport sur la situation des Polonais, au 31 juillet 1949, [Lyon, 1949], fol. 187.

- 67 A MSZ, série 20, art. 993, consulat de Pologne à Toulouse : rapport sur la situation des Polonais pour le 2^e semestre de 1949, Toulouse, le 20 mars 1950, fol. 160. Dans un rapport du mois de mai 1949, on annonça un nombre plus élevé d'anciens immigrés enregistrés que dix mois plus tard : 12 071 Polonais arrivés en France avant la seconde guerre mondiale sur un total de 12 654 Polonais enregistrés dans la circonscription jusqu'à fin mars 1949 (A MSZ, série 20, art. 49, consulat de Pologne à Toulouse : rapport sur la situation des Polonais, Toulouse, le 13 mai 1949, fol. 79). Dans le rapport consulaire pour le dernier trimestre de 1947, le consul Roman Nowek donna un chiffre plus élevé (19 405 Polonais enregistrés), ce qui était erroné : A MSZ, série 20, art. 128, consulat de Pologne à Toulouse : rapport d'activité pour le 4^e trimestre de 1947, [Toulouse, 1948], fol. 30 ; A MSZ, série 20, art. 129, consulat de Pologne à Toulouse : rapport d'activité pour le 1^{er} trimestre de l'année 1948, [Toulouse, 1948], fol. 18-19.
- 68 A MSZ, série 20, art. 121, consulat général de Pologne à Marseille : rapport d'activité pour le 3^e trimestre de 1949, Marseille, le 12 novembre 1949, fol. 36.
- 69 Voir par exemple une opinion explicite : Jan Gruszyński, *Spoločność polska we Francji, 1918-1978. Problemy integracyjne trzech pokoleń* [La Communauté polonaise en France, 1918-1978. Problèmes de l'intégration de trois générations], Warszawa, PWN, 1981, p. 303.
- 70 BPP, BPP 1172, protestation du conseil supérieur de l'UCPF, Lille, le 3 février 1946, fol. 74-75 (ce document se trouve aussi dans : BPP, fonds R. Bailly, vers. 2845/1, fiche non paginée).

était aussi responsable de l'enregistrement des citoyens polonais dans la circonscription strasbourgeoise⁷¹.

Au mois de février 1947, l'ambassadeur Stanisław Skrzyszewski fut rappelé en Pologne pour y prendre pour la seconde fois le poste de ministre de l'Instruction dans le gouvernement de Varsovie et fut remplacé à l'ambassade par Jerzy Putrament. Ce jeune écrivain (et ancien ami du futur prix Nobel polonais Czesław Miłosz), ancien envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Suisse, délégué polonais de la mission d'enquête des Nations unies en Grèce, bénéficiait du respect des diplomates français et était même connu parmi les diplomates de tous les pays de l'Europe centrale et orientale comme « celui pour lequel ses interlocuteurs suisses [avaient] le plus d'estime⁷² ». Putrament, bien qu'appartenant au PPR, n'était pas considéré comme un communiste radical. D'après l'ambassadeur de France à Berne, Henri Hoppenot, le nouvel ambassadeur polonais en France et sa femme ne pouvaient pas « être suspectés de nostalgie pour le régime polonais d'avant-guerre ni de sympathie spontanée pour le puissant voisin de l'Est⁷³ ». À la fin de 1949, l'« année noire » dans les relations diplomatiques franco-polonaises, l'ambassadeur Jerzy Putrament était vu par le Quai d'Orsay comme une personne beaucoup plus souple que ses patrons du MSZ et d'autres diplomates des pays du bloc de l'Est présents en France. Les personnes ayant affaire à l'ambassade de Pologne à Paris auraient été traitées « de manière occidentale », alors que les autres ambassades des pays de la démocratie populaire étaient connues pour leur brutalité et leur désordre⁷⁴.

Tout respecté qu'il fût, le nouvel ambassadeur polonais ne put cependant pas freiner le partage du continent européen, à mesure que se mettait en place la guerre froide. La Pologne devenait en effet de plus en plus dépendante de l'Union soviétique, tandis que la France avait pris la décision de se rapprocher du bloc occidental des Anglo-Saxons, notamment après la révocation des communistes

71 PISM, A.46/29, rapport : T. Nagórny, ancien consul de Pologne à Strasbourg à Kajetan Morawski, ambassadeur de Pologne [du gouvernement de Londres] à Paris, [Bar-le-Duc], le 30 mars 1946, p. 1 ; BPP, BPP 1171, rapport de l'ancien consul de Pologne à Strasbourg, T. Nagórny, sur la situation des Polonais dans l'Est de la France, Bar-le-Duc, le 10 août 1946, fol. 70. Voir aussi Paweł Sękowski, « Działalność przedstawicieli dyplomatycznych i konsularnych władz warszawskich Rzeczypospolitej Polskiej we Francji w latach 1944-1947 », art. cit., p. 105-106.

72 A PPP, BA 2187, note au sujet du départ de l'ambassadeur de Pologne, [Paris], le 3 mars 1947 ; CAD, Pologne, art. 5, dépêche confidentielle urgente sur l'opinion concernant l'activité de Jerzy Putrament en Suisse, Berne, le 19 avril 1947, fol. 23-24 ; *ibid.*, note : cabinet du MAE pour la direction d'Europe du MAE, Paris, le 13 mai 1947, fol. 31.

73 Cité d'après *ibid.*, note : Henri Hoppenot, ambassadeur de France à Berne, pour Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères, Berne, le 25 juin 1947, fol. 37.

74 PISM, A.46/4, rapport de K. Morawski, ambassadeur de Pologne [du gouvernement de Londres] à Paris, sur sa conversation avec Jacques Dumaine, chef de la direction du protocole du MAE, tenue le 6 décembre 1949, Paris, le 7 décembre 1949.

du gouvernement français au mois de mai 1947. En automne 1947, la politique française envers la Pologne populaire subit une inflexion considérable. Selon Georges-Henri Soutou, les autorités françaises s'aperçurent que les tentatives polonaises de maintenir de bonnes relations avec la France (afin de limiter le risque du renforcement de l'Allemagne) servaient en réalité à encourager la politique extérieure soviétique et à créer une situation de conflit entre la France et les Anglo-Saxons⁷⁵. Entre 1944 et 1947, la France était présentée par la presse polonaise comme le meilleur ami de la Pologne populaire dans l'Europe occidentale⁷⁶. Dans la première moitié de 1947, les autorités françaises estimaient encore que la France était le pays d'Europe centrale et orientale qui jouissait en Pologne des sympathies « les plus marquées⁷⁷ ». Les autorités françaises envisageaient même jusqu'à cette date le renouvellement de l'alliance franco-polonaise de 1921 proposé par les Polonais. Un accord sur un texte définitif ne fut cependant pas trouvé. En effet, la Pologne populaire voulait que sa nouvelle frontière occidentale sur la ligne Oder-Neisse soit reconnue, alors que la France désirait simplement signer un texte général confirmant l'alliance entre les deux États. Les négociations furent définitivement interrompues par les Français au mois de novembre 1947⁷⁸.

Le 7 octobre 1947 déjà, l'ambassadeur Putrament rapporta que la révocation des communistes du gouvernement français avait privé la Pologne populaire « du soutien bienveillant des ministères économiques et [que] la position d'autres ministères (dont celui de R. Schuman) s'[était] durcie⁷⁹ ». Naturellement, l'ambassade de Pologne à Paris entretenait des relations officielles avec les représentants des principales forces politiques en France, mais ces relations n'étaient cordiales qu'avec les communistes. Celles qu'elle entretenait avec les socialistes étaient les pires, car contrairement aux gaullistes, la SFIO n'avait pas de faible « ni pour les éléments sentimentaux ni pour ceux impériaux⁸⁰ ».

75 Georges-Henri Soutou, « Préface », art. cit., p. 9. Voir aussi Paweł Sękowski, « Działalność przedstawicieli dyplomatycznych i konsularnych władz warszawskich Rzeczypospolitej Polskiej we Francji w latach 1944-1947 », art. cit., p. 106-107.

76 Marek Szczerbiński et Krzysztof Zdanewicz, « Les problèmes de l'émigration polonaise en France à travers la presse polonaise entre 1944 et 1949 », dans Edmond Gogolewski (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/Revue du Nord, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 155.

77 AN, 552 AP 64, note : direction d'Europe, sous-direction d'Europe orientale du MAE pour Vincent Auriol, président de la République française, Paris, le 16 juin 1947, p. 4.

78 Les négociations autour de cet accord ont déjà été étudiées en profondeur par Maria Pasztor et Dariusz Jarosz dans leur ouvrage consacré aux relations diplomatiques franco-polonaises au lendemain de la seconde guerre mondiale (*Conflits brûlants de la guerre froide*, op. cit., p. 38-51). La documentation des autorités françaises concernant ces négociations fait l'objet d'un carton distinct : CAD, Pologne, art. 59.

79 Cité dans Dariusz Jarosz et Maria Pasztor, *Conflits brûlants de la guerre froide*, op. cit., p. 111.

80 Jerzy Putrament, *Pół wieku: Zagranica* [Un demi-siècle : à l'étranger], Warszawa, Czytelnik, 1965, p. 278, trad. Paweł Sekowski. Sur l'attitude des socialistes français envers le régime

En raison du durcissement de la ligne politique en Pologne – à la suite des élections à la Diète constituante du mois de janvier 1947 –, apparurent les premières tensions au sein des consulats polonais en France au cours de 1947. Le nouveau gouvernement varsovien, présidé par le socialiste procommuniste Józef Cyrankiewicz, ne poursuivait pas la tradition de l'« unité nationale » incluse dans le nom du gouvernement précédent. Le PSL de Stanisław Mikołajczyk entra dans l'opposition officielle contre le pouvoir dominé par les communistes, bien que le service de sécurité polonais se fût livré à des repréailles à l'encontre de nombreux militants du PSL déjà l'année précédente. La Pologne entra sur la voie de la stalinisation, pour devenir stalinienne en 1948.

192

C'est dans ces circonstances que de nombreux agents diplomatiques et consulaires polonais – qui étaient cadres avant la guerre – furent révoqués. On peut donner l'exemple du consul général à Lille, Andrzej Kuśniewicz, qui fut démissionné en 1949 en raison de son activité dans le service de renseignement « F-2 » pendant les hostilités⁸¹. Au mois de novembre 1947, le communiste Rudolf Larysz fut nommé consul polonais à Strasbourg. Dans le même temps, le consulat de Pologne à Toulouse fut confié à Roman Nowek, et le consulat général de Pologne à Marseille à Tadeusz Łempicki, juriste sans expérience préalable dans la diplomatie et ancien mari de la célèbre peintre Art déco Tamara de Lempicka⁸².

Le début de l'année 1948 fut marqué par la naissance du bloc occidental dans le cadre de la guerre froide. Ce changement profond dans la situation internationale s'accéléra du fait de la création du Kominform à l'Est et de la mise en œuvre du plan Marschall à l'Ouest⁸³.

politique d'après-guerre en Pologne, voir aussi : Witold Zahorski, « Les socialistes français et la république populaire de Pologne. De la méfiance mutuelle à la fin des années 70 », dans Paweł Sękowski (dir.), *Polska – Francja – Europa w XX wieku: szkice z dziejów Polski, Francji i stosunków polsko-francuskich* [Pologne, France, Europe au xx^e siècle. Esquisses de l'histoire de la Pologne, de la France et des relations polono-françaises], Kraków, Wydawnictwo Uniwersytetu Jagiellońskiego, 2015, p. 699-712.

81 Janusz Wróbel, « Działania Ministerstwa Bezpieczeństwa Publicznego », art. cit., p. 226-227. Janusz Wróbel écrit que la révocation du consul A. Kuśniewicz eut lieu en 1948, mais ce dernier signa encore un rapport périodique sur l'activité du consulat général de Pologne à Lille du 17 janvier 1949 et participa en tant que consul général à Lille à une conférence en mars de la même année (A MSZ, série 20, art. 123, consulat général de Pologne à Lille : rapport d'activité pour le 4^e trimestre de 1948, Lille, le 17 janvier 1949, fol. 84 ; A MSZ, série 20, art. 18, protocole de la conférence mensuelle dans le consulat général de Pologne à Lille, tenue le 26 mars 1949, fol. 9).

82 CAD, Pologne, art. 5, note : direction de protocole du MAE à la direction d'Europe du MAE, Paris, le 20 novembre 1947, fol. 57 ; *ibid.*, note : direction du protocole du MAE à la direction d'Europe du MAE, Paris, le 22 novembre 1947, fol. 59 ; *ibid.*, note : direction du protocole du MAE à la direction d'Europe du MAE, Paris, le 25 novembre 1947, fol. 64.

83 Dariusz Jarosz et Maria Pasztor, *Conflits brûlants de la guerre froide*, op. cit., p. 120.

La participation active de nombreux mineurs polonais en France aux grèves de l'automne 1947 contribua au durcissement de la politique française envers les immigrés polonais en France et les associations d'obédience communiste, d'autant plus que le Comité polonais d'aide aux grévistes de France, qui avait soutenu les grèves des ouvriers français en organisant par exemple une quête en faveur des grévistes français, avait été créé à Varsovie et regroupait les institutions et les associations représentatives pour le régime de la Pologne populaire⁸⁴. Les services secrets français commencèrent à surveiller les institutions polonaises et leurs employés en France⁸⁵. Dans un rapport de la Direction de la surveillance du territoire (DST) datant probablement de la fin 1947, on apprend que parmi les employés de l'ambassade de Pologne à Paris et des consulats polonais en France se trouvaient des agents des services secrets polonais. De même, de prétendus agents des services secrets se seraient glissés dans les organigrammes de la Mission économique polonaise, de l'appareil de la CRP, de la presse polonaise d'obédience varsoivienne, de la PKO, de l'agence de voyages Orbis, du CNPF, de la section française du PPR, de l'Union de la jeunesse polonaise « Grunwald », de l'Association de l'université ouvrière TUR, de l'Union des éclaireurs polonais en France d'obédience communiste ou encore de plusieurs associations de Juifs polonais⁸⁶.

L'ambassadeur Jerzy Putrament informa, dans un rapport daté du 16 février 1948, le ministre polonais des Affaires étrangères, Zygmunt Modzelewski, que la police française était entrée en possession de documents prouvant que de nombreuses associations polonaises à caractère « démocratique » (c'est-à-dire relevant du gouvernement de Varsovie) étaient subventionnées « à un degré assez élevé » par l'ambassade de Pologne à Paris. Selon Putrament, le ministre français des Affaires étrangères, Georges Bidault, désirait neutraliser l'activité des immigrés polonais avant le début des grèves prévues en France pour le mois de mars de la même année⁸⁷.

L'ambassade de Pologne à Paris protesta contre des mesures prises à l'encontre des militants de la vie associative de la communauté polonaise en France (surveillance permanente, interventions policières dans le fonctionnement

84 *Ibid.*, p. 346.

85 CAD, cabinet du ministre, cabinet de G. Bidault 1944-1948, art. 55, document intitulé « Services spéciaux polonais en France avec liste des organismes officiels et officieux camouflant les SR » [services de renseignements polonais], [Paris, 1947], cité dans Dariusz Jarosz et Maria Pasztor, *Conflits brûlants de la guerre froide*, op. cit., p. 121. Par ailleurs, cette pratique des services secrets français envers les immigrés en France n'était pas nouvelle. Voir la monographie de l'ensemble des activités des services spéciaux français pendant l'entre-deux-guerres : Olivier Forcade, *La République secrète. Histoire des services spéciaux français de 1918 à 1939*, Paris, Nouveau Monde, 2008.

86 Dariusz Jarosz et Maria Pasztor, *Conflits brûlants de la guerre froide*, op. cit., p. 121.

87 *Ibid.*, p. 126-127.

des associations polonaises liées à l'ambassade, convocations de leurs militants aux préfetures, etc.), et se montra surtout très critique envers les expulsions des grévistes polonais ayant participé à la grève générale des mineurs de l'automne 1948⁸⁸.

Les relations diplomatiques franco-polonaises empirèrent lorsque le Quai d'Orsay n'accepta pas de donner l'autorisation à Aleksander Bodak, nommé par le MSZ polonais au poste du consul de Pologne à Toulouse, de remplir sa mission en France⁸⁹. La même décision fut prise (officiellement le 24 janvier 1949) à l'égard de Jan Sukiennik, nommé consul général de Pologne à Paris et qui gérait déjà ce consulat général depuis le début de 1948. Sukiennik avait été particulièrement actif dans l'action de rapatriement des travailleurs polonais⁹⁰.

Bientôt, une véritable « guerre des visas » franco-polonaise éclata. Les Français estimèrent que l'ambassade de Pologne à Paris et les consulats polonais en France comptaient trop d'employés par rapport à l'effectif français analogue en Pologne. En février 1949, le réseau diplomatique et consulaire polonais employait 43 agents de carrière et 184 fonctionnaires auxiliaires en France, tandis que l'État français ne disposait en Pologne que de 19 agents de carrière et de 26 fonctionnaires auxiliaires⁹¹.

Les tensions franco-polonaises contribuèrent au refus français de signer un nouvel accord sur le rapatriement des travailleurs polonais pour l'année 1949. La qualité de ces relations fut fortement critiquée par le ministre Zymunt Modzelewski lors de son discours à la Diète polonaise du 31 mars 1949. Déjà, le 9 mars de la même année, la Diète polonaise avait exprimé sa crainte que les incidents récents puissent peser de manière négative sur les relations polono-françaises⁹².

88 BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 3, rapport n° 10 sur la situation dans le domaine du travail et de la protection sociale en France entre le 1^{er} octobre 1948 et le 31 janvier 1949, p. 11. Sur la participation des Polonais à la grève générale de l'automne 1948, voir le chapitre 9, « La vie associative des immigrés polonais en France ».

89 CAD, Pologne, art. 6, lettre : préfet du Tarn au ministère de l'Intérieur, sous-direction des étrangers et des passeports, Albi, le 7 juillet 1948, fol. 218 ; A MSZ, série 6, art. 985, lettre : Jerzy Putrament, ambassadeur de Pologne à Paris à Stefan Wierbłowski, secrétaire général du MSZ, Paris, le 26 octobre 1948, fol. 2 ; *ibid.*, compte-rendu de l'entretien de Przemysław Ogrodziński, conseiller de l'ambassade de Pologne avec Georges Gueyraud, chef de la sous-direction d'Europe orientale du MAE, [Paris], le 25 octobre 1948, fol. 4-5 ; CAD, Pologne, art. 5, notices biographiques de consuls de Pologne en France récemment nommés : Jean Baelen, ambassadeur de France à Varsovie au MAE, [Varsovie], le 7 janvier 1948, fol. 75, 77.

90 Dariusz Jarosz et Maria Pasztor, *Conflits brûlants de la guerre froide*, op. cit., p. 130-131.

91 *Ibid.*, p. 132.

92 BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 4/1, rapport n° 11 sur la situation et l'activité dans le domaine du travail et de la protection sociale entre le 1^{er} février et le 31 octobre 1949, p. 8. Voir aussi Dariusz Jarosz et Maria Pasztor, *Conflits brûlants de la guerre froide*, op. cit., p. 134-135.

La fin de la période étudiée dans ce livre fut marquée par l'apogée de la crise des relations franco-polonaises, ceci étant directement lié à la grève générale des mineurs en France du 4 octobre 1949 et qui avait reçu le soutien des autorités de la Pologne populaire. En outre, les autorités polonaises entamèrent une véritable campagne contre plusieurs fonctionnaires français en Pologne, en les accusant d'être des espions⁹³.

Par mesure de rétorsion, le 23 novembre 1949, les autorités françaises perquisitionnèrent les locaux d'associations liées à l'ambassade de Pologne. Des militants communistes polonais présents sur le territoire français furent arrêtés. Parmi les personnes interpellées se trouvaient, entre autres, le vice-consul polonais à Lille, Józef Szczerbiński, deux employés de l'ambassade de Pologne à Paris, deux fonctionnaires du consulat général de Pologne à Marseille et le lieutenant Edward Myszkowski, membre du service de l'attaché militaire polonais. Le 23 novembre 1949, l'ambassadeur Jerzy Putrament déposa au Quai d'Orsay une note de protestation contre l'interpellation du lieutenant Myszkowski⁹⁴. Toutes les personnes arrêtées par les autorités françaises furent libérées, excepté le vice-consul Szczerbiński qui avait pourtant eu droit à un avocat et qui jouissait de tous les droits garantis par la procédure judiciaire française, en attendant l'accusation formelle d'espionnage⁹⁵. Dans le même temps, 52 ressortissants polonais devaient être expulsés du territoire français⁹⁶ et, au cours du mois de décembre 1949, les autorités françaises expulsèrent 83 Polonais supplémentaires⁹⁷. À la fin des années 1940, les relations diplomatiques entre la France et la Pologne se trouvaient dans la pire situation jamais expérimentée.

L'« EXOPOLITIE » POLONAISE EN FRANCE APRÈS LA PERTE DE LA RECONNAISSANCE FRANÇAISE PAR LE GOUVERNEMENT POLONAIS DE LONDRES

La reconnaissance par la France du gouvernement provisoire d'unité nationale de Varsovie, le 29 juin 1945, changea profondément la situation du réseau diplomatique polonais dans l'Hexagone. Tous les employés de l'ambassade, y compris l'ambassadeur Morawski, ainsi que tous les consulats et agences consulaires perdirent leur légitimité aux yeux des autorités françaises.

93 Yvonne Bassaler, Étienne Decaux, André-Simon Robineau notamment. Voir : *ibid.*, p. 196-227.

94 *Ibid.*, p. 229-230.

95 *Ibid.*, p. 235.

96 *Ibid.*, p. 241.

97 Edmond Gogolewski, « L'enseignement élémentaire du polonais en France après la seconde guerre mondiale », dans *id.* (dir.), *Les Ouvriers polonais en France, op. cit.*, p. 187 ; *id.*, *Szkolnictwo polskie we Francji, 1833-1990*, Wrocław, Towarzystwo Przyjaciół Polonistyki Wrocławskiej, 1998, p. 138.

Le 30 juin au matin se tint une réunion entre le chef de la sous-direction de l'Europe orientale du MAE et M. Wiesław Dąbrowski, conseiller de l'ambassade de Pologne. On décida que l'ensemble des activités de l'ambassade et des consulats cesserait dès ce jour. Les diplomates et les consuls polonais obtinrent un délai d'une semaine (jusqu'au 7 juillet, 13 heures) pour ranger toutes leurs affaires personnelles et clôturer leurs dossiers. La gestion des immeubles de l'ambassade et du consulat général à Paris, des consulats généraux à Lille et à Marseille, des consulats à Lyon, Toulouse et Strasbourg (Bar-le-Duc), et des agences consulaires à Nice, Montluçon, Périgueux, Limoges, Bordeaux, Alès, Charleville-Mézières, Rennes, Nancy et Metz, devait être transmise aux mains du MAE, des commissaires de la République et des préfets ou de leurs délégués. On admit néanmoins que les anciens diplomates pourraient « [continuer] à bénéficier des privilèges et immunités diplomatiques pendant un certain temps », sans plus de précisions. Les fonctionnaires consulaires pourraient recevoir des cartes de travail, sans contrat de travail préalablement signé. Le cas des Forces armées polonaises en France était délicat, et il fut admis que la décision définitive les concernant ne serait prise qu'après les négociations avec les autorités militaires interalliées (SHAEF). M. Dąbrowski se prononça pour le maintien de la revue *Sztandar Polski* [L'Étendard polonais], avançant qu'elle pourrait être l'organe des ressortissants polonais qui souhaiteraient rester en France et défendre des intérêts profrançais à l'ère de la propagande varsovienne du rapatriement massif⁹⁸.

Les plus importants fonctionnaires polonais de l'« ancien régime » à perdre leur poste à la suite de la décision des autorités françaises du 29 juin étaient l'ambassadeur Kajetan Morawski, le ministre plénipotentiaire et conseiller à l'ambassade (il fut aussi ancien commandant en chef de la Résistance polonaise en France, fidèle au gouvernement de Londres pendant la seconde guerre mondiale) Aleksander Kawałkowski, et le conseiller aux affaires sociales Mieczysław Biesiekiński, ainsi que tous les consuls et agents consulaires.

Les diplomates polonais du gouvernement de Londres reçurent jusqu'au mois de juillet 1945 des prestations de la part du Fonds de l'aide confraternelle des employés du corps étranger polonais. Cette aide cessa après que la France eut cessé de reconnaître le gouvernement en exil⁹⁹.

Cette décision des autorités françaises ne signifiait pas que tous les contacts entre le Quai d'Orsay et les diplomates du gouvernement polonais de Londres avaient été rompus. Le Premier ministre polonais en exil, Tomasz

98 CAD, Pologne, art. 4, note : direction d'Europe du MAE pour Jean Chauvel, Paris, le 30 juin 1945.

99 BPP, fonds K. Czerny-Szwarcenberg, art. prov. 1, lettre privée : K. Czerny-Szwarcenberg à Jeanne Deray, La Monta (Isère), le 21 juillet 1945.

Arciszewski, informa même très rapidement ses ministres que les « relations semi-officielles n'avaient non seulement pas été rompues mais s'étaient encore plus resserrées¹⁰⁰ ». Le MAE accepta qu'un certain nombre d'agents de carrière de l'ambassade et des consulats polonais en France du gouvernement polonais de Londres puissent conserver leur passeport diplomatique et l'immunité qui y était attachée durant un certain temps.

L'ancien ambassadeur Morawski fut, de fait, considéré comme le porte-voix légitime des Polonais anticommunistes et le représentant du gouvernement polonais de Londres¹⁰¹. Sur décision de la direction d'Europe du MAE Morawski conserva tous ses privilèges diplomatiques. Les conversations fréquentes entre l'ancien ambassadeur et des membres de la direction de l'Europe du MAE portaient sur la situation des immigrés polonais en France, l'évolution de la situation politique intérieure en Pologne et l'aide aux réfugiés. L'ancien ambassadeur pouvait fournir des mémorandums et d'autres dossiers sur la situation des Polonais en France et servir d'intermédiaire pour les organisations polonaises représentant les immigrés polonais¹⁰². Son statut exceptionnel d'ambassadeur des « Polonais libres » lui fut accordé jusqu'en 1969, année où son état de santé s'aggrava¹⁰³.

Kajetan Morawski écrivit dans ses mémoires qu'au moment décisif où la France se décidait à reconnaître le gouvernement provisoire d'unité nationale de Varsovie, un homme politique français important et qui avait occupé des fonctions élevées au sein de la Résistance lui avait suggéré de conserver son poste d'ambassadeur, même si le gouvernement polonais devait changer. L'ambassadeur Morawski se souvint avoir répondu cette seule phrase : « Si je dois choisir entre l'exemple que la France combattante donna pendant la guerre et les conseils qu'elle donne aujourd'hui, je choisis la première option¹⁰⁴. »

Bien sûr, ces contacts restèrent secrets dans la mesure où les rapports entre le Quai d'Orsay et les militants de ce que le sociologue Stéphane Dufoix nomme « l'exopolitie » – c'est-à-dire l'espace politique des exilés – remettaient en cause les relations diplomatiques avec un gouvernement officiellement reconnu par la France¹⁰⁵. Une erreur se produisit toutefois dans cette mécanique de l'ombre pourtant bien huilée : une lettre du MAE adressée à « Monsieur l'Ambassadeur » Kajetan Morawski fut malencontreusement envoyée à l'ambassade de Pologne à

100 Protocole de la réunion du Conseil des ministres du 6 août 1945, dans *Protokoły posiedzeń Rady Ministrów Rzeczypospolitej Polskiej*, éd. cit., t. VIII, p. 664.

101 Stéphane Dufoix, *Politiques d'exil. Hongrois, Polonais et Tchécoslovaques en France après 1945*, Paris, PUF, 2002, p. 93.

102 *Ibid.*, p. 95.

103 Jerzy Marek Nowakowski, « O Kajetanie Morawskim », art. cit., p. 8.

104 Cité d'après Kajetan Morawski, *Tamten brzeg*, éd. cit., p. 197-198 (trad. Paweł Sekowski).

105 Stéphane Dufoix, *Politiques d'exil*, op. cit., p. 28, 92.

Paris, ce qui provoqua une querelle diplomatique entre les deux États qui dura plusieurs semaines¹⁰⁶.

Malgré le changement radical de la situation politique des représentants du gouvernement en exil, les autorités polonaises de Londres ne rayèrent pas l'idée de maintenir des rapports directs avec le Quai d'Orsay. Le Premier ministre en exil, Tomasz Arciszewski, lança l'idée de la formation d'un « service des affaires polonaises » auprès du MAE¹⁰⁷. M. Mieczyslaw Biesiekierski, responsable de l'action sociale envers les Polonais en France du gouvernement en exil, annonça au Premier ministre au mois d'octobre 1945 qu'il restait en contact avec le Bureau de la main-d'œuvre étrangère du ministère du Travail, avec le Service des étrangers du ministère de l'Intérieur et avec le Bureau des affaires juridiques et consulaires du MAE. M. Biesiekierski était conseiller informel quant à la question des Polonais ne reconnaissant pas l'autorité du gouvernement de Varsovie¹⁰⁸. Entre septembre 1944 et la fin de juin 1945, il occupa le poste de conseiller aux affaires sociales auprès de l'ambassade de Pologne à Paris, devenant ainsi l'un de plus proches collaborateurs de l'ambassadeur Kajetan Morawski. Il était aussi, par cumul des fonctions, jusqu'à la fin du mois de mars 1945, délégué du ministère du Travail polonais pour la France. Après que les Français eurent décidé de ne plus reconnaître le gouvernement polonais de Londres, Biesiekierski resta le collaborateur de M. Morawski jusqu'en 1950 en qualité de diplomate informel du gouvernement de Londres en France¹⁰⁹.

La connaissance détaillée de M. Biesiekierski en matière de politique française qui ressort de ses différents rapports destinés aux autorités de Londres prouve que celui-ci devait avoir accès à certains cabinets français. Au mois de septembre 1946, il se vit même proposer de remplir la fonction de délégué du gouvernement polonais en exil pour la liaison avec la Pologne, poste qu'il refusa¹¹⁰.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 96.

¹⁰⁷ BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 1, deux lettres de Tomasz Arciszewski, Premier ministre du gouvernement polonais de Londres à M. Biesiekierski, conseiller de l'ambassadeur de Pologne [du gouvernement de Londres] à Paris, Londres, [après le 29 juin 1945].

¹⁰⁸ BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 4/1, rapport sur la situation dans le domaine du travail et de la protection sociale en France : M. Biesiekierski au Premier ministre du gouvernement polonais à Londres, [Paris], le 15 octobre 1945, p. 2.

¹⁰⁹ BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 1, papiers de M. Biesiekierski (nominations, certificats, attestations, 191-1944), fol. 1-102 ; BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 4/1, règlement intérieur du département de la protection sociale de la CRP en France, [avant le mois d'avril 1945] ; BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 22, notice sur le parcours professionnel de M. Biesiekierski en France, [s.l.], 1974.

¹¹⁰ BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 1, deux lettres du gouvernement de la république de Pologne à Londres à M. Biesiekierski, Londres, le 5 septembre et le 24 octobre 1946, fol. 122, 124.

Malgré la nouvelle situation politique, les anciens consuls et employés consulaires continuèrent d'écrire à l'ambassadeur Morawski des rapports sur la situation des Polonais dépendant de leurs anciennes circonscriptions. Les copies de ces rapports furent envoyées au ministre plénipotentiaire du gouvernement polonais en exil pour la France, Aleksander Kawałkowski¹¹¹.

La cohésion du camp des Polonais fidèles au gouvernement en exil fut fort affaiblie par la « crise présidentielle » de l'année 1947. Au mois de juin 1947 en effet, le président de la république de Pologne en exil, Władysław Raczkiewicz, gravement malade, désigna pour successeur son proche collaborateur et chef de sa Chancellerie civile (Kancelaria Cywilna Prezydenta RP) August Zaleski, qui appartenait par ailleurs au courant politique de la *sanacja*. Il s'agissait là d'un véritable revirement car trois ans plus tôt le président avait désigné – comme la Constitution polonaise de 1935 le prévoyait – pour lui succéder le chef des socialistes et Premier ministre du gouvernement polonais en exil d'alors, Tomasz Arciszewski. Une grande partie de l'exopolitie polonaise, tant à Londres que sur le continent, ne reconnut pas cette décision tardive du président Raczkiewicz – qui mourut le même mois –, et avança que la Constitution ne lui donnait pas la possibilité de revenir sur sa décision. Ce fut le Parti socialiste polonais (Polska Partia Socjalistyczna, PPS) qui mit le plus en doute la légitimité du nouveau président Zaleski, bien que reconnaissant toujours le gouvernement en exil. C'est pourquoi l'Union centrale des Polonais en France se trouva très divisée sur ce point, ses dirigeants – majoritairement socialistes – ne reconnaissant plus dorénavant l'autorité du président de la république de Pologne.

À la fin du mois de juin 1947, les groupements de l'exopolitie polonaise contestant le choix d'August Zaleski constituèrent à l'initiative des socialistes la « Concentration démocratique » (Koncentracja Demokratyczna). Un mois plus tard, le président Zaleski démit le Premier ministre Arciszewski et nomma à cette fonction le général Tadeusz Bór-Komorowski, membre du courant de la *sanacja* et commandant en chef suprême de l'armée polonaise en son siège de Londres pendant l'insurrection de Varsovie de 1944. Le comte Adam Tarnowski resta toutefois ministre des Affaires étrangères et le ministre de la

111 Dans le fonds A. Kawałkowski de la BPP se trouvent les revues de la presse française parue dans l'Est de la France et une copie du rapport de l'ancien consul polonais à Bar-le-Duc (Strasbourg), Tadeusz Nagórny, sur la situation des Polonais dans l'Est de la France pour la période comprise entre le 1^{er} juin et le 31 août 1946 ; les copies des rapports de l'ancien consul polonais à Toulouse, Roman Wodzicki, sur la situation des Polonais dans le Sud-Ouest de la France pour la période comprise entre le 1^{er} avril et le 25 juillet 1946 ; copies des rapports de M. Leonard Tadeusz Mazur sur la situation des Polonais dans la région de Marseille entre le 4 août et le 7 septembre 1946 ; copie du rapport sur les Polonais dans la région lyonnaise entre le 15 avril et le 15 juin 1946 ; un rapport sur la fête nationale polonaise du 3 mai et de la préparation du « référendum populaire » à Lille daté du 18 juin 1946. Voir : BPP, BPP 1171, fiches non paginées.

Défense nationale, le général Marian Kukiel, fut également maintenu dans ces fonctions¹¹².

200 M. Stanisław Mikołajczyk, leader du Parti paysan polonais (PSL) – jusque-là seul parti légal d'opposition contre le gouvernement communiste en Pologne – ayant fui la Pologne à la fin du mois d'octobre 1947, un nouveau mouvement politique vint grossir le champ de l'exopolitie polonaise en France. Le mouvement paysan cessa en effet de reconnaître le gouvernement de Varsovie, sans reconnaître pour autant le gouvernement en exil. Celui-ci, affirmaient-ils, ne représentait pas la totalité des courants politiques anticommunistes polonais émigrés et ils se prononcèrent pour la création d'un nouveau pôle de l'émigration politique. Le délégué de Mikołajczyk pour la France, le professeur Stanisław Kot, aurait entretenu en 1949 des contacts avec le MAE, notamment avec la direction générale des conventions administratives et sociales et son directeur Raymond Bousquet. Stanisław Kot essaya en effet d'obtenir du Quai d'Orsay une aide pour son projet de création d'un Bureau central de la protection sociale à Paris et d'un réseau des bureaux régionaux émanant de cet organisme, et prévoyait que ce Bureau s'occuperait des réfugiés polonais, en coopération avec l'Organisation internationale pour les réfugiés¹¹³. Ainsi Stanisław Kot prépara-t-il plusieurs rapports sur la situation en Europe centrale pour la direction d'Europe du MAE, notamment le rapport intitulé « Au sujet de l'immigration d'ouvriers polonais », compte-rendu de son entretien avec un Polonais venu d'un camp dans la zone britannique d'occupation en Allemagne¹¹⁴. Installé dans un appartement de l'hôtel de Malte, rue de Richelieu, le professeur Kot conserva tous ses privilèges diplomatiques en qualité d'ancien ambassadeur de Pologne populaire à Rome.

En effet, le professeur Kot, qui devint à partir de décembre 1948 le délégué de Stanisław Mikołajczyk pour l'Europe de l'Ouest, revendiquait la même chose que les diplomates du gouvernement polonais de Londres : la protection des intérêts des réfugiés polonais se trouvant en France et le concours pour l'idée de l'immigration des personnes déplacées polonaises d'Allemagne pour la France, tâches qui seraient effectuées sous l'égide de l'Organisation internationale pour les réfugiés.

L'opposition aux autorités polonaises de Londres au sein de l'exopolitie devint plus forte encore lorsque le PPS et le Parti du travail formèrent, avec le PSL

112 Anna Siwik, *Polska Partia Socjalistyczna na emigracji w latach 1945-1956* [Le Parti socialiste polonais en exil dans les années 1945-1956], Kraków, Księgarnia Akademicka, 1998, p. 38.

113 BPP, fonds Stanisław Kot, art. prov. Kot 11, deux lettres de S. Kot à la direction générale des conventions administratives et sociales du MAE, Paris, les 13 et 18 janvier 1949.

114 *Ibid.*, rapport sur l'immigration des ouvriers polonais – note d'un entretien avec M. « F.K.D.P. », arrivé récemment du camp Marx, Wittmund, Allemagne, Paris, le 2 avril 1949.

de Stanisław Mikołajczyk, une nouvelle structure de consultation entre partis de l'exoplitie polonaise : l'Entente des partis démocratiques (Porozumienie Stronnictw Demokratycznych)¹¹⁵. La collaboration avec Mikołajczyk, qui ne reconnaissait pas l'autorité du gouvernement en exil depuis plusieurs années, acta le changement dans les lignes de failles au sein du courant anticommuniste en exil, existant depuis la seconde moitié de l'année 1945.

L'autorité du gouvernement polonais en exil se trouva davantage fragilisée lorsqu'en avril 1949 Tadeusz Tomaszewski remplaça le général Komorowski au poste de Premier ministre. Tomaszewski, ex-membre du PPS (jusqu'à la « crise présidentielle » de 1947 où il choisit la loyauté envers les autorités d'État en exil), ne put créer son gouvernement qu'avec quatre ministres, dont aucun n'était issu des principaux partis politiques de l'exoplitie¹¹⁶.

À la fin des années 1940, le partage de l'exoplitie polonaise en trois courants concurrents était acté et la légitimité et l'influence des autorités polonaises en exil avaient atteint le plus bas niveau de leur histoire :

- le président de la république de Pologne et le gouvernement en exil, dominés par les gens de l'ancien camp de la *sanacja* ;
- le Conseil politique (Rada Polityczna), créé en décembre 1949 et composé des PPS, Parti national (Stronnictwo Narodowe) et du mouvement « Indépendance et Démocratie » – groupements reconnaissant la légitimité du gouvernement polonais en exil après le mois de juin 1945 mais ne reconnaissant en revanche pas sa composition ni la personne du président de la République ;
- l'Entente des partis démocratiques, composé du PSL, du Parti du travail et du Parti démocratique – groupements ne reconnaissant pas l'autorité du gouvernement polonais en exil ni le président de la République en exil.

Il faut toutefois constater qu'après 1947, le gouvernement polonais en exil n'exerçait plus aucune influence réelle sur la vie de la communauté polonaise installée en France depuis l'entre-deux-guerres.

La position des représentants « intransigeants » vis-à-vis des autorités françaises et des militants du courant de Stanisław Mikołajczyk se renforça visiblement pendant les années 1948-1949, période de grande tension dans les rapports entre la France et la Pologne populaire. Leur rôle diminua en 1950, à l'occasion d'un apaisement des relations franco-polonaises.

¹¹⁵ Anna Siwik, *Polska Partia Socjalistyczna na emigracji w latach 1945-1956*, op. cit., p. 51.

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 56.

CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE

Au lendemain de la Libération, les immigrés polonais de France étaient toujours pour la plupart des ressortissants polonais, ce qui explique l'intérêt qu'ils représentaient aux yeux de l'État polonais. Le conflit politique entre les deux gouvernements polonais en concurrence – celui créé sur le territoire polonais libéré par l'Armée rouge et dirigé par les communistes et celui qui se trouvait en exil à Londres, que la France cessa de reconnaître officiellement à la fin du mois de juin 1945¹ – créait un contexte particulier. Ce conflit influençait aussi l'activité des représentants de deux gouvernements polonais en France.

La communauté polonaise en France constituait, dans les années 1940, la cible importante, sinon majeure, de cette rivalité. Les Polonais pouvaient en effet choisir d'adhérer librement à l'un ou l'autre courant. Cette rivalité n'était cependant pas l'enjeu principal aux yeux des ressortissants polonais en France. Les influences proprement dites de l'un ou l'autre gouvernement polonais ou de leurs représentants au sein de la communauté polonaise fixée en France n'étaient que secondaires.

Pourtant, cette question des gouvernements et des courants politiques en concurrence – qui pouvait à première vue ne concerner que la politique intérieure de la Pologne – eut des répercussions dans la relation que la France entretenait avec la Pologne. La conscience que pouvaient avoir les immigrés et leurs enfants élevés en France de leur appartenance nationale représentait un enjeu majeur dans ces relations franco-polonaises.

Dans la dernière partie de ce livre, nous étudierons l'évolution, au lendemain de la seconde guerre mondiale, de l'enseignement polonais dispensé aux enfants des travailleurs immigrés, de l'activité du clergé polonais au sein de la communauté polonaise en France et de la vie associative des immigrés polonais en France, trois facteurs ayant contribué au « maintien de la polonité » de la communauté polonaise en France durant l'entre-deux-guerres.

1 Mais qui continua ses activités à partir de la Grande-Bretagne jusqu'en 1990 !

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

Archives

I. Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine

Série AJ 43 : archives de l'Organisation internationale pour les réfugiés :

- art. 311 : assistance aux Polonais ayant appartenu aux forces alliées réfugiées en France et aux étudiants réfugiés, 1948-1951

Série AJ 80 : Commissariat général du Plan de modernisation et d'équipement :

- art. 15 : archives de Monsieur Bou : production végétale, 1946-1947

Série BB 30 : ministère de la Justice :

- art. 1741 : Inspection générale des services judiciaires, 1944-1947

Série F 1 : ministère de l'Intérieur :

- F 1^a 3303 : X-B 18 : Polonais : camps de La Courtine, Lusignan, Couiza ; consulats polonais, novembre 1944 - septembre 1945 ;
- F 1^a 3345-3346 : situations des étrangers en France, 1944-1947 ;
- F 1^a 3364 : I-H : étrangers en France, 1946.

Série F 7 : police générale :

- art. 15589 : mélanges, entre autres Polonais en France, mai 1946 ; réfugiés israéliens en France, juin 1950 ; réfugiés de l'Europe centrale, mai 1950 ;
- art. 16102 : séjours des étrangers prisonniers et résistants, 1944-1945.

Série F 9 : affaires militaires (y compris le ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés) :

- art. 3840 : centres de réfugiés polonais, 1945-1948.

Fonds 552 AP : fonds Vincent Auriol :

- art. 64 : notes sur les diplomates polonais, renseignements généraux sur les Polonais en France, 1947 (entre autres).

Fonds 577 AP : fonds Georges Mauco :

- art. 5 : documents sur les étrangers en France, 1945-1949.

II. Centre des archives diplomatiques, La Courneuve

Série Europe 1945-1960, sous-série Pologne :

- art. 4-5 : corps diplomatique et consulaire polonais en France. Attachés militaires, navals, de l'air et missions militaires. Correspondance à propos des Bureaux d'administration des Polonais, 1944-1949 ;
- art. 6 : représentants diplomatiques et consulaires du gouvernement polonais de Londres, 1945-1948 ;
- art. 30 : armée polonaise de l'extérieur, 1944-1949 ;
- art. 31 : militaires polonais en France, 1945-1948 ;
- art. 59 : France-Pologne, 1944-1946 ;
- art. 84-85 : Polonais en France – dossier général, 1944-1949 ;
- art. 86 : associations polonaises en France, 1944-1949 ;
- art. 87 : main-d'œuvre polonaise, 1944-1949.

398

III. Archives nationales du monde du travail, Roubaix

Compagnie des mines de Vicoigne-Nœux (Pas-de-Calais) :

- 19940511852 : enquêtes sur les travailleurs français et étrangers, 1939-1946.

Compagnie des mines d'Ostricourt (Nord) :

- 19940570043 : « La situation des Houillères nationalisées », conférence de M. Duguet, Charbonnages de France, le 30 mai 1947, 16 p.

IV. Archives départementales du Nord, Lille

Série 27W : commissariat régional de la République :

- 38328/24 : Polonais, 1944-1946 ;
- 38328/31 : Parti communiste et propagande anticommuniste, 1944-1946 ;
- 38345/1 : rapports des commissaires des renseignements généraux sur l'activité des étrangers, 1944-1945 ;
- 38345/2 : statuts administratifs et affaires se rapportant à des groupes ethniques ; affaires se rapportant au Comité d'action et de défense des immigrés (CADI) ; centre d'hébergement des étrangers ; recensement des étrangers internés maintenus en France ou expulsés, 1944-1946 ;
- 38345/3 : listes des étrangers internés et détenus, 1946 ;
- 38347/1 : activités des Polonais : associations, mineurs recrutés pour l'armée polonaise, Polonais ayant opté pour la Russie, 1945 ;
- 38347/2 : rapports sur l'attitude des Polonais et des Tchèques en France ; activité des associations polonaises, 1944-1946 ;
- 38474/6 : Affaires diverses concernant les consulats, entre autres : Pologne, 1944-1945.

V. Archives de la préfecture de police de Paris

Série B – cabinet du préfet de police, sous-série BA – rapports et renseignements adressés au cabinet du préfet (1869-1970) :

- BA 2186: Pologne, ambassade et consulat général à Paris;
- BA 2187: Pologne, affaires diverses;
- BA 2388: Pologne, colonies polonaises.

VI. Centre des archives économiques et financières, Savigny-le-Temple

- B 33. 773 / F³⁰ 3216: accords militaires franco-polonais, 1939-1940.

VII. La Contemporaine, Nanterre

- O pièce 26364: *La Pologne en lutte 1939-1945-1949*, [brochure], Paris, Comité d'entente de l'Association des Polonais libres, 1949, 63 p;
- O pièce 27302: *Statut de l'Union centrale des Polonais en France avec les règlements des comités régionaux et des comités locaux qui font partie intégrante de l'Union*, [brochure], Paris, 1945, 16 p;
- Q pièce 7492: Frédéric Joliot-Curie, *Pour la défense de l'immigration démocratique polonaise en France*, [brochure], Paris, L'Amitié franco-polonaise, le 29 novembre 1949, 2 p.

VIII. Bibliothèque nationale de France

- 4-WZ-6441: *Association des ingénieurs et techniciens polonais en France – 50 ans*, [brochure], juin 1969.

IX. Société historique et littéraire polonaise / Bibliothèque polonaise de Paris

Fonds Rosa Bailly née Dufour :

- vers. 2845/1-2 : correspondance, 1945-1946.

Fonds Mieczysław Biesiekierski :

- art. prov. 1 : documents biographiques, 1919-1974.
- art. prov. 3 : matériaux pour l'activité au sein de la Croix-Rouge polonaise (CRP) en France et de la Relief Society for Poles (RSFP), 1944-1951;
- art. prov. 4/1 : matériaux pour l'activité en tant que conseiller aux affaires du travail et de la protection sociale auprès de l'ambassade de Pologne à Paris et en tant que délégué du ministère du Travail et de la Protection sociale, correspondance, 1944-1949;
- art. prov. 5 : matériaux pour la campagne de réinstallation des Polonais en France, 1946-1948.

Fonds Kazimierz Czerny-Szwarcenberg :

- art. prov. 1 : correspondance, 1939-1946.

Fonds Józef Jakubowski :

- art. prov. 10 : rapports sur l'activité du Groupement d'assistance aux Polonais en France (Towarzystwo Opieki nad Polakami we Francji), 1941-1944 ;
- art. prov. 13 : matériaux sur les réunions du comité directeur de la CRP en France, 1944-1945 ;
- art. prov. 16 : questions de la protection dans des centres d'accueil, 1944-1945 ;
- art. prov. 17 : activité de la CRP en France dans le contexte du changement de la situation politique, 1944-1945 ;
- art. prov. 18 : matériaux concernant l'aide aux anciens prisonniers et détenus et aux Juifs polonais, 1943-1946 ;
- art. prov. 19 : affaires du service de l'emploi et du service de l'éducation de la CRP en France, 1944-1945 ;
- art. prov. 22 : rapports sur l'histoire et l'activité de la CRP en France, 1941-1945 ;
- art. prov. 23 : matériaux de l'assemblée des délégués régionaux de la CRP en France ;
- art. prov. 25 : correspondance concernant la CRP en France, 1944-1945 ;
- art. prov. 30 : activité de la branche française de la RSFP : Société de secours aux Polonais (Towarzystwo Pomocy Polakom), 1947-1950 ;
- art. prov. 33 : rapports sur l'activité de la RSFP, 1947-1949 ;
- art. prov. 34 : correspondance de la RSFP, 1946-1950 ;
- art. prov. 35 : matériaux des divers organismes dans le cadre de la RSFP, 1947-1955 ;
- art. prov. 42 : *varia*, concernant entre autres l'Organisation polonaise de lutte pour l'indépendance (Polska Organizacja Walki o Niepodległość, POWN), 1945-1983.

Fonds Aleksander Kawałkowski :

- BPP 1165 : rapports et mémoires concernant la POWN ;
- BPP 1168 : matériaux concernant la liquidation de la POWN et les affaires des combattants ;
- BPP 1169 : matériaux pour l'activité diplomatique de Kawałkowski, 1944-1948 ;
- BPP 1170 : rapports et mémoranda sur la situation intérieure en France, 1944-1947, entre autres : rapport sur la situation de l'immigration polonaise en France du mois de décembre 1944 ;
- BPP 1171 : rapports sur la situation intérieure en France et sur l'immigration polonaise, 1944-1946 ;
- BPP 1172 : matériaux concernant les associations polonaises à l'étranger, 1945-1946 ;
- BPP 1201/II : périodiques et brochures du fonds privé.

Fonds Stanisław Kot :

- KOT 11 : matériaux pour l'activité politique de Kot dans le Parti paysan polonais en exil (Polskie Stronnictwo Ludowe, PSL) dans les années 1947-1954.

Fonds Kajetan Morawski :

- art. prov. 6/I : rapports pour le ministère des Affaires étrangères du gouvernement polonais à Londres (MSZ), 1941-1953 ;

- art. prov. 19/I : matériaux concernant la Bibliothèque polonaise et la Société historique et littéraire polonaise, 1929-1954.

Fonds Tadeusz Parczewski :

- art. prov. 1/I-II : émigration polonaise en France : Organisations politiques. Organisations sociales, 1945-1960;
- art. prov. 5 : Mouvement polonais pour la Liberté « Indépendance et démocratie » (*Polski Ruch Wolnościowy* „Niepodległość i Demokracja”, NiD), 1945-1966;
- art. prov. 10 : Association d'entraide des anciens combattants polonais en France (Samopomoc byłych Kombatantów Polskich we Francji, puis Stowarzyszenie Polskich Kombatantów, SPK), 1946-1964;
- art. prov. 12 : documents du département éducation et culture de la SPK, 1946-1950.

Fonds Edmund Strauch :

- art. prov. 2 : correspondance de l'agence consulaire de Pologne à Charleville-Mézières, 1944-1950;
- art. prov. 3 : *varia* – circulaires, bulletins, invitations, 1945-1950.

Fonds Zygmunt Lubicz Zaleski :

- vers. 3882/2 : activité en tant que coordinateur de l'éducation de la jeunesse polonaise en France; activité au sein du Comité central des études (Centralny Komitet Studiów);
- vers. 3883/2 : activité en tant que président du Comité central des études à Paris; Mission militaire polonaise de liquidation (Polska Wojskowa Misja Likwidacyjna); Mission catholique polonaise (Polska Misja Katolicka);
- vers. 3892/2 : Activité en tant que délégué pour la France du ministre de l'Instruction publique et des Cultes.

Documents non classés :

- vers. 3209 : rapports sur les contrôles effectués par la CRP en France, 1945-1946;
- vers. 3215 : Union des réfugiés de guerre polonaise (Zjednoczenie Polskiego Uchodźstwa Wojennego);
- vers. 3218 : archives de l'Union indépendante des instituteurs polonais en France (Niezależny Związek Nauczycielstwa Polskiego);
- vers. 3219-3220 : fonds Jerzy Jankowski;
- vers. 3269-3270 : fonds Lucjan Krawiec;
- vers. 3386 : e.a. *Duszpasterstwo polskie we Francji* [L'Aumônerie polonaise en France], l'état à la date du 1^{er} mars 1947, brochure, 1947;
- vers. 4042-4043 : Mission militaire polonaise de liquidation en France (Polska Wojskowa Misja Likwidacyjna we Francji);
- vers. 4087-4091, 4115 : archives de l'Union centrale des Polonais en France (Centralny Związek Polaków we Francji);
- vers. 5011 : archives du Parti paysan polonais en France (Polskie Stronnictwo Ludowe).

X. Archives des Actes nouveaux (Archiwum Akt Nowych), Varsovie

Ambassade de Pologne à Paris

- art. 320 : protection sociale sur les immigrés en France et en Belgique, 1944-1945 ;
- art. 331 : réseau diplomatique polonais en France, 1943-1945 ;
- art. 346 : protection juridique sur les immigrés, 1945.

Croix-Rouge polonaise – comité de direction à Varsovie :

- art. 133 : section autonome à l'étranger (*Samodzielna Sekcja Zagraniczna*) : délégation de la CRP en France : organisation, instructions, résolutions et correspondance, 1945-1957.

Lycée polonais à Paris :

- art. 5 : l'activité, 1947-1963.

Ministère du Travail et de la Protection sociale :

- art. 222 : département des assurances sociales (Departament Ubezpieczeń Społecznych) – coopération avec les autres pays dans le domaine de sécurité sociale : France, 1946-1949 ;
- art. 225 : département des assurances sociales – allocations pour travailleurs polonais en France ayant effectué une partie de leur ancienneté de service en Allemagne („*zasilki gwareckie*”), 1945-1946 ;
- art. 382 : département des assurances sociales – aide aux Polonais établis hors de leur pays, 1945-1948.

402

XI. Archives du ministère des Affaires étrangères de Pologne, Varsovie (A MSZ)

Série 6 : département politique, section Europe occidentale et du Nord (Departament Polityczny – Wydział Zachodniej i Północnej Europy) :

- art. 969 (liasse 68) : conventions sur le rapatriement et réémigration des Polonais de France – exemplaires originaux, 1946-1947 ;
- art. 971 (liasse 68) : aumônerie polonaise en France, 1946-1947 ;
- art. 984 (liasse 69) : réseau diplomatique et consulaire polonais, 1945-1948 ;
- art. 985 (liasse 69) : rejet de l'*exequatur* pour la candidature consulaire d'Aleksander Bodak en France, 1948 ;
- art. 994 (liasse 71) : rapports politiques de l'ambassade de Pologne à Paris, 1945-1948 ;
- art. 1001 (liasse 72) : vie politique de l'immigration polonaise en France, 1945-1948.

Série 8 : département II, section pays romans (Departament II – Wydział Romański) :

- art. 83 (liasse 6) : enseignement polonais et cours de polonais pour les étrangers en France, 1949 ;

Série 15 : cabinet du ministre : - art. 169 (liasse 18) : questions concernant la citoyenneté et les passeports, entre autres : enregistrement des citoyens polonais en France, 1945-1950.

Série 20 : bureau consulaire (*Biuro Konsularne*), 1945-1950 :

- art. 17 (liasse 2) : rapports sur l'activité des services administratifs polonais sur le territoire français, 1947-1949 ;
- art. 18 (liasse 2) : rapport d'activité du consulat général de Pologne à Lille, 1949 ;
- art. 32 (liasse 2) : revue des affaires polonaises en France, 1948-1949 ;
- art. 48 (liasse 3) : rapports des consulats généraux de Pologne à Lille et à Marseille sur les affaires polonaises, 1949 ;
- art. 49 (liasse 4) : rapports des consulats de Pologne à Strasbourg, à Toulouse et à Lyon sur les affaires polonaises, 1949 ;
- art. 77 (liasse 5) : enseignement polonais à l'étranger, entre autres : en France, 1947-1949 ;
- art. 116-118 (liasse 9) : rapports du consulat général de Pologne à Paris, 1946-1949 ;
- art. 119-121 (liasse 9) : rapports du consulat général de Pologne à Marseille, 1946-1949 ;
- art. 122-124 (liasse 9) : rapports du consulat général de Pologne à Lille, 1946-1949 ;
- art. 125-127 (liasses 9, 10) : rapports du consulat de Pologne à Lyon, 1946-1949 ;
- art. 128-130 (liasse 10) : rapports du consulat de Pologne à Toulouse, 1947-1949 ;
- art. 131 (liasse 10) : rapports du consulat de Pologne à Strasbourg, 1946-1949 ;
- art. 133 (liasse 10) : rapports de l'agence consulaire de Pologne à Metz, 1946-1949 ;
- art. 444 (liasse 37) : protection sociale envers les émigrés – généralités, 1946 ;
- art. 456 (liasse 38) : la mise en service du réseau consulaire sur le territoire français, 1945 ;
- art. 993 (liasse 75) : rapports du consulat de Pologne à Toulouse sur les affaires polonaises, 1950 ;
- art. 1074 (liasse 80) : enregistrement des citoyens polonais par le consulat de Pologne à Lyon, 1950.

Série 22 : bureau pour les affaires du rapatriement (*Biuro do Spraw Repatriacji*) :

- art. 77, 80 (liasse 4) : situation de l'immigration polonaise dans la circonscription consulaire de Lille, 1947.

Base de données électroniques des postes diplomatiques et consulaires de Pologne pour les années 1918-1945, établie par Janusz Deszczka.

Base de données électroniques des postes diplomatiques et consulaires de Pologne pour les années 1946-2012, établie par Janusz Deszczka.

XII. Archives de l'Institut de la mémoire nationale (Archiwum Instytutu Pamięci Narodowej)

- AIPN 0179/1385 : département de l'information du ministère de la Sécurité publique (Wydział Informacji Ministerstwa Bezpieczeństwa Publicznego), *Emigracja polska*.

Broszura szkoleniowa [Émigration polonaise. Brochure d'instruction], Varsovie, août 1948.

XIII. Archives de l'université Jagellonne, Cracovie

Série S II 619 : dossiers individuels des universitaires ayant travaillé entre 1850 et 1939 :

- Wnorowski Feliks.

XIV. The Polish Institute and Sikorski Museum, Londres

Série A.XI.E : ministère des Affaires étrangères :

- art. 192 : relations polono-françaises, 1945 ;

- art. 598 : protection sociale sur les émigrés, 1945.

Série A.17 : Union mondiale des Polonais de l'étranger (Światpol) (Światowy Związek Polaków z Zagranicy) :

- art. 4 : pays européens et Canada, 1943-1946 ;

- art. 22 : Bulletins d'information (*Biuletyny informacyjny*), n° 1-34, 1945-1947 ;

- art. 24-25 : bulletins, brochures, 1938-1948.

Série A.46 : ambassade de Pologne [du gouvernement de Londres] à Paris, 1944-1950 :

- art. 1-4 : questions politiques – généralités, 1945-1949 ;

- art. 13-15 : organisation de la vie politique en France, 1945-1948 ;

- art. 23-24 : questions de la jeunesse, scolaires et académiques, 1945-1947 ;

- art. 29-30 : rapports consulaires, 1945-1947.

Série A.54 : consulat de Pologne à Lille :

- art. 2 : allocations pour veuves et enfants des victimes de guerre et les allocations aux familles de militaires, 1944-1945 ;

- art. 3 : Mission militaire polonaise de recrutement et évacuation (*Misja Wojskowa do spraw Zaciągu i Ewakuacji*), 1944-1945.

Série PRM : présidence du Conseil des ministres (*Prezydium Rady Ministrów*) :

- art. 162 : année 1945. Dépêches des services diplomatiques.

XV. Polish Underground Movement Study Trust (*Studium Polski Podziemnej*), Londres

Série A : 6^e section (section spéciale) de l'état-major du commandant en chef de l'armée polonaise (*Oddział VI Sztabu Naczelnego Wodza – Oddział Specjalny*) :

- A.5.2.9. : bases et postes de communication de l'Armée de l'intérieur avec la Pologne occupée : « Paryż » [« Paris »], 1940-1945.

Série SK.17 : 6^e section (section spéciale) de l'état-major du commandant en chef de l'armée polonaise (*Oddział VI Sztabu Naczelnego Wodza – Oddział Specjalny*) ; documents provenant d'un coffre retrouvé :

- art. 23 : matériaux de la « Baza Moda » à Paris concernant les postes « Lila » et « Mine », 1944-1945.

XVI. Polish Library POSK, Londres

558/RPS : fonds Tadeusz Świącicki :

- archives de la Société de bibliophiles polonais de Paris, 1945-1948.

916/RPS :

- Antoni Stefan Koper, *Polscy Displaced Persons w Niemczech, 1945-1947* [Personnes déplacées polonaises en Allemagne, 1945 -1947], London, [1979], introduction et première partie de la thèse de doctorat préparée à l'Université polonaise en exil (Polski Uniwersytet Na Obczyźnie) – brouillon, 88 p.

XVII. The National Archives, Kew, Londres

Série FO 371 : Foreign Office – Political Departments : General Correspondance:

- 47793 : Polish Committee of National Liberation France, 1945.

Série WO 204 : War Office – Allied Forces, Mediterranean Theatre : Military Headquarters Papers, Second World War :

- 5701 : Poles in France, 1944-1945 ;

- 5703 : Movements of Poles from France, 1944-1945.

Presse

Biuletyn Informacyjny Centralnego Związku Polaków we Francji [Bulletin d'information de l'Union centrale des Polonais en France], Paris, 1945-1947.

Biuletyn Polskiego Czerwonego Krzyża – Oddział na Francję [Bulletin de la Croix-Rouge polonaise – section française], Paris, 1944-1945.

Comité polonais de libération nationale en France. Service de documentation, Paris, 1944-1945.

Gazeta Ludowa. Tygodnik Polskiego Stronnictwa Ludowego we Francji [Gazette populaire. Hebdomadaire du Parti paysan polonais en France], Paris, 1946-1947.

Gazeta Polska (Niepodległość). Dziennik Wychodźstwa Polskiego we Francji (Journal polonais, fondé sous l'occupation ennemie en 1941), Paris, 1945-1949.

Głos Pracy. Miesięcznik robotników polskich w CGT-Force ouvrière [La Voix du Travail. Mensuel polonais de la CGT-Force ouvrière], Paris, 1949.

Kultura [La Culture], Paris, 1947-1950.

Lud Polski. Organ polskich mas pracujących we Francji [Le Peuple polonais. Organe de presse des classes laborieuses polonaises en France], Paris, 1946-1948.

Narodowiec [Le National], Lens, 1945-1949.

Niepodległość. Organ Wychodźstwa Polskiego we Francji [L'Indépendance. Organe de presse de l'émigration polonaise en France], Paris, 1944-1945.

Placówka [Le Poste], Paris, 1945-1948.

Polonia Zagraniczna. Biuletyn Organizacyjny Światowego Związku Polaków z Zagranicy [Polonia de l'étranger. Bulletin d'organisation de l'Union mondiale des Polonais de l'étranger], Londyn, 1945-1947.

Polska Wierna. Tygodnik katolicki [La Pologne fidèle. Hebdomadaire catholique], Paris/Londres, 1945-1949.

Syrena [La Sirène], Paris, 1947-1949.

Sztandar. Organ Centralnego Komitetu Walki [L'Étendard. Organe du Comité central de lutte], Lyon, 1944.

Sztandar Polski. Dziennik emigracji polskiej we Francji, Belgii i Holandii [L'Étendard polonais. Journal de l'émigration polonaise en France, en Belgique et aux Pays-Bas], Paris, 1945-1946.

Światło. Zbiór artykułów i rozpraw pod redakcją A. Ciołkosza i Z. Zaremby [La Lumière. Revue mensuelle], Paris, 1947-1949.

Więści. Wydawnictwo Oficera Opieki Obozu Zb. WP nr 3 dla żołnierzy Obozu [Les Nouvelles. L'édition de l'officier responsable du camp de rassemblement n° 3 de l'armée polonaise pour les soldats], Lille, 1946-1948.

Wolna Polska. Organ zjednoczonego ludu polskiego we Francji [La Pologne Libre. Organe de presse du peuple polonais uni en France], Lyon, 1944-1945.

Documents imprimés et mémoires

Archiwum Ruchu Robotniczego, n° 1, « Grupy polskie Francuskiej Partii Komunistycznej podczas okupacji hitlerowskiej. Materiały programowe, VIII 1941-VIII 1944 » [Les groupes polonais du Parti communiste français pendant l'occupation hitlérienne. Documents de programme, août 1941-août 1944], dir. Kazimiera Maj, 1973, p. 285-340.

BIESIEKIERSKI, Mieczysław, « Polska akcja opiekuńcza we Francji w okresie okupacji niemieckiej, czerwiec 1940-wrzesień 1944 » [L'action polonaise de protection sociale en France pendant l'occupation allemande, juin 1940-septembre 1944)], *Zeszyty Historyczne* (Paris), n° 105, 1993, p. 38-63.

BOBROWSKI, Czesław, *Wspomnienia ze stulecia* [Mémoires du centenaire], Lublin, Wydawnictwo Lubelskie, 1985, 344 p.

Bulletin de la statistique générale de la France, vol. 34, n° 12, décembre 1946.

Bulletin de la statistique générale de la France, vol. 35, n° 3, mars 1947.

CEGIEŁKA, Franciszek, « Nuncjusz A. G. Roncalli w Paryżu » [Le nonce A. G. Roncalli à Paris], *Zeszyty Historyczne* (Paris), n° 39, 1977, p. 184-193.

—, « Problemy Polskiej Misji Katolickiej we Francji w pierwszych latach po II wojnie światowej » [Les problèmes de la Mission catholique polonaise en France pendant les premières années après la seconde guerre mondiale], *Studia Polonijne*, n° 11, 1987, p. 223-236.

- GAJEWICZ, Bohdan, *Opieka nad kombatantami (1941-1944)* [La Protection pour les anciens combattants], Vals-les-Bains (Ardèche), Towarzystwo Opieki nad Polakami we Francji [Groupement d'assistance aux Polonais en France], octobre 1944, 74 p. ; *Zakończenie* [Conclusion], Paris, le 28 avril 1945, 4 p. [numérotées 75-78].
- INSEE, *Premiers résultats du recensement général de la population effectué le 10 mars 1946*, Paris, Impr. nationale, 1947, 61 p.
- , *Résultats statistiques du recensement général de la population effectué le 10 mars 1946*, t. II, *Population présente totale*, Paris, Impr. nationale, 1953, 436 p.
- JĘDRYCHOWSKI, Stefan, *Przedstawicielstwo PKWN i Rządu Tymczasowego RP we Francji* [La Représentation du CPLN et du gouvernement provisoire de la Pologne en France], Warszawa, MSZ, coll. « Materiały i Studia Historyczne » [Matériaux et études historiques], 1987, 78 p.
- „Komunikaty Informacyjne” Sztabu Naczelnego Wodza / Sztabu Głównego Polskich Sił Zbrojnych na Zachodzie, 1945-1947 [Les Bulletin d'information de l'état-major du commandant en chef des Forces armées polonaises de l'Ouest / de l'état-major des Forces armées polonaises de l'Ouest, 1945-1947], éd. Czesław Brzoza, Kraków, Księgarnia Akademicka, 2008, 728 p.
- MARÈS, Antoine, « Témoignages d'exilés et de réfugiés politiques d'Europe centrale en France après 1945 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 44, octobre-décembre 1996, p. 48-54.
- MORAWSKI, Kajetan, *Tamten brzeg* [L'Autre Bord], éd. Jerzy Marek Nowakowski, Warszawa, Spotkania, 1996, 281 p.
- OLSZANSKI, Thomas, *La Vie errante*, dans *Un militant syndicaliste franco-polonais. « La Vie errante » de Thomas Olszanski, 1886-1959*, éd. et trad. Mylène Mihout, Lille, PUL, 1993, 395 p. (version polonaise: OLSZAŃSKI, Tomasz, *Życie tulacze*, Warszawa, Książka i Wiedza, 1957, 378 p.).
- OSTROWSKI, Jean, « Le syndicalisme ouvrier et les Polonais en France après la seconde guerre mondiale », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3) / *Revue du Nord*, hors-série, n° 7, coll. « Histoire », 1992, p. 159-174.
- Pamiętniki emigrantów, 1878-1958* [Souvenirs des émigrés, 1878-1958], Warszawa, Czytelnik, 1960, 924 p.
- Polska Ludowa. Materiały i Studia*, n° 5, « Dokumenty do dziejów polskich demokratycznych formacji wojskowych we Francji, 1941-1945 » [Documents pour l'histoire des formations militaires démocratiques polonaises en France, 1941-1945], dir. Wincenty Romanowski et Mieczysław Wrzosek, 1966, p. 141-202.
- PONTY, Janine, *L'Immigration dans les textes. France, 1789-2002*, Paris, Belin, 2003, 416 p.
- Protokoły posiedzeń Rady Ministrów Rzeczypospolitej Polskiej* [Protocoles des réunions du Conseil des ministres de la république de Pologne], t. VII, *Maj-listopad 1944* [Mai-

novembre 1944], éd. Wojciech Rojek, collab. Andrzej Suchcitz, Kraków, Secesja, 2006, 694 p.

Protokoły posiedzeń Rady Ministrów Rzeczypospolitej Polskiej [Protocoles des réunions du Conseil des ministres de la république de Pologne], t. VIII, *Grudzień 1944-sierpień 1945* [Décembre 1944-août 1945], éd. Wojciech Rojek, collab. Andrzej Suchcitz, Kraków, Secesja, 2008, 774 p.

PUTRAMENT, Jerzy, *Pół wieku. Zagranica* [Un demi-siècle. À l'étranger], Warszawa, Czytelnik, 1965, 412 p.

Rocznik Statystyczny 1947 [Annuaire statistique de la république de Pologne 1947], Warszawa, GUS [Office central de statistiques], 1947.

Rocznik Statystyczny 1948 [Annuaire statistique de la république de Pologne 1948], Warszawa, GUS, 1949.

Rocznik Statystyczny 1956 [Annuaire statistique de la république de Pologne 1956], Warszawa, GUS, 1956.

Rocznik wychodźstwa polskiego we Francji i Belgii [Annuaire de l'émigration polonaise en France et en Belgique], Paris, 1948.

Sprawozdanie z pierwszego walnego zjazdu wychodźstwa polskiego we Francji, 17-18 grudnia 1944 roku [Compte-rendu de la 1^{re} assemblée plénière de l'émigration polonaise en France, les 17 et 18 décembre 1944], Paris, 1945, 140 p.

ZALESKI LUBICZ, Zygmunt, *Le Statut moral de l'émigré*, Paris, 1949, 8 p. (extrait de: *Revue des travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, 1949).

408

Communications orales

Communication orale enregistrée de Maciej Morawski, Paris, le 28 février 2012.

Sources audiovisuelles

WISNIEWSKI, Allan, *Pologne. Chronique d'un retour oublié, 1947-1990*, SCEREN/CNDR, coll. « Films en classe : collègue et lycée », « Histoire », 2010, 75 minutes.

BIBLIOGRAPHIE

Instruments de travail

BRUNEL, Ghislain (dir.), *Les Sources de l'histoire de la Pologne et des Polonais dans les archives françaises*, Paris, Direction des Archives de France, 2003, 818 p.

DANILEWICZ-ZIELIŃSKA, Maria, *Bibliografia: „Kultura”, 1958-1973; „Zeszyty Historyczne”, 1962-1973; działalność wydawnicza, 1959-1973* [Bibliographie: *Kultura*, 1958-1973; *Zeszyty Historyczne*, 1962-1973; l'activité éditoriale, 1959-1973], Le Mesnil-le-Roi, Instytut Literacki w Paryżu [Institut littéraire de Paris], coll. « Biblioteka Kultury » [Bibliothèque de la revue *Kultura*], 1975, 430 p.

- , *Bibliografia: „Kultura”, 1974-1980; „Zeszyty Historyczne”, 1974-1980; działalność wydawnicza, 1974-1980* [Bibliographie: *Kultura*, 1974-1980; *Zeszyty Historyczne*, 1974-1980; l'activité éditoriale, 1974-1980], Le Mesnil-le-Roi, Instytut Literacki w Paryżu [Institut littéraire de Paris], coll. « Biblioteka Kultury » [Bibliothèque de la revue *Kultura*], 1981, 314 p.
- , *Bibliografia: „Kultura”, 1981-1987; „Zeszyty Historyczne”, 1981-1987; działalność wydawnicza, 1981-1987* [Bibliographie: *Kultura*, 1981-1987; *Zeszyty Historyczne*, 1981-1987; l'activité éditoriale, 1981-1987], Le Mesnil-le-Roi, Instytut Literacki w Paryżu [Institut littéraire de Paris], coll. « Biblioteka Kultury » [Bibliothèque de la revue *Kultura*], 1989, 348 p.
- FAVIER, Jean (dir.), *Les Archives nationales. État général des fonds*, t. V, 1940-1958. *Fonds conservés à Paris*, Paris, Archives nationales, 1988, 468 p.
- GOULD, Julius et KOLB William L. (dir.), *A Dictionary of the Social Sciences*, London, Tavistock Publications, 1964, 761 p.
- JUDYCKA, Agata et JUDYCKI, Zbigniew, *Les Polonais en France. Dictionnaire biographique*, trad. Richard Zienkiewicz, Paris, Concorde, 1996, t. I, 348 p.
- JUDYCKI, Zbigniew A., *Polacy w świecie. Kwartalnik biograficzny Polonii* [Les Polonais dans le monde. Trimestriel biographique de la Polonia], Paris, puis Paris/Kielce, Scripta 2000, 17 tomes, 1992-2000.
- KOŁODZIEJ, Edward, « Sources pour l'histoire de l'immigration et de la Polonia de France dans les Archives nationales polonaises », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 93-108.
- KOWALIK, Jan, « *Kultura*, 1947-1957. Bibliografia zawartości treści. Działalność wydawnicza, 1946-maj 1959 [*Kultura*, 1947-1957. Bibliographie du contenu de la revue. L'activité éditoriale, 1946-mai 1959], Le Mesnil-le-Roi, Instytut Literacki w Paryżu [Institut littéraire de Paris], coll. « Biblioteka Kultury » [Bibliothèque de la revue *Kultura*], 1959, 393 p.
- , *Bibliografia czasopism polskich wydanych poza granicami Kraju od września 1939 roku – World Index of Polish Periodicals Published outside of Poland since September 1939*, 5 tomes, Lublin, Wydawnictwo KUL [Presses universitaires de l'Université Catholique de Lublin], 1976 (t. I-IV), 1988 (t. V); t. I, 317 p., t. II, 245 p., t. III, 275 p., t. IV, 233 p., t. V, 272 p.
- Polska Służba Zagraniczna po 1 września 1939 r.* [Le Corps diplomatique polonais après le 1^{er} septembre 1939], Londyn, Stowarzyszenie Pracowników Polskiej Służby Zagranicznej, 1954, 180 p.
- Polski Słownik Biograficzny* [Dictionnaire biographique polonais], Kraków, PAN [Académie polonaise des sciences], 1962-1964, 1976, t. X, XXI.
- SUPRUNIUK, Anna et SUPRUNIUK, Mirosław A., *Bibliografia: „Kultura”, 1988-1996; „Zeszyty Historyczne”, 1988-1996; działalność wydawnicza, 1988-1996* [Bibliographie: *Kultura*, 1988-1996; *Zeszyty Historyczne*, 1988-1996; l'activité éditoriale, 1988-

1996], Le Mesnil-le-Roi : Instytut Literacki w Paryżu [Institut littéraire de Paris], coll. « Biblioteka Kultury » [Bibliothèque de la revue *Kultura*], 1997, 463 p.

VEGLIA, Patrick, FOLLIET, Delphine, EL YAZAMI, Driss, *et. al. Les Étrangers en France. Guide des sources d'archives publiques et privées. XIX-XX^e siècles*, Paris, Génériques/Direction des Archives de France, 2005, t. IV, 886 p.

Problématique et méthodologie

BABIŃSKI, Grzegorz, *Więź etniczna a procesy asymilacji. Przemiany organizacji etnicznych. Zagadnienia teoretyczne i metodologiczne* [Le Lien ethnique. Les transformations des organisations ethniques. Questions théoriques et méthodologiques], Warszawa/Kraków, PWN, 1986, 174 p.

KUBIAK, Hieronim, « Proces przystosowania społecznego emigrantów polskich do warunków kulturowych krajów osiedlenia. Podstawowe założenia i konkluzje teoretyczne » [Le processus d'adaptation sociale des émigrés polonais aux conditions culturelles de vie dans le pays de réinstallation. Les principes de base et conclusions théoriques], dans KUBIAK, Hieronim et PILCH, Andrzej (dir.), *Stan i potrzeby badań nad zbiorowościami polonijnymi* [L'État des connaissances et les besoins de la recherche sur les communautés polonaises à l'étranger], actes du colloque de Cracovie, 30 août-5 septembre 1975, Wrocław/Warszawa/Kraków/Gdańsk, Ossolineum-PAN [Académie polonaise des sciences], 1976, p. 60-73.

—, PALUCH, Andrzej K. et BABIŃSKI, Grzegorz, « Procesy asymilacji i ich odbicie w refleksji teoretycznej we współczesnych naukach społecznych » [Les Processus d'assimilation et leur reflet dans la réflexion théorique des sciences sociales contemporaines], dans KUBIAK, Hieronim et PALUCH, Andrzej K. (dir.), *Założenia teorii asymilacji* [Les Principes de la théorie d'assimilation], actes du colloque de Cracovie, juillet 1978, Wrocław/Warszawa/Kraków/Gdańsk, Ossolineum, Komitet Badania Polonii PAN [Bibliothèque sur les Polonais de l'étranger. Comité des recherches sur les Polonais de l'étranger de l'Académie polonaise des sciences], 1980, p. 53-78.

NOIRIEL, Gérard, « Immigration : le fin mot de l'histoire », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 7, 1985, p. 141-150.

PONTY, Janine, « Stan badań historycznych nad Polonią francuską » [L'état des recherches historiques sur la Polonia de France], trad. Anna Masiewicz, *Przegląd Polonijny*, n° 3, 1996, p. 65-72.

REA, Andrea et TRIPIER, Maryse, *Sociologie de l'immigration*, Paris, La Découverte, 2008, 120 p.

ŚLADKOWSKI, Wiesław, « Les recherches en Pologne sur l'immigration polonaise après la seconde guerre mondiale », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3) / *Revue du Nord*, hors-série, n° 7, 1992, coll. « Histoire », p. 7-15.

Histoire politique de la France et histoire générale de l'immigration en France

- ANGLADE, Jean, *La Vie quotidienne des immigrés en France de 1919 à nos jours*, Paris, Hachette, 1976, 224 p.
- BLANC-CHALÉARD, Marie-Claude, *Histoire de l'immigration*, Paris, La Découverte, 2001, 121 p.
- , « Les Immigrés et le logement en France depuis le XIX^e siècle. Une histoire paradoxale », dans STORA, Benjamin et TEMIME, Émile (dir.), *Immigrances. L'immigration en France au XX^e siècle*, Paris, Hachette, 2007, p. 67-96.
- BOURGEOIS, Jean, « La situation démographique », *Population*, vol. 2, n° 2, 1947, p. 329-347.
- CASEVITZ, Jean, « Le recensement du 10 mars 1946 », *L'Information géographique*, vol. 11, n° 3, 1947, p. 102-111.
- COURTOIS, Stéphane, PESCHANSKI, Denis et RAYSKI, Adam, *Le Sang de l'étranger. Les immigrés de la MOI dans la Résistance*, Paris, Fayard, 1989, 473 p.
- DALLOZ, Jacques, *La France de la Libération*, Paris, PUF, 1983, 126 p.
- DEBERLES, Kléber, *La Grande Épopée des mineurs*, Lille, *La Voix du Nord*, 1992, 237 p.
- DELMAS, Luc, *Lorraine du fer. Terre d'immigrés*, dans *Mineurs immigrés. Histoire, témoignages. XIX^e, XX^e siècles*, actes du colloque de Lens, 17 et 18 mai 2000, Montreuil, Institut d'histoire sociale minière/Éd. VO, 2000, p. 73-87.
- DUPEUX, Georges, « L'immigration en France de la fin du XVIII^e siècle à nos jours », dans Commission internationale d'histoire des mouvements sociaux et des structures sociales, *Les Migrations internationales de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris, CNRS, 1980, p. 161-174.
- FAIDUTTI-RUDOLPH, Anne-Marie, « L'évolution de l'immigration en France de 1946 à 1960 », *Information géographique*, vol. 26, n° 4, 1962, p. 152-160.
- FLEURANCE, Simone, « L'émigration française à l'étranger : tendances actuelles », *Population*, vol. 3, n° 3, 1948, p. 561-563.
- FORCADE, Olivier, *La République secrète. Histoire des services spéciaux français de 1918 à 1939*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2008, 702 p.
- GEORGE, Pierre, *Les Migrations internationales*, Paris, PUF, 1976, 231 p.
- GREEN, Nancy L., « Les Juifs étrangers à Paris », dans KASPI, André et MARÈS, Antoine (dir.), *Le Paris des étrangers depuis un siècle*, actes du colloque de Paris, 14 mai 1987, Paris, Impr. nationale, 1989, p. 105-118.
- HEISCH, Robert, « L'évolution des salaires de 1949 à 1951 », *Journal de la Société statistique de Paris*, n° 93, 1952, p. 286-304.
- LACHAISE, Bernard, *Yvon Delbos. Biographie, 1885-1956*, Périgueux, Fanlac, 1993, 362 p.
- LALOUM, Jean, « L'assistance sociale auprès des populations juives parisiennes au temps de l'Occupation », dans ZYTNIKI, Colette (dir.), *Terre d'exil, terre d'asile. Migrations juives en France aux XIX^e et XX^e siècles*, actes du colloque de Paris, le 28 octobre 2009, Paris, Éclat, coll. « Bibliothèque de Fondations », 2010, p. 49-67.

- LE LIEPVRE, Thérèse et BOUSQUET, Marie-Hélène de, « Étude de 4 000 dossiers du Service social d'aide aux émigrants », dans GIRARD, Alain et STOETZEL, Jean (dir.), *Français et immigrés*, t. II, *Nouveaux documents sur l'adaptation. Algériens, Italiens, Polonais. Le Service social d'aide aux émigrants*, Paris, PUF/Ined, coll. « Travaux et documents », 1954, p. 217-276.
- MILZA, Pierre, « Un siècle d'immigration étrangère en France », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 7, 1985, p. 3-18.
- NOIRIEL, Gérard, *Le Creuset français. Histoire de l'immigration (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Le Seuil, 1988, 441 p.
- , *Population, immigration et identité nationale en France (XIX^e-XX^e siècle)*, Paris, Hachette, 1992, 190 p.
- , *Atlas de l'immigration en France*, Paris, Autrement, 2002, 64 p.
- RIOUX, Jean-Pierre, *La France de la Quatrième République*, t. I, *L'Ardeur et la Nécessité (1944-1952)*, Paris, Le Seuil, 1980, 315 p.
- RYGIEL, Philippe, *Destins immigrés. Cher, 1920-1980. Trajectoire d'immigrés d'Europe*, Besançon, Presses universitaires franc-comtoises, 2001, 447 p.
- SCHOR, Ralph, *Français et immigrés en temps de crise (1930-1980)*, Paris, L'Harmattan, 2004, 243 p.
- SĘKOWSKI, Paweł, « Narodziny i pierwsze lata polityki imigracyjnej Francji (1945-1952) » [La naissance et les premières années de la politique d'immigration en France, 1945-1952], *Bezpieczeństwo. Teoria i Praktyka*, n° 1, 2016, p. 183-198.
- , « Activity of the international community in Europe after the Second World War within the scope of the International Refugee Organisation as a model of the aid action towards refugees », *Securitologia*, n° 1, 2017, p. 119-139.
- SPIRE, Alexis, *Étrangers à la carte. L'administration de l'immigration en France (1945-1975)*, Paris, Grasset, 2005, 402 p.
- STORA Benjamin et TEMIME, Émile (dir.), *Immigrations. L'immigration en France au XX^e siècle*, Paris, Hachette, 2007, 382 p.
- TAPINOS, Georges, *L'Immigration étrangère en France (1946-1973)*, Paris, PUF/Ined, 1975, 154 p.
- TRIPPIER, Maryse, *L'Immigration dans la classe ouvrière en France*, Paris, CIEMI/L'Harmattan, 1990, 332 p.
- VIET, Vincent, *Histoire des Français venus d'ailleurs de 1850 à nos jours*, Paris, Perrin, 2004, 375 p.
- VINCENT, Paul, « Conséquences de six années de guerre sur la population française », *Population*, vol. 1, n° 3, 1946, p. 429-440.
- WEIL Patrick, *La France et ses étrangers. L'aventure d'une politique de l'immigration de 1938 à nos jours*, Paris, Gallimard, 2^e éd., 2004, 579 p.
- , *Liberté, égalité, discriminations*, Paris, Gallimard, 2008, 234 p.
- WIEVIORKA, Annette, *Déportation et génocide. Entre la mémoire et l'oubli*, Paris, Plon, 1992, 506 p.

Relations politiques franco-polonaises

- BORODZIEJ, Włodzimierz, « Rozmowy polsko-francuskie, 1945-1947. Zapomniany epizod z historii dyplomacji » [Les négociations entre la France et la Pologne dans les années 1945-1947 : épisode oublié de l'histoire de la guerre froide], *Kwartalnik Historyczny*, vol. 93, n° 1, 1986, p. 73-109.
- GIRZYŃSKI, Zbigniew, *Polska – Francja, 1945-1950* [Pologne – France, 1945-1950], Toruń, Mado, 2005, 383 p.
- JAROSZ, Dariusz et PASZTOR, Maria, « Kolonie letnie dla dzieci polonii francuskiej w latach 1948-1955 (organizacja, przebieg, skutki) » [Les colonies de vacances pour les enfants d'émigrés polonais en France dans les années 1948-1955 (l'organisation, le déroulement, les résultats)], dans PARAFIANOWICZ, Halina (dir.), *Polska w Europie i świecie w XX stuleciu : prace ofiarowane Panu Profesorowi Marianowi Leczykowi w 75-lecie urodzin* [La Pologne en Europe et dans le monde au XX^e siècle. Travaux offerts au professeur Marian Leczyk à l'occasion de son 75^e anniversaire], Białystok, Wydział Historyczno-Socjologiczny Uniwersytetu w Białymstoku [faculté d'histoire et de sociologie de l'université de Białystok], 2001, p. 419-437 (voir aussi l'article en français : « Les colonies de vacances pour les enfants d'émigrés polonais en France : un problème épineux dans les relations polono-françaises, 1948-1955 », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 116, n° 1, 2002, p. 3-25).
- , *Conflits brûlants de la guerre froide. Les relations franco-polonaises de 1945 à 1954*, Panazol, Lavauzelle, 2005, 384 p.
- , *Stosunki polsko-francuskie, 1944-1980* [Les Relations polono-françaises, 1944-1980], Warszawa, PISM [Institut polonais des Affaires internationales], 2008, 482 p.
- KAMIŃSKI, Marek K., « Stanowisko brytyjskie wobec prób zbliżenia między rządem w Warszawie a władzami francuskimi, 1946-1947 » [L'attitude britannique envers les tentatives du rapprochement entre le gouvernement de Varsovie et les autorités françaises, 1946-1947], *Kwartalnik Historyczny*, vol. 94, n° 4, 1987, p. 95-110.
- LAFOREST, Christophe, « Arrière-pensées et illusions. Les tentatives de renouvellement de l'alliance franco-polonaise, 1945-1947 », *Revue des études slaves*, vol. 71, n° 2, 1999, p. 263-278.
- PONTY, Janine, « Dans quelle mesure la Pologne s'éloigne-t-elle de l'Europe entre 1945 et 1949 ? », dans DAVION, Isabelle, KŁOCZOWSKI, Jerzy et SOUTOU, Georges-Henri (dir.), *La Pologne et l'Europe. Du partage à l'élargissement (XVIII^e-XX^e siècles)*, actes du colloque de Paris, 14-16 octobre 2004, Paris, PUPS, 2007, p. 235-248.
- ROJEK, Wojciech, « Schyłek misji ambasadora Kajetana Dzierżykrajca-Morawskiego we Francji, grudzień 1944-lipiec 1945 » [Le déclin de la mission de l'ambassadeur Kajetan Morawski en France, décembre 1944-juillet 1945], *Teki Historyczne* (Londres), n° 20, 1993, p. 376-397.
- , « Les rapports entre le gouvernement polonais de Londres et le général de Gaulle, juin 1940-juin 1945 », dans DRWĘSKI, Bruno (dir.), *L'Impact de la seconde guerre mondiale sur les relations franco-polonaises*, Paris, Inalcol/Cahiers du Centre d'étude de l'Europe médiane, n° 11, « Studia Gallo-Polonica », 2000, p. 51-65.

- SĘKOWSKI, Paweł, « Attitude des autorités françaises envers les représentants du gouvernement polonais en exil à la veille de la guerre froide, 1944-1949 », *Annales. Centre scientifique de l'Académie polonaise des sciences à Paris*, n° 14, 2012, p. 392-404.
- , « Działalność przedstawicieli dyplomatycznych i konsularnych władz warszawskich Rzeczypospolitej Polskiej we Francji w latach 1944-1947 » [L'activité des représentants diplomatiques et consulaires des autorités varsoviennes de la république de Pologne en France dans les années 1944-1947], *Dzieje Najnowsze*, vol. 44, n° 3, 2012, p. 93-107.
- SOUTOU, Georges-Henri, « La place de la Pologne dans la politique extérieure française pendant la guerre froide », dans DAVION, Isabelle, KŁOCZOWSKI, Jerzy et SOUTOU, Georges-Henri (dir.), *La Pologne et l'Europe. Du partage à l'élargissement (XVIII^e-XX^e siècles)*, actes du colloque de Paris, 14-16 octobre 2004, Paris, PUPS, 2007, p. 249-274.
- ZAHORSKI, Witold, « Les socialistes français et la république populaire de Pologne. De la méfiance mutuelle à la fin des années 70 », *Prace Historyczne*, vol. 142, n° 4, « Polska – Francja – Europa w XX wieku. Szkice z historii Polski, Francji i stosunków polsko francuskich / Pologne, France, Europe au XX^e siècle. Esquisses de l'histoire de la Pologne, de la France et des relations polono-françaises », dir. Paweł Sekowski, 2015, p. 699-712.
- ZAKS, Zofia, « Rząd francuski wobec Polskiego Komitetu Wyzwolenia Narodowego i Rządu Tymczasowego RP, lipiec 1944-sierpień 1945 » [Le gouvernement français envers le Comité polonais de libération nationale et le gouvernement provisoire de la république de Pologne, juillet 1944-août 1945], *Polska 1944/45-1989: Studia i materiały*, n° 1, 1995, p. 63-90.

Immigration polonaise

- ALBIN, Janusz, « La communauté polonaise en France et l'État polonais entre 1920 et 1939 », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 41-55.
- ANDRZEJEWSKI, Julian, « Z działalności komunistów polskich we Francji: przyczynek do dziejów PPR we Francji » [De l'activité des communistes polonais en France : contribution à l'histoire du PPR en France], *Nowe Drogi*, n° 2, 1962, p. 39-55.
- BANASZAK, Marian, *Dar Boży dla Kościoła i Polski. Polskie Seminarium Duchowne w Paryżu, 1945-1995* [Un cadeau divin pour l'Église et pour la Pologne. Le Séminaire polonais de Paris, 1945-1995], Paris/Poznań, Papieski Wydział Teologiczny, 1995, 349 p.
- BOBIŃSKA, Celina et GALOS, Adam, « Poland: Land of Mass Emigration, ninth and twentieth Centuries », dans Commission internationale d'histoire des mouvements sociaux et des structures sociales, *Les Migrations internationales de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris, CNRS, 1980, p. 467-502.

- BRZOZA, Czesław, « *Żołnierze Polskich Sił Zbrojnych w oddziałach wartowniczych przy armii amerykańskiej we Francji, 1946-1947* » [Les soldats des Forces armées polonaises dans les compagnies de sentinelles de l'armée américaine en France, 1946-1947], dans DMOWSKI, Rafał, GMITRUK, Janusz, KORNEĆ, Grażyna et WŁODARKIEWICZ, Wojciech (dir.), *Wojsko i kultura w dziejach Polski i Europy. Księga jubileuszowa profesora Piotra Matusaka w 65 rocznicę urodzin* [L'Armée et la culture dans l'histoire de la Pologne et de l'Europe. Mémoires en hommage du professeur Piotr Matusak à l'occasion de son 65^e anniversaire], Warszawa/Siedlce, MHPRL/Sprint, 2006, p. 491-504.
- BUCZEK, Roman, « *Udział Polskiej Organizacji Walki o Niepodległość (POWN) we francuskim ruchu oporu w latach 1941-1945* » [L'apport de l'Organisation polonaise de lutte pour l'indépendance (POWN) à la Résistance française dans les années 1941-1945], *Zeszyty Historyczne* (Paris), n° 38, 1976, p. 59-93.
- COOPER-RICHET, Diana, « *Les mineurs polonais dans l'histoire de la France du xx^e siècle : jalons, originalités, figures* », *Synergies Pologne. Revue du Gerflint*, numéro spécial, 2011, p. 45-55.
- DELAPERRIÈRE, Maria, « *Zygmunt Lubicz Zaleski (1882-1967), médiateur entre deux cultures* », *Synergies Pologne. Revue du Gerflint*, numéro spécial, 2011, p. 63-70.
- DUFOIX, Stéphane, *Politiques d'exil. Hongrois, Polonais et Tchécoslovaques en France après 1945*, Paris, PUF, 2002, 320 p.
- DZWONKOWSKI, Roman, « *Przemiany polskiej parafii w północnej Francji, 1922-1972. Studium historyczno-socjologiczne parafii w Oignies* » [Les transformations d'une paroisse polonaise dans le Nord de la France, 1922-1972. Étude historique et sociologique de la paroisse d'Oignies], *Studia Polonijne*, n° 1, 1976, p. 17-83.
- , « *Status prawny Polonii Francuskiej* » [Le statut juridique de la Polonia de France], *Przegląd Zachodni*, vol. 35, n° 2, 1979, p. 112-120.
- , « *Geneza i rola przywódczej grupy społecznej w historii polskiej emigracji zarobkowej we Francji, 1920-1945* » [La genèse et le rôle du groupe social meneur dans l'histoire de l'émigration économique polonaise en France, 1920-1945], *Przegląd Polonijny*, n° 3, 1979, p. 69-82.
- , « *Przywódcza grupa społeczna w historii polskiej emigracji zarobkowej we Francji, 1920-1980* » [La question du commandement social dans l'histoire de l'émigration polonaise en France, 1920-1980], *Studia Polonijne*, n° 5, 1983, p. 67-77.
- , « *Szkolnictwo polonijne we Francji po drugiej wojnie światowej* » [L'enseignement polonais en France après la seconde guerre mondiale], *Studia Polonijne*, n° 7, 1983, p. 183-205.
- , « *La presse catholique polonaise en France dans les années 1923-1983* », dans BEAUVOIS, Daniel (dir.), *La Presse polonaise en France (1918-1984)*, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3) / *Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 4, 1988, p. 61-86.
- , « *La vie religieuse dans les milieux ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale* », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France*

- après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 17-33.
- , « Polska Misja Katolicka w Paryżu i Ambasada „Warszawska“, 1945-1947. Konflikt ideologiczny i polityczny » [La Mission catholique polonaise à Paris et l'ambassade dite « varsoviennne », 1945-1947. Un conflit idéologique et politique], dans SUDZIŃSKI, Ryszard (dir.), *Emigracja polska wobec problemów przebudowy i sowietyzacji kraju po drugiej wojnie światowej* [L'Émigration polonaise face aux problèmes de la reconstruction et de la soviétisation du pays après la seconde guerre mondiale], Toruń, Wydawnictwo Adam Marszałek, 2007, p. 151-172.
- DZWONKOWSKI, Roman et ŚLADKOWSKI, Wiesław, « Polonia francuska » [La Polonia de France], dans SZYDŁOWSKA-CEGŁOWA, Barbara (dir.), *Polonia w Europie* [La Polonia en Europe], Poznań, Zakład Badań Narodowościowych PAN [Unité des recherches ethniques de l'Académie polonaise des sciences], 1992, p. 365-410.
- FALEŃCZYK, Marian, « L'Église polonaise en exil en France après la seconde guerre mondiale », dans JAKUBOSZCZAK, Agnieszka et TOLLET, Daniel (dir.), « *Toute la France est polonaise!* » *La présence polonaise en France aux XIX^e et XX^e siècles*, actes du colloque de Paris, novembre 2004, Paris/Poznań, Wydawnictwo Poznańskie, 2007, p. 255-266.
- FREY, Yves, *Polonais d'Alsace. Pratiques patronales et mineurs polonais dans le bassin potassique de Haute-Alsace, 1918-1948*, Besançon, Presses universitaires franco-comtoises, 2003, 598 p.
- FRISZKE, Andrzej, *Życie polityczne emigracji* [La Vie politique de l'émigration], Warszawa, Biblioteka *Więzi* [Bibliothèque de la revue *Więź*], 1999, 512 p.
- GARÇON, Gabriel, « Le *Młode serce* – journal de l'association de la jeunesse catholique polonaise KSMP en France, 1946-1953 », dans BEAUVOIS, Daniel (dir.), *La Presse polonaise en France (1918-1984)*, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 4, 1988, p. 193-205.
- , « Les relations entre l'Union des associations catholiques polonaises et l'Union centrale des Polonais, 1945-1949 », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 35-47.
- , « La jeunesse polonaise et les organisations catholiques polonaises en France », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 125-141.
- , *Les Catholiques polonais en France. Les années de fondation (1919-1949)*, Lille, Rayonnement culturel polonais, 2004, 499 p.
- GIRARD, Alain, « Les Polonais dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais », dans GIRARD, Alain et STOETZEL, Jean (dir.), *Français et immigrés*, t. II, *Nouveaux*

documents sur l'adaptation. Algériens, Italiens, Polonais. Le Service social d'aide aux émigrants, Paris, PUF/Ined, coll. « Travaux et documents », 1954, p. 183-214.

GIRARD, Alain et STOETZEL, Jean, *Français et immigrés*, t. I, *L'Attitude française. L'adaptation des Italiens et des Polonais*, Paris, PUF/Ined, 1953, 532 p.

GIRZYŃSKI, Zbigniew, « Inne spojrzenie na Kraj. Tygodnik „Sztandar Polski” jako próba alternatywnego prezentowania spraw polskich na emigracji we Francji w latach 1945-1946 » [Une autre vue sur le pays. L'hebdomadaire *Sztandar Polski* comme une épreuve à la représentation alternative des affaires polonaises à l'émigration en France dans les années 1945-1946], dans SUDZIŃSKI, Ryszard (dir.), *Emigracja polska wobec problemów przebudowy i sowietyzacji kraju po drugiej wojnie światowej* [L'Émigration polonaise face aux problèmes de la reconstruction et de la soviétisation du pays après la seconde guerre mondiale], Toruń, Wydawnictwo Adam Marszałek, 2007, p. 173-186.

GMURCZYK-WROŃSKA, Małgorzata, *Polacy we Francji w latach 1871-1914: społeczność polska i jej podstawy materialne* [Les Polonais en France dans les années 1871-1914: la communauté polonaise et ses fondements matériels], Warszawa, Neriton, 1996, 296 p.

GOGOLEWSKI, Edmond, « La vie associative des Polonais en France après la seconde guerre mondiale », dans JECHOVÁ, Hana et WŁODARCZYK, Hélène (dir.), *Les Effets de l'émigration et l'exil dans les cultures tchèque et polonaise*, actes du colloque de Paris, 5-7 décembre 1985, Paris, PUPS, 1987, p. 25-48.

—, « Le *Kupiec Polski*, organe des commerçants et artisans polonais en France, 1934-1969 », dans BEAUVOIS, Daniel (dir.), *La Presse polonaise en France (1918-1984)*, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 4, 1988, p. 115-140.

—, « Powrót do Polski robotników polskich z Francji » [Le retour en Pologne des ouvriers polonais de France], *Przegląd Polonijny*, n° 4, 1990, p. 29-47.

—, « L'enseignement élémentaire du polonais en France après la seconde guerre mondiale », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 175-195.

—, *La Langue polonaise dans l'enseignement élémentaire et secondaire en France (1833-1990)*, Villeneuve d'Ascq, Centre d'étude de la culture polonaise de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1994, 340 p. (version polonaise: *Szkolnictwo polskie we Francji, 1833-1990*, trad. Stefan Kaufman et Justyna Łukaszewicz, Wrocław, Towarzystwo Przyjaciół Polonistyki Wrocławskiej, 1998, 249 p.).

—, *La Pologne et les Polonais dans la tourmente de la deuxième guerre mondiale*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 1996, 271 p.

GRONOWSKI, Ludwik, *Polacy we francuskim ruchu oporu* [Les Polonais dans la Résistance française], Warszawa, Prasa Wojskowa, 1950, 52 p.

GRUSZYŃSKI, Jan, *La Communauté polonaise en France de 1919 à 1975. Problèmes de l'intégration de trois générations*, thèse de doctorat en sociologie, sous la dir. d'Alain

- Girard, université Paris V-Descartes, 1977, 559 p. (version polonaise imprimée : *Spoleczność polska we Francji (1918-1978). Problemy integracyjne trzech pokoleń*, Warszawa, PWN, 1981, 316 p.).
- , « Integracja religijna Polaków we Francji » [L'intégration religieuse des Polonais en France], *Studia Polonijne*, n° 4, 1981, p. 160-176.
- HABIELSKI, Rafał, *Życie społeczne i kulturalne emigracji* [La Vie sociale et culturelle de l'émigration], Warszawa, Biblioteka *Więzi* [Bibliothèque de la revue *Więź*], 1999, 408 p.
- HŁADKIEWICZ, Wiesław, « La jeunesse polonaise en France dans le courant des orientations politiques et des influences de l'enseignement de 1944 à 1948 », dans GOGOLEWSKI Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 193-202.
- L'HÔPITALIER, capitaine, *Dzieje Armii Polskiej we Francji, 1939-1945* [L'Armée polonaise en France, 1939-1945], Paris, Montbrun, 1950, 225 p. (ouvrage bilingue en polonais et en français).
- JANOWSKA, Halina, *Polska emigracja zarobkowa we Francji, 1919-1939* [L'Émigration économique polonaise en France, 1919-1939], Warszawa, Książka i Wiedza, 1964, 320 p.
- , « Dwie reemigracje Polaków z Francji » [Les deux rapatriements des Polonais de France], *Problemy Polonii Zagranicznej*, n° 4, 1964-1965, p. 7-26.
- , « An Introductory Outline of the Mass Polish Emigrations, their Directions and Problems, 1870-1945 », dans BOBIŃSKA, Celina et PILCH, Andrzej (dir.), *Employment-seeking Emigrations of the Poles Worldwide, XIX and XX c.*, trad. Danuta E. Żukowska, Warszawa/Kraków, PWN, 1975, p. 121-143.
- , « Polscy imigranci w Lotaryngii, 1919-1939 » [Les immigrés polonais en Lorraine, 1919-1939], *Przegląd Polonijny*, n° 3, 1996, p. 73-82.
- JAROS, Stanisław, « Reemigracja Polaków z Francji w latach 1946-1948 » [Le rapatriement des Polonais de France dans les années 1946-1948], *Problemy Polonii Zagranicznej*, n° 6-7, 1971, p. 61-95.
- JERECZEK, Jean-Pierre, « Rôle du syndicalisme dans l'intégration des ouvriers polonais », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 223-231.
- JUCHNIEWICZ, Mieczysław, *Polacy w europejskim ruchu oporu, 1939-1945* [Les Polonais dans la Résistance en Europe, 1939-1945], Warszawa, Interpress, 1972, 178 p.
- JUIF, Catherine, *Les Polonais de Saône-et-Loire. Intégration sociale, assimilation (1939-1980)*, thèse de doctorat en histoire, sous la dir. d'Yves Lequin, université Lumière-Lyon II, 1994, 555 p., cote BnF : microfiche M-33000.

- KALINOWSKI, Piotr, *Au service de la Pologne et de la France. L'émigration polonaise en France, 1939-1945*, trad. Michel Lisowski, Paris, Société historique et littéraire polonaise, 2^e éd., 1995, 63 p. (version polonaise : *Emigracja polska we Francji w służbie Polski i Francji, 1939-1945*, Paris, Księgarnia Polska [Librairie polonaise], 1970, 71 p.).
- KERSTEN, Krystyna, *Repatriacja ludności polskiej po II wojnie światowej: studium historyczne* [Le Rapatriement de la population polonaise après la seconde guerre mondiale : une étude historique], Wrocław/Warszawa/Kraków/Gdańsk, Ossolineum, 1974, 279 p.
- KLECHTA, Jerzy, *Najstarsza w świecie: Polska Misja Katolicka we Francji, 1836-2006* [La Plus Vieille au monde. La Mission catholique polonaise en France, 1836-2006], Paris, Polska Misja Katolicka we Francji [Mission catholique polonaise en France], 2006 (2^e éd.), 272 p.
- KMIECIAK, Jacques, « La protection des Polonais en zone interdite », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 77-91.
- KOPKA, Bogusław et TARCZYŃSKI, Jan (dir.), *Błękitna Armia i jej dowódca gen. Józef Haller* [L'Armée bleue et son commandant le gén. Józef Haller], actes du colloque de Varsovie, 4 et 5 octobre 2017, Warszawa, Wojskowe Centrum Edukacji Obywatelskiej im. płk. dypl. Mariana Porwita, 2017, 263 p.
- KOSTRUBIEC, Benjamin, « Évolution de la structure de la population active polonaise du Nord/Pas-de-Calais. Étude par zone d'emploi », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 221-236.
- LAURENT, Maryla, « L'abandon de la polonité, un acte volontaire ou une attitude induite ? », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 115-137.
- LERSKI, Jerzy, « Polacy z „Nordu” » [Les Polonais du Nord], *Kultura* (Paris), n° 1, 1949, p. 14-31.
- ŁAPTOS, Józef, *Humanitaryzm i polityka. Pomoc UNRRA dla Polski i polskich uchodźców w latach 1944-1947* [L'Humanitarisme et la politique. L'aide de l'UNRRA pour la Pologne et les réfugiés polonais dans les années 1944-1947], Kraków, Wydawnictwo Naukowe Uniwersytetu Pedagogicznego w Krakowie [Presses de l'Université Pédagogique de Cracovie], 2018, 511 p.
- , « Polityczne implikacje działalności humanitarnej UNRRA wobec środkowoeuropejskich “displaced persons”, 1945-1947 » [Les implications politiques de l'activité humanitaire de l'UNRRA envers les personnes déplacées de l'Europe centrale], *Prace Komisji Środkowoeuropejskiej*, vol. 5, 1997, p. 141-159.

- , « La situation et le rôle de l'émigration polonaise en France à l'époque de la guerre froide, 1944-1956 », dans MICHEL, Bernard et ŁAPTOS, Józef (dir.), *Les Relations entre la France et la Pologne au XX^e siècle*, actes du colloque de Paris, 30 et 31 mars 2001, Kraków, Eventus, 2002, p. 181-204.
- , « La "Kultura" dite parisienne et l'émigration polonaise en France », dans JAKUBOSZCZAK, Agnieszka et TOLLET, Daniel (dir.), « Toute la France est polonaise ! » La présence polonaise en France aux XIX^e et XX^e siècles, actes du colloque de Paris, novembre 2004, Paris/Poznań, Wydawnictwo Poznańskie, 2007, p. 241-253.
- , « UNRRA, IRO i władze francuskie wobec zjawiska przeobrażania się polskich dipisów w uchodźców politycznych (1944-1950) » [L'UNRRA, l'OIR et les autorités françaises envers le phénomène de la transformation des déplacés polonais en réfugiés politiques, 1944-1950], *Prace Historyczne*, vol. 142, n° 4, « Polska – Francja – Europa w XX wieku. Szkice z historii Polski, Francji i stosunków polsko francuskich / Pologne, France, Europe au XX^e siècle. Esquisses de l'histoire de la Pologne, de la France et des relations polono-françaises », dir. Paweł Sekowski, 2015, p. 683-697.
- ŁEPKOWSKI, Tadeusz, *Wolna szkoła polska w okupowanej Francji. Historia Gimnazjum i Liceum im. Cypriana Norwida w Villard-de-Lans, 1940-1946* [Une école libre polonaise en France occupée. L'histoire du gymnase et lycée polonais Cyprien-Norwid à Villard-de-Lans, 1940-1946], Warszawa, PWN, 1990, 321 p.
- ŁUCZAK, Czesław, « Deportations of Polish Manpower to Hitler's Reich, 1939-1945 », dans BOBIŃSKA, Celina et PILCH, Andrzej (dir.), *Employment-seeking Emigrations of the Poles Worldwide, XIX and XX c.*, trad. Danuta E. Żukowska, Warszawa/Kraków, PWN, 1975, p. 177-194.
- , « Przemieszczenia ludności z Polski podczas drugiej wojny światowej » [*Les déplacements de population de Pologne pendant la deuxième guerre mondiale*], dans PILCH, Andrzej (dir.), *Emigracja z ziem polskich w czasach nowożytnych i najnowszych, XVIII-XX w.* [L'Émigration du sol polonais aux temps modernes et contemporains, XVIII^e-XX^e siècles], Warszawa, PWN, 1984, p. 451-483.
- , *Polacy w okupowanych Niemczech, 1945-1949* [Les Polonais en Allemagne occupée, 1945-1949], Poznań, Pracownia Serwisu Oprogramowania, 1993, 261 p.
- ŁUKASIEWICZ, Sławomir, « Jerzy Jankowski et les fédéralistes polonais en France », dans MARÈS, Antoine, PRAŻUCH, Wojciech et KAWKA, Inga (dir.), *Les Exilés polonais en France et la réorganisation pacifique de l'Europe (1940-1989)*, Frankfurt am Main, Peter Lang, 2017, p. 119-145.
- MAJ, Kazimiera, *Polscy komuniści we Francji, 1919-1946* [Les Communistes polonais en France, 1919-1946], Warszawa, Książka i Wiedza, 1971, 345 p.
- MARKIEWICZ, Władysław, *Przeobrażenia świadomości narodowej reemigrantów polskich z Francji* [Les Modifications de la conscience nationale chez les rapatriés polonais de France], Poznań, Wydawnictwo Poznańskie, 1960, 252 p.
- MICHEL, Joël, « La seconde guerre mondiale et l'évolution de la communauté polonaise du Nord de la France », *Revue du Nord*, vol. 57, n° 226, « La libération du Nord et du Pas-de-Calais, 1944-1947. La communauté polonaise [du Nord de la France]

- et la seconde guerre mondiale », actes du colloque de Lille, 2 et 3 novembre 1974, juillet-septembre 1975, p. 403-420 (version polonaise : « II wojna światowa a przemiany społeczności polskiego pochodzenia zamieszkanej na terytorium północnej Francji », dans KUBIAK, Hieronim et PILCH, Andrzej [dir.], *Stan i potrzeby badań nad zbiorowościami polonijnymi* [L'État des connaissances et besoins de la recherche sur les communautés polonaises à l'étranger], actes du colloque de Cracovie, 30 août-5 septembre 1975, Wrocław/Warszawa/Kraków/Gdańsk, Ossolineum-PAN, 1976, p. 578-597).
- MIHOUT, Mylène, « L'engagement syndical, frein ou moteur à l'intégration de l'immigration ouvrière polonaise en France? », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 233-257.
- NISIOBĘCKA, Aneta, *Reemigracja Polaków z Francji oraz ich adaptacja w Polsce Ludowej w latach 1945-1950* [Le Rapatriement des Polonais de France et leur adaptation en Pologne populaire dans les années 1945-1950], thèse de doctorat en sciences politiques, sous la dir. de Maria Pasztor, université de Varsovie, 2015, 385 p.
- NOSSOWSKA, Małgorzata, *O Francuzce, która pokochała Polskę: Rosa Bailly i stowarzyszenie Les Amis de la Pologne* [À propos une Française qui est tombée amoureuse de la Pologne : Rosa Bailly et l'association Les Amis de la Pologne], Lublin, Wydawnictwo UMCS [Presses universitaires de l'université Marie - Curie-Skłodowska de Lublin], 2012, 452 p.
- NOWAKOWSKA-WIERZCHOŚ, Anna, « „Praca polityczna” Polskiej Partii Robotniczej – oddział we Francji w środowisku polskich emigrantek w 1946 r. » [Le « travail politique » de la section française du Parti ouvrier polonais parmi les femmes immigrées polonaises en 1946], *Teki Archiwalne*, n° 11, 2011, p. 301-319.
- , « *Konopniczanki* » – *Związek Kobiet Polskich we Francji im. Marii Konopnickiej w latach 1944-1950* [« Konopniczanki ». L'Union de femmes polonaises en France « Maria Konopnicka » dans les années 1944-1950], thèse de doctorat en histoire, sous la dir. de Małgorzata Gmurczyk-Wrońska, Institut d'histoire de l'Académie polonaise des sciences, Varsovie, 2014, 254 p.
- NOWAKOWSKI, Stefan, « Przeobrażenia społeczne i adaptacja reemigrantów w Polsce » [Les transformations sociales et l'adaptation des rapatriés en Pologne], *Mysł Współczesna*, n° 7, 1950, p. 62-86.
- PACHOWICZ, Anna, *Towarzystwo Opieki nad Polakami we Francji, 1941-1944* [Groupement d'assistance aux Polonais en France, 1941-1944], Toruń, Oficyna Wydawnicza Kucharski, 2013, 493 p.
- PACZKOWSKI, Andrzej, *Prasa i społeczność polska we Francji, 1920-1940* [La Presse et la population polonaise en France, 1920-1940], Wrocław/Warszawa/Kraków, Ossolineum/Komitet Badania Polonii PAN [Bibliothèque sur les Polonais de l'étranger. Comité des recherches sur les Polonais de l'étranger de l'Académie polonaise des sciences], 1979, 243 p. (version française raccourcie : « La Presse des

émigrés polonais en France, 1920-1940 », *Revue du Nord*, vol. 60, n° 236, janvier-mars 1978, p. 151-162).

PETERSEN, Nicolas, « Emigracja polska we Francji » [L'Émigration polonaise en France], *Kultura* (Paris), n° 1-2, 1971, p. 151-164.

PIECZYŃSKI, Przemysław, « Les voyages de la jeunesse d'origine polonaise de France en Pologne dans les années 1945-1991 », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 217-222.

POIGNANT, Raymond, « Étude sur l'assimilation de l'immigration polonaise dans le Pas-de-Calais », *Population*, vol. 4, n° 1, 1949, p. 157-162.

PONTY, Janine, « Społeczność polska w Sallaumines (Pas-de-Calais, Francja) w latach 1922-1946: studium demograficzne » [La communauté polonaise à Sallaumines (Pas-de-Calais, France) dans les années 1922-1946: étude démographique], *Polska klasa robotnicza: studia historyczne* [La Classe ouvrière polonaise. Études historiques], t. VIII, 1978, p. 361-395.

422

—, « Une intégration difficile : les Polonais en France dans le premier vingtième siècle », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 7, 1985, p. 51-58.

—, « Le problème des naturalisations », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3) / *Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 99-113.

—, « Conclusions », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3) / *Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 237-238.

—, *Les Polonais du Nord ou la Mémoire des corons*, Paris, Autrement, 1995, 128 p.

—, « Les rapatriements d'ouvriers polonais, 1945-1948 », dans DRWĘSKI, Bruno (dir.), *L'Impact de la seconde guerre mondiale sur les relations franco-polonaises*, Paris, Inalco / *Cahiers du Centre d'étude de l'Europe médiane*, n° 11, « Studia Gallo-Polonica », 2000, p. 125-137.

—, « Un enjeu des relations franco-polonaises : l'immigration collective et le retour en Pologne, 1919-1948 », dans MICHEL, Bernard et ŁAPTOS, Józef (dir.), *Les Relations entre la France et la Pologne au XX^e siècle*, actes du colloque de Paris, 30 et 31 mars 2001, Kraków, Eventus, 2002, p. 95-105.

—, « Dépasser les stéréotypes : au sujet de l'immigration polonaise en France », dans DELAPERRIÈRE, Maria, DOBERSZYC, Joanna et DRWĘSKI, Bruno (dir.), *La France et la Pologne au-delà des stéréotypes*, actes du colloque de Paris, 6 décembre 2002, Paris, Centre d'étude de l'Europe médiane/Institut d'études slaves, 2004, p. 27-36.

—, *Polonais méconnus. Histoire des travailleurs immigrés en France dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2005 (3^e éd.), 474 p.

- , *Les Polonais en France de Louis XV à nos jours*, Paris, Le Rocher, 2008, 204 p.
- PUDŁO, Kazimierz, « La réadaptation en Pologne des Polonais de France après la deuxième guerre mondiale », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 203-216.
- ROLBIECKI, Waldemar, « Polska Stacja Naukowa w Paryżu w latach 1939-1978 » [Le Centre scientifique polonais de Paris dans les années 1939-1978], dans REDEROWA, Danuta, JACZEWSKI, Bohdan et ROLBIECKI, Waldemar, *Polska Stacja Naukowa w Paryżu w latach 1893-1978* [Le Centre scientifique polonais de Paris dans les années 1893-1978], Wrocław, Ossolineum, coll. « Monografie z dziejów nauki i techniki » [Monographies de l'histoire de la science et de la technique], 1982, p. 193-321.
- SALMON-SIAMA, Monika, « Chemins du destin de Wacław Jan Godlewski (1906-1996), messager du peuple franco-polonais », *Synergies Pologne. Revue du Gerflint*, numéro spécial, 2011, p. 71-80.
- SĘKOWSKI, Paweł, « Les Polonais d'Alsace et de Lorraine à travers la seconde guerre mondiale », dans LEMMES, Fabian, GROSSMANN, Johannes, WILLIAMS, Nicholas J., FORCADE, Olivier et HUDEMANN, Rainer (dir.), *Evakuierungen im Europa der Weltkriege – Les Évacuations dans l'Europe des guerres mondiales – Evacuations in World War Europe*, Berlin, Metropol, 2014, p. 189-205.
- , « Francja wobec polskich uchodźców wojennych i dipisów w pierwszych latach po drugiej wojnie światowej » [La France et les réfugiés et déplacés polonais dans l'immédiat après-guerre], *Dzieje Najnowsze*, vol. 46, n° 2, 2014, p. 71-83.
- , « Les Polonais dans la Résistance communiste en France », *Prace Historyczne*, vol. 142, n° 4, « Polska – Francja – Europa w xx wieku. Szkice z historii Polski, Francji i stosunków polsko francuskich / Pologne, France, Europe au xx^e siècle. Esquisses de l'histoire de la Pologne, de la France et des relations polono-françaises », dir. Paweł Sekowski, 2015, p. 671-682.
- SIKORA, Jan, *Ewolucja Polonii francuskiej. Obserwacje – hipotezy – refleksje* [L'Évolution de la Polonia de France. Observations – hypothèses – réflexions], Lublin, Polonia, 1988, 218 p.
- SIWIK, Anna, *Polska Partia Socjalistyczna na emigracji w latach 1945-1956* [Le Parti socialiste polonais en exil dans les années 1945-1956], Kraków, Księgarnia Akademicka, 1998, 260 p.
- , « Les socialistes polonais en France et l'idée de l'Europe », dans MARÈS, Antoine, PRAŻUCH, Wojciech et KAWKA, Inga (dir.), *Les Exilés polonais en France et la réorganisation pacifique de l'Europe (1940-1989)*, Frankfurt am Main, Peter Lang, 2017, p. 79-88.
- SKOWRONEK, Jerzy, *Cmentarz polski w Montmorency* [Le Cimetière polonais de Montmorency], éd. Alicja Bochenek, Marek Cichowski et Krzysztof Filipow, Warszawa, PIW, 1986, 303 p.

- SZCZERBIŃSKI, Marek et ZDANEWICZ, Krzysztof, « Les problèmes de l'émigration polonaise en France à travers la presse polonaise, entre 1944 et 1949 », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 139-158.
- SZULC, Joanna, *De l'émigration à la réémigration. Le retour des Polonais au pays de 1945 au début de la guerre froide*, thèse de doctorat en histoire, sous la dir. d'Olivier Dard, université de Lorraine, Metz, 2012, 494 p.
- SZULKIN, Michał, « Paryska „Niepodległość”, organ wychodźstwa polskiego we Francji, 1944-1945 » [*L'indépendance parisienne*, l'organe de presse de l'émigration polonaise en France, 1944-1945], *Rocznik Historii Czasopiśmiennictwa Polskiego*, vol. 14, n° 1, 1974, p. 73-84.
- ŚLADKOWSKI, Wiesław, *Emigracja polska we Francji, 1871-1918* [L'Émigration polonaise en France, 1871-1918], Lublin, Wydawnictwo Lubelskie, 1980, 373 p.
- , *Polacy we Francji* [Les Polonais en France], Lublin, Polonia, 1985, 224 p.
- , « Szkolnictwo polskiego nad Sekwaną wzloty i upadki » [Le développement et l'effondrement de l'enseignement polonais sur Seine], dans KOPRUKOWNIAK, Albin (dir.), *Szkolnictwo polonijne na świecie. Zarys syntezy* [L'Enseignement polonais dans le monde. Un essai de synthèse], Lublin, Wydawnictwo UMCS [Presses universitaires de l'université Marie - Curie-Skłodowska de Lublin], 1995, p. 150-173.
- TURAJCZYK, Leon, « Polonijne organizacje społeczno-polityczne we Francji i ich postawa wobec powrotu emigracji zarobkowej do kraju, 1945-1948 » [Les Organisations sociales et politiques polonaises en France et leur attitude envers le retour de l'émigration économique au pays, 1945-1948], *Materiały i Studia z najnowszej historii Polski*, n° 3, 1967, p. 45-62.
- , *Społeczno-polityczne organizacje polskie we Francji, 1944-1948* [Les Organisations sociales et politiques polonaises en France, 1944-1948], Warszawa, Książka i Wiedza, 1978, 391 p.
- VALENTIN-STĄCZEK, Ewa, *Les Villardiens. Biographies. La création et vie du lycée polonais à Villard-de-Lans (1940-1946)*, trad. Marie-Irène Malewiak et Barbara Pawłowska, Wrocław, E. Valentin-Stączek, 2007, 565 p. (version polonaise: *Villardczycy: życiorysy. Powstanie i funkcjonowanie polskiego Liceum w Villard de Lans, 1940-1946*, Wrocław, Amia, 2003, 511 p.).
- VERU, Estelle, *L'Émigration polonaise à l'épreuve de la guerre froide (1944-1949)*, mémoire de maîtrise en histoire, Marie-Claude Blanc-Chaléard et Annie Fourcaut (dir.), université Paris I - Panthéon-Sorbonne, 2004, 239 p.
- WOLTMANN, Bernard, « Le sport dans les milieux ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 211-220.

- WRÓBEL, Janusz, « Działania Ministerstwa Bezpieczeństwa Publicznego przeciwko repatriantom z Zachodu w latach 1945-1953 » [Les activités du ministère de la Sécurité publique contre les personnes rapatriées de l'Ouest dans les années 1945-1953], dans TERLECKI, Ryszard (dir.), *Aparat bezpieczeństwa wobec emigracji politycznej i Polonii* [L'Appareil de sécurité envers l'émigration politique et la Polonia], Warszawa, IPN [Institut de la mémoire nationale], 2005, p. 185-240.
- ZAMOJSKI, Jan E., « La participation des Polonais à la Résistance dans le Pas-de-Calais et le Nord, 1940-1944 », *Revue du Nord*, vol. 57, n° 226, « La libération du Nord et du Pas-de-Calais, 1944-1947. La communauté polonaise [du Nord de la France] et la seconde guerre mondiale », actes du colloque de Lille, 2 et 3 novembre 1974, juillet-septembre 1975, p. 435-459.
- , *Polacy w ruchu oporu we Francji, 1940-1945* [Les Polonais dans la Résistance en France, 1940-1945], Wrocław, Ossolineum, 1975, 415 p.
- , « La présence polonaise en France dans les années de la seconde guerre mondiale », dans MICHEL, Bernard et ŁAPTOS, Józef (dir.), *Les Relations entre la France et la Pologne au XX^e siècle*, actes du colloque de Paris, 30 et 31 mars 2001, Kraków, Eventus, 2002, p. 128-158.
- ZBYSZEWSKI, Waclaw A., « Polonia francuska » [La Polonia de France], *Kultura* (Paris), n° 11, 1950, p. 109-117.
- ZGÓRNIAK, Marian, « La Résistance polonaise en France sous l'occupation hitlérienne, 1940-1944 », *Revue du Nord*, vol. 57, n° 226, « La libération du Nord et du Pas-de-Calais, 1944-1947. La communauté polonaise [du Nord de la France] et la seconde guerre mondiale », actes du colloque de Lille, 2 et 3 novembre 1974, juillet-septembre 1975, p. 461-474.
- ZIELIŃSKI, Henryk, « Le gouvernement polonais et le problème de l'émigration polonaise en France, 1944-1947 », *Revue du Nord*, vol. 57, n° 226, « La libération du Nord et du Pas-de-Calais, 1944-1947. La communauté polonaise [du Nord de la France] et la seconde guerre mondiale », actes du colloque de Lille, 2 et 3 novembre 1974, juillet-septembre 1975, p. 421-428 (version polonaise : « Rząd polski a problemy emigracji polskiej we Francji, 1944-1947 », *Przegląd Polonijny*, n° 2, 1975, p. 85-93).
- ŻARYN, Jan, « Stronictwo Narodowe na emigracji, 1945-1955. Zarys działalności » [Le Parti national polonais à l'émigration, 1945-1955. Une esquisse sur son activité], dans FRISZKE, Andrzej (dir.), *Warszawa nad Tamizą: Z dziejów polskiej emigracji politycznej po drugiej wojnie światowej* [Varsovie sur la Tamise. De l'histoire de l'émigration politique polonaise après la seconde guerre mondiale], Warszawa, ISP PAN [Institut d'études politiques de l'Académie polonaise des sciences], 1994, p. 61-92.

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1. Les départements comprenant le plus grand nombre d'étrangers et les nationalités dominantes, selon le recensement général de la population de 1946 ...	57
Tableau 2. Les départements comptant le plus d'étrangers, selon les renseignements du ministère de l'Intérieur au 31 décembre 1948.....	57
Tableau 3. La répartition de la main-d'œuvre dans les mines de houille et de lignite pour le 1 ^{er} trimestre 1946, selon le ministère de la Production industrielle ..	57
Tableau 4. Départements comptant le plus grand nombre de ressortissants polonais ..	62
Tableau 5. Répartition par sexe des principales populations étrangères en France, selon le recensement général de la population de 1946	63
Tableau 6. Répartition par sexe de la population polonaise dans les départements comptant le plus grand nombre de ressortissants polonais, selon le recensement général de la population de 1946.....	64
Tableau 7. Les Polonais sur le territoire français suivant l'année de leur entrée en France, selon le recensement des étrangers de 1945.....	65
Tableau 8. Répartition professionnelle de la population active polonaise dans la région Nord-Pas-de-Calais, selon le recensement général de la population de 1946.....	77
Tableau 9. Les Polonais dans les mines de houille et de lignite à la date du 31 mars 1946, selon le ministère de la Production industrielle.....	90
Tableau 10. L'acquisition de la nationalité française par les Polonais et par l'ensemble des étrangers.....	151
Tableau 11. Les mariages mixtes entre Français et Polonais dans l'immédiat après-guerre, d'après les statistiques du mouvement de la population de l'Insee....	156
Tableau 12. Le réseau consulaire polonais en France au 19 mai 1945	172
Tableau 13. Les postes de rassemblement (<i>stacje zborne</i>) et des camps de rassemblement (<i>obozy zborne</i>) des engagés volontaires de France et de Belgique pour des Forces armées polonaises	209
Tableau 14. Les lieux d'hébergement des Polonais désirant entrer au sein des bataillons polonais relevant du gouvernement provisoire de la république de Pologne à Lublin (à partir du 1 ^{er} février 1945 : à Varsovie), au 23 janvier 1945	216
Tableau 15. La démobilisation en Grande-Bretagne des engagés volontaires de l'armée de terre des Forces armées polonaises de l'Ouest issus de l'immigration polonaise en France en 1946.....	224

Tableau 16. Statistiques de l'enseignement primaire polonais et des maternelles polonaises, dits indépendants en France	262
Tableau 17. Les cours polonais en France durant l'année scolaire 1945-1946	264
Tableau 18. Les cours polonais en France durant l'année scolaire 1947-1948	268
Tableau 19. Évolution de la situation de l'Union centrale des Polonais en France dans l'immédiat après-guerre	317
Tableau I. Populations française et étrangère en France selon le département de domicile, d'après le recensement général de la population de 1946	373
Tableau II. Polonais en France au premier semestre de 1946, selon les renseignements de la direction générale de la Sûreté nationale et la direction des Renseignements généraux.....	376
Tableau III. Répartition des allocataires des aides de la section française de la Croix-Rouge polonaise, au 1 ^{er} mars 1945	378
Tableau IV. Les enfants polonais dans des écoles primaires publiques en France, selon les statistiques fournies par Georges Mauco.....	378

TABLE DES CARTES

Carte 1. Le peuplement de la France au lendemain de la seconde guerre mondiale, selon la population présente par département, d'après le recensement général du 10 mars 1946.....	56
Carte 2. La répartition des Polonais en France par département, selon le recensement général de la population de 1946.....	70
Carte 3. Le réseau consulaire de Pologne au mois de mai 1945.....	174

ABRÉVIATIONS

A MSZ	Archiwum Ministerstwa Spraw Zagranicznych RP, Warszawa (Archives du ministère des Affaires étrangères de Pologne, Varsovie)
A PPP	Archives de la préfecture de police de Paris
AAN	Archives des actes nouveaux, Varsovie (Archiwum Akt Nowych)
AD Nord	Archives départementales du Nord, Lille
AITPF	Association des ingénieurs et techniciens polonais en France
AN	Archives nationales de France, Pierrefitte-sur-Seine
ANMT	Archives nationales du monde du travail, Roubaix
BAP	Bureau d'administration des Polonais
BI	Brigade(s) internationale(s)
BnF	Bibliothèque nationale de France
BPP	Bibliothèque polonaise de Paris
CAD	Centre des archives diplomatiques, La Courneuve
CADI	Comité d'action et de défense des immigrés
CAEF	Centre des archives économiques et financières, Savigny-le-Temple
CCHF	Comité central des Houillères de France
CFTC	Confédération française de travailleurs chrétiens
CGT	Confédération générale du travail
CGT-FO	Confédération générale du travail – Force ouvrière
CGTU	Confédération générale du travail unitaire
CKS	Centralny Komitet Studiów (Comité central des études)
CKW	Centralny Komitet Walki (Comité central de lutte)
CNPF	Conseil national des Polonais de France (Rada Narodowa Polaków we Francji)
CNR	Conseil national de la Résistance
CPF	Congrès de la Polonia de France
CPLN	Comité polonais de libération nationale en France (Polski Komitet Wyzwolenia Narodowego we Francji) / Comité polonais de libération nationale (Polski Komitet Wyzwolenia Narodowego)
CRP	Croix-Rouge polonaise
CUDEF	Comité uni de défense des Juifs
CVR	Combattant volontaire de la Résistance
FEP	Federacja Emigrantów Polskich (Fédération des émigrés polonais en France)
FFI	Forces françaises de l'intérieur
FO	Force ouvrière

FPZOO	Federacja Polskich Związków Obrońców Ojczyzny (Fédération des unions des anciens combattants polonais en France)
FREP	Federacja Robotników i Emigrantów Polskich (Fédération des ouvriers et émigrés polonais en France)
FRP	Federacja Robotników Polskich (Fédération des ouvriers polonais en France)
FSJF	Fédération des sociétés juives de France
FTPF	Francs-tireurs et partisans français
FTP-MOI	Franc-tireurs et partisans – main-d’œuvre immigrée
GAPF	Groupement d’assistance aux Polonais en France
GIP	Groupement d’infanterie polonaise
GPRF	Gouvernement provisoire de la République française
GPUN	Gouvernement provisoire d’unité nationale
GUS	Główny Urząd Statystyczny (Office central de statistiques)
HBNPC	Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais
Ined	Institut national d’études démographiques
Insee	Institut national de la statistique et des études économiques
KTM	Komitet Towarzystw Miejsowych (Comité des associations locales)
MAE	ministère des Affaires étrangères
MOE	Main-d’œuvre émigrée
MOI	Main-d’œuvre immigrée
MPiOS	Ministerstwo Pracy i Opieki Społecznej (ministère du Travail et de la Protection sociale)
MPP	Milice patriotique polonaise
MSZ	Ministerstwo Spraw Zagranicznych (ministère des Affaires étrangères)
NiD	« Niepodległość i Demokracja » (« Indépendance et démocratie »)
OIR	Organisation internationale pour les réfugiés
OPO	Organizacja Pomocy Ojczyźnie (Organisation d’aide à la patrie)
PAN	Polska Akademia Nauk (Académie polonaise des sciences)
PAU	Polska Akademia Umiejętności (Académie polonaise des arts et sciences)
PCF	Parti communiste français
PDR	Prisonniers, déportés et réfugiés
PISM	Polish Institute and Sikorski Museum
PKO S.A.	Polska Kasa Opieki S.A. (Caisse polonaise d’assistance SA)
PMK	Polska Misja Katolicka we Francji (Mission catholique polonaise en France)
POSK	Polski Ośrodek Społeczno-Kulturalny (Polish Social and Cultural Association)
POWN	Polska Organizacja Walki o Niepodległość (Organisation polonaise de lutte pour l’indépendance)
PPR	Polska Partia Robotnicza (Parti ouvrier polonais)
PPS	Polska Partia Socjalistyczna (Parti socialiste polonais)
PPS-WRN	Polska Partia Socjalistyczna – Wolność – Równość – Niepodległość (Parti socialiste polonais – Liberté – Égalité – Indépendance)

PSL	Polskie Stronnictwo Ludowe (Parti paysan polonais)
PTPK	Polskie Towarzystwo Przyjaciół Książki w Paryżu (Société polonaise des amis du livre à Paris / Société des bibliophiles polonais de Paris)
PUR	Państwowy Urząd Repatriacyjny (Office national du rapatriement)
PWML	Polska Wojskowa Misja Likwidacyjna (Mission militaire polonaise de liquidation)
PZPN	Polski Związek Piłki Nożnej we Francji (Association polonaise de football en France)
RSFP	Relief Society for Poles
SFIO	Section française de l'internationale ouvrière
SHAEF	Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force
SHLP	Société historique et littéraire polonaise
SL	Stronnictwo Ludowe (Parti paysan)
SPK	Samopomoc byłych Kombatantów Polskich we Francji, puis Stowarzyszenie Polskich Kombatantów (Association d'entraide des anciens combattants polonais en France)
SPP	Studium Polski Podziemnej (Polish Underground Movement Study Trust)
SSAE	Service social d'aide aux émigrants
SSP	Société de secours aux Polonais
SUP	Sorbonne Université Presses
TUR	Towarzystwo Uniwersytetu Robotniczego (Association de l'université ouvrière des émigrés polonais en France)
UACP	Union des Associations catholiques polonaises en France (Polskie Zjednoczenie Katolickie we Francji)
UCPF	Union centrale des Polonais en France (Centralny Związek Polaków we Francji)
UJ	Université Jagellonne (Uniwersytet Jagielloński)
UNRRA	United Nations Relief and Rehabilitation Administration
YMCA	Young Men's Christian Association
ZHP	Związek Harcerstwa Polskiego we Francji (Union des éclaireurs polonais en France)
ZNP	Związek Nauczycielstwa Polskiego we Francji (Union des instituteurs polonais en France)
ZORR	Związek Osadników i Robotników Rolnych (Union des colons et ouvriers agricoles)
ZRP	Związek Robotników Polskich we Francji (Société des ouvriers polonais en France)
ZUPRO	Związek Uczestników Polskiego Ruchu Oporu we Francji (Association des résistants combattants polonais en France)
ZUS	Zakład Ubezpieczeń Społecznych (Office national des assurances sociales)

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements.....	9
Note de l'auteur.....	11
Préface de Józef Łaptos.....	13
Introduction	17
Objet de la recherche.....	19
Présentation du corps des sources.....	21
Les archives.....	21
La littérature scientifique.....	22
Construction du livre.....	28
PROLOGUE. Les antécédents et le contexte de la présence étrangère en France au lendemain de la seconde guerre mondiale.....	29
La genèse: la communauté polonaise en France avant 1945.....	29
Les débuts de l'immigration polonaise en France.....	29
La grande vague de l'immigration polonaise: les travailleurs arrivés dans l'entre-deux-guerres.....	33
L'influence des années de guerre dans la situation des immigrés polonais en France.....	43
La présence étrangère en France au lendemain de la seconde guerre mondiale.....	51
 PREMIÈRE PARTIE LA SITUATION ET LES CHANGEMENTS AU SEIN DE L'IMMIGRATION POLONAISE D'AVANT-GUERRE AU LENDEMAIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE 	
CHAPITRE 1. Les caractéristiques de l'ancienne immigration polonaise en France au lendemain de la Libération.....	61
La composition et la répartition de l'immigration polonaise d'avant-guerre.....	61
La répartition professionnelle des travailleurs polonais.....	72
La situation sociale et matérielle des travailleurs polonais selon les secteurs d'activité.....	82
Anciens déportés en Allemagne et anciens <i>Volksdeutsche</i> de nationalité polonaise: la situation des Polonais appartenant à des groupes particuliers créés en temps de guerre.....	99
CHAPITRE 2. Le rapatriement des anciens immigrés polonais: l'action de <i>reemigracja</i>	109
Les premiers retours: avant l'accord franco-polonais.....	110

Le rapatriement organisé dans le cadre des conventions franco-polonaises (1946-1948) : déroulement et bilan	111
Partir en Pologne ou rester en France? Les motivations des immigrés polonais	125
Le rapatriement des déplacés et réfugiés polonais de France : l'action de <i>repatriacja</i>	132
CHAPITRE 3. Des Polonais en France aux Français d'origine polonaise :	
l'intégration progressive à la société française	135
L'évolution des mœurs et des traditions au sein de la communauté polonaise établie en France depuis des années.....	135
Les naturalisations des immigrés polonais	145
Les facteurs contribuant à l'intégration progressive des polonais à la société française	154
La deuxième génération opte pour la France : le facteur principal du progrès de l'intégration	159
Conclusion de la première partie	163

L'ENJEU DU « CONTRÔLE » DE LA COMMUNAUTÉ POLONAISE
EN FRANCE PAR LES AUTORITÉS POLONAISES EN EXIL ET AU PAYS

CHAPITRE 4. Le fonctionnement des réseaux diplomatiques et consulaires de l'État polonais en France	167
Quand la France reconnaissait le gouvernement polonais de Londres (septembre 1944 - juin 1945).....	168
Quand la France reconnaissait le gouvernement polonais de Varsovie (à partir du 29 juin 1945).....	175
L'« exopolitie » polonaise en France après la perte de la reconnaissance française par le gouvernement polonais de Londres.....	195
CHAPITRE 5. Les anciens immigrés polonais toujours en uniforme militaire après la Libération de la France : les deux nouvelles mobilisations et la démobilisation des ressortissants polonais de France	203
Une nouvelle mobilisation ordonnée par le gouvernement polonais en exil : l'engagement volontaire des immigrés polonais dans les Forces armées polonaises sous le commandement militaire britannique.....	203
L'engagement volontaire dans les bataillons polonais relevant des autorités polonaises de Varsovie et faisant partie de la 1 ^{re} armée française	213
Le retour en France des engagés volontaires dans les Forces armées polonaises de l'Ouest issus de l'immigration polonaise en France	218
CHAPITRE 6. L'action sociale envers les ressortissants polonais nécessiteux en France ..225	225
L'action des représentants du gouvernement polonais de Londres (jusqu'en juin 1945).....	225
L'action des représentants du gouvernement polonais de Varsovie	239
L'action sociale des militants de l'« exopolitie » polonaise en France (après la perte de la reconnaissance française par le gouvernement polonais en exil)	243
Conclusion de la deuxième partie.....	245

TROISIÈME PARTIE

L'ÉVOLUTION DE LA PERCEPTION DU « MAINTIEN DE LA POLONITÉ » :
DES ALÉAS DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES
À LA FIN DES ANNÉES 1940

CHAPITRE 7. Le changement du statut de l'enseignement polonais en France	249
L'enseignement au niveau primaire.....	249
L'enseignement au niveau secondaire.....	270
L'enseignement supérieur.....	276
L'importance réelle de l'enseignement polonais en France et sa situation à la fin des années 1940.....	278
CHAPITRE 8. L'activité des aumôniers polonais parmi les immigrés en France	283
L'évolution du statut des prêtres polonais en France	283
L'activité du clergé et des religieuses polonais en France	285
CHAPITRE 9. La vie associative des immigrés polonais en France.....	293
La naissance et le développement de la vie associative des immigrés polonais dans l'entre-deux-guerres.....	295
L'activité des associations fidèles au gouvernement polonais en exil et rassemblées dans l'Union centrale des Polonais en France (UCPF).....	298
L'activité des associations reconnaissant le gouvernement varsovien rassemblées dans le Comité polonais de libération nationale (CPLN), puis le Conseil national des polonais de France (CNPf).....	318
La vie associative du « bloc catholique » : l'activité de l'Union des associations catholiques polonaises en France (UACP) et de ses organisations membres.....	329
Le fonctionnement des partis politiques polonais en France.....	335
La presse polonaise.....	341
Quel niveau réel de participation des immigrés à la vie associative polonaise en France?.....	344
La modification du caractère de la vie associative des Polonais en France au lendemain de la seconde guerre mondiale.....	349
L'activité des Polonais dans les syndicats français	353
Conclusion de la troisième partie	361
Conclusion générale	365
Annexes	373
Données statistiques	373
Documents	381
Postface d'Olivier Forcade	393
Sources et bibliographie	397
Sources.....	397
Bibliographie.....	408

Table des tableaux	427
Table des cartes.....	429
Abréviations	431
Index des noms de personnes	435
Index des noms de lieux	443
Table des matières	453